

## Annexe 05

# Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé



Parc Tertiaire du Rotois - Bat B  
Route de Oignies 62710 COURRIERES

## MAITRE D'OUVRAGE



**Hôpital  
Robert-Debré  
AP-HP**

OPÉRATION N° 12-23-0215

## HOPITAL ROBERT DEBRE - CONSTRUCTION DE L'INSTITUT DU CERVEAU DE L'ENFANT

**COORDINATION EN MATIÈRE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA  
SANTÉ**

## PLAN GENERAL DE COORDONNATION SPS

Etape : PRO /DCE

Opération de niveau : **1**

MAITRISE D'ŒUVRE

Architecte



23 rue de Cronstadt - 75015 PARIS  
Tél : 01 53 68 93 00  
aia.architectes.paris@a-i-a.fr

### TABLEAU RECAPITULATIF DES MISES A JOUR

Indice	Etabli par	Date	Objet de la révision
01	Georges HENRIQUES	06/06/2024	PGC Général Conception Phase APD
02	Georges HENRIQUES	11/03/2025	PGC PRO DCE

CSPS conception	CSPS de réalisation
<b>Georges HENRIQUES</b> Coordonnateur SPS N1 C+R	<b>Georges HENRIQUES</b> Coordonnateur SPS N1 C+R
07 80 24 28 02 Mail : <a href="mailto:g.henriques@cobat-coprev.fr">g.henriques@cobat-coprev.fr</a>	07 80 24 28 02 Mail : <a href="mailto:g.henriques@cobat-coprev.fr">g.henriques@cobat-coprev.fr</a>

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>PRÉSENTATION GÉNÉRALE ET OBJET DU DOCUMENT .....</b>	<b>3</b>
1.1	Préambule législatif et réglementaire .....	4
1.2	Précisions sur l'opération.....	4
<b>2</b>	<b>INFORMATIONS ADMINISTRATIVES .....</b>	<b>6</b>
2.1	Intervenants et services extérieurs .....	8
<b>3</b>	<b>MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE (R4532-44-2°) .....</b>	<b>12</b>
3.1	Calendrier - Phasage .....	12
3.2	Matériaux .....	14
	Modes opératoires généraux .....	15
	Modes opératoires et constructifs particuliers .....	16
3.3	RISQUES ENVIRONNEMENTAUX .....	30
3.4.2	Eléments imposés ne pouvant être modifiés.....	41
3.4.3	Eléments proposés pouvant être modifiés.....	43
<b>4</b>	<b>MESURES DE COORDINATION (R4532-44-3°).....</b>	<b>44</b>
4.1	Mesures relatives à l'activité et l'environnement du site (R4532-44-4°).....	52
4.2	Les travaux liés à l'amiante (R. 4412-94 à R. 4412-148).....	55
4.2.1	Dispositions communes aux travaux Sous-Section 3 et Sous-Section 4 (R4412-94 à 124).....	57
	Organisation des travaux :.....	61
4.2.2	Travaux Sous-Section 3 (R4412-125 à 143) :.....	62
4.2.3	Travaux Sous-Section 4 (R4412_144 à 148) :.....	64
4.2.4	Dans tous les cas :.....	66
<b>5</b>	<b>MESURES DE SALUBRITÉ (R4532-44-5°).....</b>	<b>68</b>
5.1	Dispositions prises pour application du R4533-1 .....	68
5.2	Dispositions prises en matière de bon ordre et de salubrité .....	68
<b>6</b>	<b>MESURES SPÉCIFIQUES DE SECOURS (R4532-44-6°).....</b>	<b>69</b>
6.1	Eléments mis à la disposition des salariés.....	69
6.2	Consignes d'alerte .....	69
6.3	Dispositions propres à chaque entreprise .....	69
6.4	Services d'urgence .....	69
6.5	Fiche de secours.....	70
<b>7</b>	<b>MODALITÉS PRATIQUES DE COOPÉRATION (R4532-44-7°).....</b>	<b>71</b>
7.1	Dispositions générales applicables à tous les intervenants.....	71
7.2	Rappel des principales dispositions formelles.....	71
7.2.1	Mesures préalables aux travaux.....	71
7.2.2	Mesures pendant les travaux.....	71
7.2.3	Mesures après les travaux.....	72
7.2.4	CISSCT.....	72
<b>8</b>	<b>ANNEXES.....</b>	<b>73</b>
8.1	REDACTION PPSPS .....	73
8.2	LISTE DES QUIPEMENTS INDIVIDUELS DE PROTECTION INDIVIDUELLES .....	77
8.3	TABLEAU DES PROCEDURES D'INTERVENTIONS SPECIFIQUES.....	78
8.3.1	PROCEDURE POUR TRAVAUX PAR POINT CHAUD .....	78
8.3.2	FICHE DE PERMIS DE FEU.....	79
8.3.3	PROCEDURE POUR TRAVAUX SUR H.T., B.T.....	80
8.4	LISTE NON EXHAUSTIVE DE VERIFICATIONS A REALISER SUR LES EQUIPEMENTS ET ENGINS .....	81
8.5	LISTE NON EXHAUSTIVE DE DOCUMENTS A METTRE EN CONSULTATION SUR SITE .....	82
<b>9</b>	<b>AUTORITÉ DU COORDONNATEUR SPS.....</b>	<b>83</b>
<b>10</b>	<b>MESURES COVID 19 .....</b>	<b>84</b>

# 1 Présentation générale et objet du document

Le présent document définit :

- L'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant des interférences des différentes entreprises intervenant sur le chantier
- L'ensemble des mesures propres à prévenir les risques générés par l'environnement (bâti, terrain..., activités, publics, ...) sur les différentes entreprises intervenant sur le chantier

L'ensemble des mesures sont des dispositions **minimales** à respecter par les entreprises, mais pourront, le cas échéant, et ce dans le cadre de la réalisation de leurs PPSPS être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

Le document précise pour chaque tâche présentant des risques de co activité simultanée ou successive :

- Le risque éventuel
- Une mesure de prévention **spécifique et les sujétions** en découlant pour prévenir ce risque
- L(es)'entreprise(s) en charge de la mise en œuvre de(s) la mesure(s)
- L(es)'entreprise(s) en charge du maintien en état de(s) la mesure(s), pendant toute la durée de sa mise en œuvre, s'il ne s'agit pas de la même entreprise que celle qui la mise en œuvre
- L(es)'entreprise(s) bénéficiant de la mise en œuvre de(s) la mesure(s)

La répartition financière des charges communes liées à la sécurité, à la prévention de la santé ou aux conditions de travail des salariés des entreprises du chantier, est précisée dans :

- **Le CCTP**
- **Le BPU de chaque lot**
- **Les DTU**
- **Le CCTC**
- **Le FASCICULE 70**
- **La GTR 92**
- **AFOCERT**
- **AIPR**

Le présent PGC ne présente pas de mesures liées :

- Au risque propre généré par une entreprise pour ses propres personnels, ces mesures seront définies par l'entreprise sous sa seule responsabilité
- Au risque généré par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage

## **1.1 Préambule législatif et réglementaire**

Le présent document est rédigé en application de l'article L4532-8 du code du travail, le contenu est défini aux articles R4532-44 à R4532-46 du même code.

Cependant, le présent document répond également aux obligations du R4532-12 et à ce titre définit des mesures et sujétions liées aux obligations respectives des différents intervenants en matière de sécurité et de protection de la santé.

Chaque entreprise intervenante s'engage à faire respecter par son propre personnel et sous-traitant éventuels les dispositions du présent Plan Général de coordination.

En aucun cas, le présent Plan général de Coordination ne saurait dégager chaque Entrepreneur de ses responsabilités, notamment en matière d'hygiène et de sécurité suivant la législation du travail.

Pour des impératifs de sécurité, le Coordonnateur sécurité se réserve le droit de modifier ou de compléter le présent Plan Général de coordination. Les modifications et/ou adjonctions seront immédiatement portées à la connaissance des entreprises et applicables à la date de leur parution, soit par l'envoi d'un PGC modificatif (en cas de grosses modifications par rapport au projet initial), soit par les remarques et consignes mentionnées tout au long du chantier dans les fiches du Registre Journal de l'opération.

Chaque entreprise intervenante sera responsable auprès de son personnel de la diffusion des règles ou consignes résultant du Plan Général de Coordination. Il remettra également à chacun de ses sous-traitants, un exemplaire du Plan Général de Coordination ainsi que, si nécessaire un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenu et qui peuvent avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité du personnel du chantier.

Se reporter notamment à l'article 8.2 du présent PGC qui rappelle les principales obligations formelles, des entreprises.

## **1.2 Précisions sur l'opération.**

**Cette opération, comprend aussi des travaux à risques particuliers**, faisant apparaître notamment les types de risques suivants (liste non exhaustive) :

- Risques liés à environnement et aux servitudes du site
- Risques liés aux méthodes et techniques d'exécution
- Risques liés aux circulations horizontales et verticales
- Risques liés aux chutes hauteur et de plain-pied
- Risques liés aux conditions météorologiques
- Risques liés aux travaux en hauteur
- Risques liés aux travaux en site contraint
- Risques liés aux travaux de voiles par-passe
- Risques liés aux travaux de fondations spéciales
- Risques liés aux nuisances sonores
- Risques liés aux co-activités
- Risques liés aux manutentions mécanisées et manuelles
- Risques liés aux travaux électriques
- Risques liés aux travaux à grande profondeur
- Risques liés à l'hygiène et la santé des travailleurs
- Risques liés aux interventions ultérieures sur l'ouvrage considéré

La durée effective <b>globale</b> des travaux est estimée à :	<b>27 mois</b>
Le nombre d'entreprises devant intervenir, sous-traitants compris est estimé à :	<b>2 à 50 unités</b>
L'effectif de pointe est estimé à : Pour un effectif global : <b>&gt;10000 H.J.</b>	<b>130 PERSONNES</b>

**Les entreprises feront une analyse complète et approfondie des risques** encourus et des moyens qu'ils mettront en œuvre pour s'y opposer, le présent PGC n'en définit que les principes généraux.

Chaque mesure de prévention retenue s'attachera notamment à répondre aux critères énoncés ci-dessous :

- Répondre à un risque clairement identifié
- Supprimer ou diminuer au maximum ce risque
- Eviter de déplacer ce risque
- Apporter une solution durable dans le temps
- Faciliter l'intervention du personnel
- Privilégier les protections collectives par rapport aux protections individuelles, sans toutefois que la mise en œuvre de ces protections collectives provisoires génèrent des risques supérieurs à la phase de travail à accomplir.

Chaque entreprise intervenante devra organiser une formation pratique et appropriée à l'ensemble du personnel affecté à l'exécution des travaux du chantier, conformément aux dispositions réglementaires. Le personnel, sous contrat de travail à durée déterminée ou sous contrat de travail temporaire, devra bénéficier d'une formation renforcée et cette formation devra être renouvelée et complétée aussi souvent que nécessaire.

## 2 Informations administratives

**Adresse Précise du chantier :**

### HOSPITAL DEBRE

Projeter l'extension d'un bâtiment aussi illustre que l'Hôpital Robert Debré revêt un caractère particulier. Le faire sur un site si contraint, et pour y recevoir des enfants dont certains atteints de troubles du spectre de l'autisme, rend l'exercice encore plus singulier. Pour transformer des contraintes en opportunités, notre projet se propose de créer un nouvel écosystème qui, dans une approche holistique, aidera à rapprocher enfants, familles, médecins, chercheurs, pour agir face aux vulnérabilités de l'enfant.

### **Circulation extérieure au site**

Des dispositions seront prises au droit du chantier selon les arrêtés de voirie demandés par l'entreprise, quant à l'interdiction de stationnement et la mise en place de signalisation correspondante, afin d'approvisionner le chantier sans risque. Mettre en place la signalisation d'approche et de position conformes

Les principaux travaux sont (liste non exhaustive) :

- Installations de chantier
- Travaux préparatoires
- Désamiantage / déplombage
- Démolition
- Terrassements de pleine masse
- Gros Œuvre
- Second Œuvre
- Travaux de VRD
- Espaces verts Plantations
- Finitions
- Repli

Tableau récapitulatif des diagnostics (Amiante, Plomb, Etat parasitaire,...)

Amiante - Plomb - HAP			
Document reçu	Date	Références / Organisme	Conclusion succincte
Diagnostic amiante		SELON RAPPORT	PRESENCE D'AMIANTE
Repérage plomb			
Diagnostic HAP			




Au regard de la réglementation relative à la Sécurité et à la Protection de la Santé et de l'importance des travaux à réaliser, **cette opération est classée en catégorie 1 (art R.4532-1 du Code du Travail)**. Elle est

soumise à obligation de déclaration préalable établie par le maître d'ouvrage ainsi qu'à la constitution d'un Collège Inter-entreprises de Sécurité Santé et Conditions de Travail (CISSCT)

Opération de Catégorie 1	La déclaration préalable doit être transmise par le Maître d'Ouvrage à l'Inspection du Travail la C.R.A.M et l' O.P.P.B.T.P; une copie de cette déclaration sera affichée sur le chantier au niveau de la salle de réunion (format A4 plastifiée) en phase de préparation de chantier. La mise à jour de cette déclaration est assurée par le coordonnateur dans le cadre de son registre journal (liste des intervenants notamment).
Opération de Catégorie 2	
Opération de Catégorie 3	Non Requis pour ce projet classé en 3° Catégorie au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail



## 2.1 Intervenants et services extérieurs

<p><b>Maitre d'Ouvrage</b></p>  <p><b>48, brd Sérurier - 75019 PARIS</b></p>	<p><b>Monsieur CHASSAING</b></p>	
<p><b>Architecte</b></p>  <p><b>23 rue de Cronstadt - 75015 PARIS</b></p>	<p><b>aia.architectes.paris@a-i-a.fr</b></p>	<p><b>Tél : 01 53 68 93 00</b></p>
<p><b>Coordonnateur SPS</b></p>  <p><b>COBAT-COPREV</b> Parc Tertiaire du Rotois - Bat B - Route de Oignies - 62710 COURRIERES</p>	<p><b>CSPS de conception</b></p>	<p>☎ 03 61 19 12 89</p> <p>☎ 09 74 44 16 14</p>
	<p><i>Georges HENRIQUES</i> Coordonnateur SPS N1 C+R</p> <p><b>07 80 24 28 02</b> <i>Mail : <a href="mailto:g.henriques@cobat-coprev.fr">g.henriques@cobat-coprev.fr</a></i></p> <p><b>CSPS de réalisation</b></p> <p><i>Georges HENRIQUES</i> Coordonnateur SPS N1 C+R</p> <p><b>07 80 24 28 02</b> <i>Mail : <a href="mailto:g.henriques@cobat-coprev.fr">g.henriques@cobat-coprev.fr</a></i></p>	

<p><b>INSPECTION DU TRAVAIL</b></p>  <p><b>DIRECCTE</b> Inspection du travail</p>	<p><b>DIRECCTE PARIS</b></p> <p>@ <a href="mailto:idf-ud75.direction@direccte.gouv.fr">idf-ud75.direction@direccte.gouv.fr</a></p>	<p>☎ 01 78 05 41 00</p>
<p><b>CRAMIF</b></p> 	<p><b>CAISSE RÉGIONAL D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE</b></p> <p>17-19 Avenue de Flandre 75019 Paris</p>	<p>☎ 01 40 05 32 64</p>
<p><b>OPPBTP</b></p> 	<p><b>Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics</b></p> <p>25 Avenue du Général Leclerc 92100 Boulogne-Billancourt</p>	<p>☎ 01 46 09 27 00</p>
<p><b>Services Hospitaliers</b></p> 	<p><b>HOSPITAL ROBERT DEBRE</b></p>	<p>☎</p>



URGENCE  
**114**

**114**, numéro d'urgence national accessible par **SMS**

- 1 Pour des **situations d'urgence** (attentat, violences, incendie ....)
- 2 Adapté aux personnes **sourdes, malentendantes, dyphasiques et aphasiques**
- 3 Le 114 envoie un **accusé de réception** dès l'envoi de votre message

**Entreprises :****LISTE EXHAUSTIVE**

Lot	Intervenant	Société	TEL	FAX
-----	-------------	---------	-----	-----

01	<b>VRD – PLANTATIONS :</b>			
02	<b>GROS OEUVRE :</b>			
	<b>ETANCHEITE</b>			
	<b>COUVERTURE</b>			
	<b>FAÇADES</b>			
	<b>MENUISERIE EXT</b>			
	<b>CLOISONS DOUBLAGES FAUX PLAFONDS PLATRES</b>			
	<b>MENUISERIE INT</b>			
	<b>PLAFONDS SUSPENDUS</b>			
	<b>CHAPE FLOTTANTE</b>			
	<b>REVETEMENTS DE SOLS</b>			
	<b>METALLERIE</b>			
	<b>PEINTURE</b>			
	<b>PLOMBERIE</b>			
	<b>CVC</b>			
	<b>ELECTRICITE CFA CFO</b>			
	<b>ASCENSEURS</b>			

L'entreprise principale est l'entreprise de GROS OEUVRE – Lot N°2 Ci-après désignée : Entreprise principale

### **3 Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre (R4532-44-2°)**

#### **3.1 Calendrier - Phasage**

Calendrier des travaux

Durée des travaux : **27 mois**, pour un début des travaux prévu pour le mois **4<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2025**

Les installations de chantier principales seront mises en place dès la phase « préparation de chantier » **par l'entreprise principale**

Le panneau de chantier sera mis en place au plus tôt.

#### **Contraintes voies publiques :**

Un plan de circulation, sera mis en place, par la maîtrise d'œuvre, avec le concours du CSPS, afin d'y analyser les co-activités, dues à la voie de circulation et des cheminements piétons existants.

Pendant la période de préparation, l'entreprise principale, indiquera, les mesures prises pour assurer le maintien des circulations piétonnes, routières et de la signalisation.

Le titulaire prendra toutes les mesures, demandera tout document, vérifiera toute zone à risques, fera toutes les visites et analyses complémentaires lui permettant d'avoir une connaissance parfaite du site actuel, afin de prendre en compte toutes ses contraintes.

#### **Cette opération compte aussi plusieurs contraintes pouvant avoir des incidences importantes sur la sécurité :**

- Délais d'intervention spécifique.
- Co-activités nécessitant une planification stricte.

Le planning est une pièce essentielle au niveau de la sécurité. Il permet d'analyser les co-activités, et les risques qui en découlent, les impératifs qui ont dicté les choix retenus et les éventuelles modifications qui peuvent réduire les co-activités.

Suivant les prescriptions définies dans le CCTP, le titulaire devra dresser pendant la période de préparation, un programme d'exécution détaillé pour chacune des phases, en y indiquant les prestations qu'il aura l'intention de sous-traitées.

#### **Le programme d'exécution mettra en évidence :**

- Les Installations de chantier, et leurs déplacements éventuels si nécessaire
- Les répartitions de tâches entre les divers intervenants possibles
- La rotation des équipes et du matériel, par nature de travaux
- L'enchaînement des tâches.
- Les mises en place des barrières et des protections suivant la définition des circulations horizontale choisies
- Les hypothèses prises en compte (pour chaque nature de travaux) : cadences d'avancement et rendements.
- La mise en place d'échafaudage et de grue, équipements qui pourront être mis en commun

En cas de décalage du planning, une réunion de coordination avec tous les intervenants concernés sera programmée afin d'étudier les interférences induites, et mettre en œuvre les mesures nécessaires pour éviter les risques.

Toute nouvelle activité non prévue, ou tout phasage devant subir des modifications (décalages dus à des problèmes techniques ou autres.) devra faire l'objet d'une même procédure de gestion.

Dans tous les cas, l'entreprise titulaire ou le mandataire du groupement, devra en informer le coordonnateur en lui remettant le nouveau planning modifié, au plus tard, huit jours avant la nouvelle organisation de chantier.

## HORAIRES DE TRAVAIL

Outre les contraintes réglementaires imposées par le code du travail et les différents accords d'entreprises, les contraintes d'horaires résultent du respect des dispositions suivantes :

Thème	Contraintes
■ Imposition du maître d'ouvrage :	Horaires de travail 7h 18h dans PGC 7h 19h dans la NOC,
■ Contraintes liées au milieu :	Maintien des activités du site – Présence public
■ Chantiers en cours ou à venir contigus à l'Opération :	Non défini à ce jour
■ Des arrêtés municipaux :	Interdiction des feux sur chantier Restrictions de circulation
■ Des contraintes d'occupation temporaire de la voirie :	Pas de contrainte forte identifiée. A noter toutefois, la proximité de bâtiments privés et publics qui peut impliquer ponctuellement des contraintes particulières. Demande des autorisations de voirie. Mise en place des signalisations et de guidage réglementaire. Maintien en état de propreté des voiries.

Les horaires de chantier doivent être affichés sur le chantier.

Les horaires de travail seront en principe compris dans les plages de 7h00 à 18h00. Certains travaux pourront être réalisés dans des plages horaires différentes, et notamment de nuit, suivant les besoins et en accord avec les Responsables de l'Établissement.

En dehors de cet horaire, les personnes à l'intérieur du bâtiment doivent justifier de leur présence à toute demande du personnel assurant le gardiennage.

Travaux le dimanche :

Les entreprises qui souhaitent travailler le dimanche doivent demander l'autorisation au Préfet au minimum 5 semaines à l'avance : articles L 221-6 et R 221-1 du CT.

### 3.2 Matériaux

Matériaux dangereux utilisés

Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
<b>Produits toxiques</b>				
<b><u>Manutentions de Substances ou/et Préparations</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Intoxication</li> <li>Allergie</li> <li>Brûlure</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tout poste de travail, nécessitant l'emploi de substances ou préparations pouvant présenter des risques pour la santé, nécessitera le respect des dispositions réglementaires suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>↳ Etiquetage réglementaire des récipients</li> <li>↳ Fourniture des « fiches produits » pour chaque substance</li> <li>↳ Information du personnel sur les risques encourus et mesures de prévention à observer</li> </ul> </li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
<b><u>Stockage des produits</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Intoxication</li> <li>Asphyxie,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Eviter tout stockage de produits toxiques et/ou inflammables à l'intérieur des locaux, mais dans des locaux extérieurs appropriés (ventilés, fermés, parois incombustibles, signalisation, ouvrant à l'extérieur) <ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation d'EPI (masque, ...)</li> </ul> </li> <li>Délimitation et protection de la zone d'intervention</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
<b><u>Manutention des bouteilles de gaz</u></b> <b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>D'incendie</li> <li>D'explosion</li> </ul>	<b>Celles-ci devront être :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Déplacés à l'aide d'un chariot adapté <ul style="list-style-type: none"> <li>• Manutentionnées avec précautions</li> </ul> </li> <li>Stockées debout dans un casier prévu à cet effet <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteur adéquat à proximité</li> </ul> </li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
<b>AMIANTE</b> <b>Pendant la préparation des travaux</b> <b>Risques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Maladie professionnelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les travaux respecteront la réglementation en vigueur. En fonction des diagnostics amiante établis, un plan de retrait préalable de l'amiante et des matériaux en contenant, sera réalisé</li> <li>Celui-ci sera transmis un mois avant le démarrage des travaux aux organismes de prévention (insp. Du travail)</li> <li>Il devra préciser sans ambiguïté, les précautions prises pour la réalisation des travaux et les modes opératoires</li> <li>Ce plan ne dispensera en aucune façon l'entreprise, en ce qui concerne l'établissement de son PPSPS, dans les délais requis</li> <li>BSDA à fournir au MOA ((CERFA : n° 11861°02 pour suivi déchets amiante)</li> <li>Contrôle META</li> </ul>	Entreprise spécialisée « QUALIBAT 1552 »	Tous les intervenants	Articles « R1334-25 & 26 » du code de la santé publique  DECRET du 04/05/15  R 371  ED 6005 ED 4270 à ED 4280

## Modes opératoires généraux

Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprises bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
<b>Préliminaire à tout mode opératoire</b>				
<b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Chute de hauteur</li> <li>Chute d'objet</li> <li>Enfouissement</li> <li>Ecrasement</li> <li>Coactivités</li> </ul>	Les méthodes générales de construction incluant la protection définitive intégrée seront privilégiées.	Toutes les entreprises MOE MOA	Toutes les entreprises	INRS ED 790
	<p>L'utilisation des protections individuelles est interdite, pour l'ensemble des intervenants, lorsque celles-ci peuvent être remplacées par des protections collectives.</p> <p>Une protection collective devra être systématiquement recherchée, pour chaque mode opératoire, et formalisée dans les PPSPS.</p> <p>En cas d'impossibilité technique dûment justifiée, l'utilisation d'une protection individuelle sera possible. L'entreprise devra donc préalablement décrire et motiver sa demande lors de la rédaction de la procédure d'intervention correspondante, dans son PPSPS.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>↳ Les protections collectives seront à poser en amont des tâches à réaliser</li> <li>↳ En aucun cas les protections collectives ne seront enlevées, quel que soit la tâche à réaliser</li> <li>↳ Les moyens d'accès au poste de travail (escalier, échelle, ...) ne devront pas interrompre les protections collectives en place</li> <li>↳ Les entreprises sont responsables de la sécurité de leurs salariés</li> </ul>	Toutes les Entreprises		INRS ED 790  L.4121-2 du C.T.  INRS NF EN 13374  CRAMIF NT25

<b>Dispositions préventives à intégrer</b>				
<b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Déversement</li> <li>Chute d'objet</li> <li>Chute de hauteur</li> <li>Écrasement</li> <li>Heurt</li> <li>Collision</li> </ul>	Protections collectives de type garde-corps mises en place et maintenues sur ouvertures sur le vide, sur cage d'ascenseur, sur baies, après la fin de ses interventions. Mise en place des escaliers définitifs à l'avancement des travaux. Trémies protégées par treillis soudé laissé filant et par platelage bois (ou garde-corps provisoire) Contreventement des éléments à l'avancement des travaux de maçonnerie et de charpente Voiles non auto stables, pignons, etc. Fermettes avec contreventements provisoires etc. Étalement des dalles en phase séchage	Toutes les Entreprises	Toutes les entreprises	INRS ED 790
<b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Déversement</li> <li>Chute d'objet</li> <li>Chute de hauteur</li> <li>Écrasement</li> <li>Heurt</li> <li>Collision</li> </ul>	Empierrement nivelé et compacté le long des façades, de façon à permettre le montage et l'installation de tout échafaudage nécessaire à la réalisation des travaux de revêtement et d'habillage des façades Une largeur de plate-forme de 3,00m minimum ainsi traitée, sera exécutée en périphérie des façades. Les travaux de canalisations extérieures et branchements divers seront exécutés préalablement.	Toutes les Entreprises	Toutes les entreprises	INRS ED 790
<b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Chute d'objet</li> <li>Chute de hauteur</li> </ul>	Raccordement des eaux pluviales dès l'achèvement des travaux de couverture et d'étanchéité Mise en place des éléments de sécurité définitifs en toiture au plus tôt (crochets d'ancrage)	Toutes les Entreprises	Toutes les entreprises	INRS ED 790
<b>Risques</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>D'insalubrité</li> </ul>	Réalisation des réseaux EU EP au plus tôt afin de raccorder les exutoires d'eaux pluviales	Toutes les Entreprises	Toutes les entreprises	INRS ED 790



## Modes opératoires et constructifs particuliers

**(liste non exhaustive)**

Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprises bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
<b>Travaux préparatoires</b>				
<b>Travaux préparatoires, Libération des emprises</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Ecrasement</li> <li>Blessure corporelle</li> <li>Chute de hauteur</li> <li>Réseaux aériens</li> <li>Risque de glissement de terrain</li> </ul>	L'entreprise établira dans son P.P.S.P.S. les consignes de sécurité mises en œuvre, lors de l'abattage et dessouchage d'arbres, ainsi que lors de la plantation d'arbres, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>Protection contre les projections, et les risques de coupures</li> <li>Protections contre les chutes de hauteur (harnais, élévateur de personnes à nacelle, etc.)</li> <li>Consignes d'utilisation des scies ou tronçonneuses</li> <li>Balisage des zones d'intervention</li> <li>Tenir en parfait état la voie ouverte</li> <li>Respecter le port des EPI spécifiques</li> <li>Eventuellement prévoir de mettre en place des feux tricolores</li> <li>Port de gilet haute visibilité classe 3</li> <li>Maintien de la circulation</li> <li>Consignation des réseaux</li> <li>Mise en place de passages piétons provisoires (si nécessaire)</li> </ul>	L'entreprise principale	Toutes les Entreprises Intervenant	Articles du C.T. R4534-10 à 14
<b>Terrassements et VRD</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Enfouissement</li> <li>Ecrasement</li> <li>Heurt</li> <li>Blessure corporelle</li> <li>Collision</li> <li>Renversement</li> <li>Réseaux aériens</li> <li>Chute de hauteur</li> <li>Météo</li> <li>Inondation du chantier</li> <li>Projections</li> <li>Coupures</li> </ul>	L'entreprise établira dans son P.P.S.P.S. les consignes de sécurité mises en œuvre, notamment : <p><b>Fouilles en tranchées et Pieux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Des dispositions particulières devront être prises contre les risques d'enfouissement pour fouilles supérieures à 1,30m si pentes proches de la verticale (Blindage – Etrésillonnement -Etalement)</li> <li>Elle prévoira l'accès pratique des personnels en fond de fouille (escaliers tours, échelle...)</li> <li>Elle mettra en place des protections et balisage en tête des talus ou en cas de dénivelée par garde-corps rigides, et des passerelles sécurisées au droit des circulations</li> </ul> <p><b>Déblais</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'entreprise organisera les circulations et évacuation des déblais, en maintenant les chaussées publiques et privées en bon état (débourbeur selon la nécessité)</li> <li>Un arrosage éventuel des déblais sera prévu</li> <li>La pente des talus ne devra pas dépasser un maximum de 1/1 (voir rapport de sols)</li> <li>Les talus seront protégés</li> <li>Obligation « d'un homme trafic » pour l'accès à la voie ouverte</li> </ul> <p><b>Compactage</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Il est formellement interdit de faire transférer par ses propres moyens tout compacteur à pneus.</li> <li>L'utilisation de la 3ème vitesse lors du déplacement des compacteurs à pneus est interdite.</li> <li>Les compacteurs à conduite manuelle seront équipés du dispositif « homme mort » ou des zones neutralisées seront définies en arrière des compacteurs</li> </ul> <p><b>Sciage, Fraisage</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Protection contre les projections, et les risques de coupures</li> <li>Protections contre les chutes de hauteur (harnais, élévateur de personnes à nacelle, garde-corps, etc.)</li> <li>Consignes d'utilisation des scies ou tronçonneuses</li> <li>Balisage des zones d'intervention</li> <li>Tenir en parfait état la voie ouverte</li> <li>Tout désordre sur les ouvrages en construction ou construits</li> <li>Respecter le port des EPI spécifiques</li> <li>Eventuellement mettre en place des feux tricolores</li> </ul>	L'entreprise principale	Toutes les entreprises	Articles du C.T. R4534-10 à R4534-14  R4534-60 à R4534-73 R 4534-108  INRS ED 762 ED 790  Articles du C.T. R4534-10 à R4534-14  R4534-60 à R4534-73 R 4534-108

**Travaux de curage, de démolition**

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ecrasement</li> <li>• Blessure</li> <li>• Chute de hauteur</li> <li>• Renversement</li> <li>• Réseaux aériens</li> <li>• Electrification</li> <li>• Empoussièrement</li> <li>• Conditions météo</li> <li>• Nuisances sonores</li> <li>• Manutention d'éléments lourds</li> </ul>	<p>L'entreprise établira dans son P.P.S.P.S. les consignes de sécurité mises en œuvre, lors du recépage des pieux</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Protection contre les risques de pincements et coupures</li> <li>• Protections contre les chutes de hauteur</li> <li>• Obligation de porter un casque de sécurité</li> <li>• Formation du personnel</li> <li>• Obligation de protéger à l'avancement les dénivelées de terrain (mise en place de garde-corps)</li> <li>• Protéger les vides</li> <li>• Ventiler les locaux, si nécessaire</li> <li>• Prendre en compte les riverains (poussière, bruit, horaires, ...)</li> <li>• Balisage des zones d'intervention</li> <li>• Si usage de véhicules de chantier voir « ENGIN DE LEVAGE »</li> <li>• Prévention des TMS</li> <li>• Obligation du port du casque de chantier</li> </ul>	Titulaire du lot	Toutes les Entreprises Intervenantes	<p>Articles du C.T. R4534-7 à R4534-14 Article R4534-21</p> <p>Articles R4534-60 à R4534-73</p> <p>Article R4534-103 à R4534-104</p>
---	---	------------------	--------------------------------------	--

**Circulation des engins à l'intérieur des emprises**

<p><b>Risques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Heurt</li> <li>• Collision</li> <li>• Ecrasement</li> </ul>	<p><b>Véhicules et engins :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vitesse limitée à 15 km/H</li> <li>• Avertisseur sonore de recul obligatoire pour tous les camions et engins évoluant sur le chantier</li> <li>• Manœuvres particulières et difficiles accompagnées de guides</li> <li>• Les approvisionnements se feront accompagnés de guide.</li> <li>• Aucun stationnement de véhicules ou engins de chantier ne sera toléré en dehors des enceintes et des zones réservées à cet effet.</li> <li>• Les livraisons importantes devront être planifiées 15 jours à l'avance en réunion de chantier</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
	<p><b>Mesures minimums à respecter</b></p> <p>ACCES INTERDIT à toute personne étrangère au chantier (et non accompagnée par une personne habilitée).</p> <p>RESPECTER la signalisation et le balisage en place.</p> <p>EMPRUNTER les accès et cheminements réservés aux piétons.</p> <p>INTERDICTION de circuler à pied sur les pistes ouvertes à la circulation des engins de production ou dans la zone d'évolution de ces engins, sauf pour assurer une tâche de SIGNALEMENT.</p> <p>OBLIGATION de porter un vêtement de signalisation, à haute visibilité, de classe 3</p> <p>INTERDICTION de monter à bord d'un engin, sauf si celui-ci est muni d'un siège prévu à cet effet.</p> <p><b>Le transport groupé du personnel se fera dans un véhicule aménagé conformément à la réglementation</b></p>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	

**Utilisation de machines ou outillages spécifiques**

<p><b>Manutentions mécanisées</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Heurt</li> <li>• Ecrasement</li> <li>• Collision</li> <li>• Chute d'objet</li> <li>• Mécanique</li> <li>• Rupture d'élément</li> <li>• Blessures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Respecter les consignes de sécurité applicables aux engins</li> <li>• P.V. de conformité périodique &lt; 6 mois</li> <li>• Habilitation de conduite</li> <li>• Port des EPI appropriés</li> <li>• Convention de prêt éventuelle</li> <li>• Contrôle des agrès et appareils P.V de contrôle &lt; 6 mois</li> <li>• Consignes d'utilisation des scies ou tronçonneuses</li> </ul>	Toutes les Entreprises Intervenantes	Toutes les Entreprises Intervenantes	Articles R4535-5
<p><b>Manutentions manuelles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Blessure corporelle</li> <li>• Maladie professionnelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prévention des TMS (Troubles MusculoSquelettiques) par l'emploi d'outils portatifs adaptés à l'homme.</li> <li>• Se référer à la notice de prévention traitant de ces risques, éditée par la CRAMIF sous la référence DTE 137 - Les outils portatifs-</li> </ul>	Toutes les Entreprises Intervenantes	Toutes les Entreprises Intervenantes	Article R4541-1 à -11

Intervention sur réseaux				
<b>Réseaux humides</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Enfouissement</li> <li>Blessure corporelle</li> <li>Risque particulier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Protection périphérique par des garde corps</li> <li>Blindage, étayage &amp; étrésolement, des parois des tranchées dès 1,3 m de profondeur</li> <li>Passerelles équipées de garde-corps dans les zones de circulation piétonnes</li> <li>Mise en place de protections garde-corps sur les vides</li> <li>Accès au fond de fouille sécurisé</li> <li>Obligation de porter un casque de sécurité</li> </ul>	Toutes les Entreprises Intervenant	Toutes les Entreprises Intervenant	Articles R4534-22 à -37 <b>AIPR</b>
<b>Réseaux aériens</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Electrification</li> <li>Brûlure</li> <li>Blessure corporelle</li> <li>Risque particulier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Distances de sécurité à respecter</li> <li>Information des personnels appelés à intervenir</li> <li>Mise hors tension du réseau ou partie</li> </ul>	Toutes les Entreprises Intervenant	Toutes les Entreprises intervenant	Articles R4534-107 à -125

Parois clouées, Injection, Béton Projeté, Sondages, ...				
<b>Travaux de forage et d'injection</b> <p>Risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Glissement de terrain</li> <li>Ecrasement</li> <li>Collision</li> <li>Retournement d'engin</li> <li>Enfouissement</li> </ul>	Etablir préalablement aux travaux, les modes opératoires précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>La conduite de la machine de forage (Stabilité de la machine)</li> <li>Lors de l'amenée de l'axe de la foreuse sur l'axe du trou</li> <li>Lors des manutentions des tubes et clous</li> <li>Lors de la mise en place des coulis (port des EPI spécifique)</li> </ul>	Titulaire	Tous les intervenants	
<b>Travaux de béton projeté</b> <p>Risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Heurt</li> <li>Blessure corporelle</li> <li>Coupure</li> <li>Chute de hauteur</li> <li>Projection</li> </ul>	<b>Intervention préalable</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Isolement de la zone par barrières, et/ou écran</li> <li>Contrôle des flexibles, avant le démarrage du poste</li> <li>S'assurer du bon fonctionnement de la ventilation</li> <li>Pose des treillis soudés entre les 2 couches de béton projeté, à l'aide d'une nacelle élévatrice</li> </ul> <p>Si utilisation de compresseur, à préciser dans le PPSPS, les dispositifs permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>D'empêcher la rupture intempestive des canalisations d'air sous pression ;</li> <li>De neutraliser la poussière lors de l'utilisation des perforateurs.</li> <li>Il est rappelé l'obligation d'utilisation de compresseurs insonorisés afin d'en limiter les bruits ou leur propagation voir normes code du travail concernant les seuils à ne pas dépasser : <b>80 dba à proximité des ateliers ou postes de travail.</b> »</li> </ul>	Titulaire	Tous les intervenants	
	Tenues de travail spécifique, pour l'opérateur et toute personne devant intervenir sur la zone de projection : <ul style="list-style-type: none"> <li>Combinaison intégrale</li> <li>Gants à manches longues</li> <li>Protections respiratoires, à ventilation assistée</li> <li>Lunettes ou visière de protection</li> <li>Casque et protection auditive, etc.</li> </ul>	Titulaire	Tous les intervenants	
	Procédure de nettoyage et d'évacuation des résidus de béton projeté à prévoir	Titulaire	Tous les intervenants	

Réalisation des tirants et pieux forés				
<p>Risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Noyade</li> <li>Heurt écrasement</li> <li>Brûlure</li> <li>Projection</li> </ul>	L'entreprise établira dans son PPSPS. les consignes de sécurité particulières de mises en œuvre, lors notamment de : <p>La conduite de la machine de forage (Stabilité de la machine)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Lors de l'amenée de l'axe de la foreuse sur l'axe du trou</li> <li>Lors des manutention des tubes et tirants</li> <li>Lors de la mise en place des coulis (port des EPI spécifique)</li> </ul>	Entreprise concernée	Toutes les entreprises	PEMP CNAMTSR3 86

Pieux et butonnage				
<b>Pieux</b>  <u>Risques :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Eboulement</li> <li>• Enfouissement</li> <li>• Heurt</li> <li>• Rupture de flexible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forage : Toutes les opérations doivent être dirigées du sol par un ouvrier habilité</li> <li>• Protection des orifices des pieux, et mise en place de protections collectives (appropriées (platelage, etc.)</li> <li>• Plateforme de travail sécurisée, selon type de sol rencontré</li> <li>• Protection par garde-corps autour des puits</li> <li>• Pour un pré-recépage éventuel des pieux, privilégier la méthode avec agent expansif, provoquant une fracture horizontale précise du béton, et permettant le levage de la partie supérieure du béton fracturé (boucle de levage mise en place au coulage). Ce principe permettant d'éviter les conditions pénibles du recépage manuel (vibrations, éclats chute de hauteur,)</li> </ul>	Titulaire	Tous les intervenants	CNAMT R353
<b>Butons</b>  <u>Risques :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Blessures</li> <li>• Rupture d'élément</li> <li>• Heurt</li> <li>• Chute de matériau, de matériel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réalisé avec matériel de levage approprié</li> <li>• Système de fixation pour élingage inclus dans la pièce lors de sa préfabrication</li> <li>• Chef de manœuvre</li> <li>• Mode opératoire à détailler dans son PPSPS</li> </ul>	Titulaire	Tous les intervenants	

Recépage des pieux				
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ecrasement</li> <li>• Blessure corporelle</li> <li>• Chute de hauteur</li> <li>• Renversement</li> <li>• Réseaux aériens</li> <li>• Conditions météo</li> </ul>	L'entreprise établira dans son P.P.S.P.S. les consignes de sécurité mises en œuvre, lors du recépage des pieux <ul style="list-style-type: none"> <li>• Protection contre les risques de pincements et coupures</li> <li>• Protections contre les chutes de hauteur</li> <li>• Obligation de porter un casque de sécurité</li> <li>• Obligation de protéger les aciers (crossage,)</li> <li>• Formation du personnel</li> <li>• Obligation de protéger à l'avancement les fouilles (mise en place de garde-corps) <ul style="list-style-type: none"> <li>• Balisage des zones d'intervention</li> <li>• Prévention des TMS</li> </ul> </li> <li>• Utilisation du procédé « RECEPIEUX » ou similaire</li> </ul>	Titulaires du lot	Toutes les Entreprises Intervenantes	Article C.T. R4532-44-3°-c R4535-8 R4535-9 R 4534-7 R 4534-108 à 110 OPPBTP D2 F 03 10 CRAMIF R353 Fiche D2 F 03 10 OPPBTP

Utilisation de compresseur				
Projection de béton à la lance Forage Injection Marteau piqueur Soufflage  <u>Risques :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Blessure corporelle</li> <li>• Heurt</li> <li>• Collision</li> <li>• Projection</li> <li>• Rupture de flexible</li> </ul>	L'entreprise établira dans son P.P.S.P.S. les consignes de sécurité mises en œuvre, lors de l'utilisation de compresseur <ul style="list-style-type: none"> <li>• Protection contre les risques de pincements et coupures</li> <li>• Protections contre les chutes de hauteur</li> <li>• Obligation de porter les EPI</li> <li>• Formation du personnel</li> <li>• Prévention des TMS</li> </ul> Si utilisation de compresseur, à préciser dans le PPSPS, les dispositifs permettant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• D'empêcher la rupture intempestive des canalisations d'air sous pression</li> <li>• De neutraliser la poussière lors de l'utilisation des perforateurs.</li> <li>• Il est rappelé l'obligation d'utilisation de compresseurs insonorisés afin d'en limiter les bruits ou leur propagation voir normes code du travail concernant les seuils à ne pas dépasser; 80 DBa à proximité des postes de travail. »</li> <li>• Flexibles d'air comprimé, qui seront équipés de d'estropes au droit des raccords et fixations</li> </ul>	Toutes les Entreprises Utilisatrices	Toutes les Entreprises Utilisatrices	Article du C.T. R4532-44-3°-c R4535-8 R4535-9 R 4534-7 R 4534-108 à 110 OPPBTP D2 F 03 10 CRAMIF R353 Fiche D2 F 03 10 OPPBTP

Enfouissement de réseaux				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Ecrasement</li> <li>Blessure corporelle</li> <li>Chute de hauteur</li> <li>Rupture d'éléments de manutention</li> <li>Renversement</li> <li>Conditions météo</li> <li>Enfouissement</li> <li>Rupture d'élément</li> <li>Chute de matériaux</li> <li>Chute de hauteur</li> </ul>	<p>L'entreprise établira dans son P.P.S.P.S. les consignes de sécurité mises en œuvre, lors de l'enfouissement de réseaux, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Protection périphérique par barrière type « chantier propre »</li> <li>Blindage, étayage &amp; étrésolement, des parois des tranchées dès 1,3 ml de profondeur</li> <li>Mise en place de passages sécurisés pour piétons</li> <li>Création éventuelle de passages piétons temporaires</li> <li>Mise en place de protections garde-corps sur les vides</li> <li>Obligation de porter un casque de sécurité</li> <li>Port de gilet haute visibilité classe3</li> <li>Respect de l'emprise dédiée</li> <li>Maintien de la circulation</li> <li>Eventuellement Mise en place de circulation alternée</li> </ul>	<p>Entreprise spécialisée</p> <p>Titulaires des lots</p>	<p>Toutes les Entreprises Intervenant</p>	<p>Fascicule 70 Articles R 4534-3 R 4534-24 à - 37</p> <p><b>AIPR</b></p>

Travaux en hauteur				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Chutes de hauteur</li> <li>Chutes d'objet</li> </ul>	<p><b>Pour tous travaux :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Utilisation de plateformes conformes à la réglementation (échafaudage de pied, P.I.R, échafaudage roulant, PEMP, ...)</li> <li>Mise en place de protections collectives définitives (à privilégier) type garde-corps, passerelles, ....</li> <li>Les ouvertures donnant sur le vide seront condamnées</li> <li>Les zones à l'aplomb de ces travaux seront interdites d'accès</li> <li>Les E.P.I. adaptés seront mis à disposition du personnel</li> <li>Le travail à partir d'une échelle est interdit</li> <li>Le travail à partir d'un escabeau est interdit</li> <li>Les accès aux postes de travail en hauteur seront sécurisés</li> </ul>	<p>Toutes les entreprises</p>	<p>Toutes les entreprises</p>	<p>Articles R4534-3 à R4534-6</p> <p>R4534-74 à R4534-84</p> <p>CNAMTS R386</p> <p>VOIR ANNEXES</p>

Engins de levage				
<p><b>Risques liés à l'utilisation et l'installation provisoire d'engins de levage mobiles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Déversement</li> <li>Chute d'objet</li> <li>Ecrasement</li> <li>Rupture des agrès et appareils</li> <li>Heurt</li> <li>Collision</li> <li>Glissement de terrain</li> <li>Climat</li> <li>Réseaux aériens</li> </ul>	<p><b>Grue mobile, Grue à tour, GMR</b></p> <p>Mise en place par l'entreprise principale, la grue et le grutier seront mis à disposition de toutes les entreprises susceptibles d'effectuer des approvisionnements (plaquiste, électricien, chauffagiste, menuiserie, etc.) <b>pendant Voir NOC 5.2.6.2</b> après l'achèvement de la phase gros œuvre.</p> <p>Chaque entreprise devra faire connaître ses besoins en approvisionnement afin de planification.</p> <p>L'entreprise principale facturera à chaque entreprise le cout de ses approvisionnements respectifs.</p> <p>De même, une recette à matériaux pourra être installée pour cette même période afin de faciliter les approvisionnements sans risque.</p> <p>Une convention interentreprises d'utilisation sera établie et signée par l'entreprise principale et les utilisateurs.</p> <p>Cette entreprise sera responsable jusqu'au crochet de grue. Les entreprises utilisatrices fourniront les appareils de levage, chaînes, sangles et élingues. Elles assureront la direction de la manœuvre par une personne dûment habilitée et agréée par l'entreprise.</p> <p>Dossier de conformité et vérification réglementaire périodique tenu à disposition sur chantier</p> <p><b>Camion grue</b></p>	<p>Toutes les entreprises</p>	<p>Toutes les entreprises</p>	<p>Guide des manutentions CRAMIF 06/2005</p> <p>CNAMTS R 306 R 445 R 377 R 372M R 383 R 386 R 390 R 136 R 477 R 158 R 293 R 406 <b>R 495</b></p> <p>Articles R4534-10 à R4534-14 R 4323-15 R 4323-17 R4324-24 à R4324-28) R. 4323-29 à R. 4323-36</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plateforme de mise en station compatible avec le poids du véhicule et les charges à soulever</li> <li>• PV contrôle périodique &lt; 6 mois + habilitation de conduite d'engin</li> <li>• Balisage de la zone d'évolution de l'engin</li> </ul> <p><b>Nacelle élévatrice</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chemin de roulement compatible avec les travaux à réaliser</li> <li>• PV de contrôle périodique &lt; 6 mois + habilitation de conduite d'engin</li> <li>• Balisage de la zone d'évolution de l'engin</li> </ul> <p><b>Chariot élévateur ou pelle hydraulique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chemin de roulement compatible avec les travaux à réaliser</li> <li>• PV de contrôle périodique &lt; 6 mois + habilitation de conduite d'engin</li> </ul> <p>Balisage de la zone d'évolution de l'engin</p> <p><b>Pose bordures</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PV de contrôle périodique &lt; 6 mois + habilitation de conduite d'engin</li> <li>• Balisage de la zone d'évolution de l'engin</li> </ul> <p><b>Agrès et Appareils</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PV de contrôle &lt; 6 mois</li> </ul> <p>Arrêt du poste de travail, si risques dus au mauvais temps conformément aux stipulations du code du travail</p> <p><b>Intervention des loueurs et prestataires de services (grues mobiles, camions grue, ...)</b> Ces intervenants doivent être rattachés à l'organisation de l'entreprise, pour cela une lettre de rattachement au PPSPS sera établie. L'entreprise utilisatrice assure au Maître d'œuvre qu'elle respecte les conditions d'utilisations réglementaires de son prestataire.</p>			<p>R. 4323-39 R. 4323-40</p> <p>R. 4323-44 à R. 4323-49</p> <p>R4323-55</p> <p>R 4534-108 à 110</p> <p>R4543-1</p> <p>Arrêté du 3 mars 2004</p> <p>INRS ED 813</p> <p>INRS ED 6009 ED 6067 ED 813 ED 819 ED 919</p>
--	--	--	--	---

Mise en œuvre de matériaux De remblais				
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ecrasement</li> <li>• Heurt</li> <li>• Blessure corporelle</li> <li>• Collision</li> <li>• Renversement</li> <li>• Réseaux aériens</li> <li>• Météo</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'entreprise organisera les circulations des livraisons de matériaux, en maintenant les chaussées publiques en bon état</li> <li>• Respecter la signalisation en place pour accéder au chantier</li> <li>• Présence d'un homme de manœuvre lors de la sortie sur la voie ouverte à la circulation</li> <li>• Un arrosage des matériaux d'apport sera prévu afin d'éviter la propagation des poussières</li> <li>• Les camions et engins de régalage seront équipés d'un dispositif de recul et d'un gyrophare en marche</li> <li>• Personnel équipé des protections individuelles réglementaires</li> <li>• Obligation de porter un vêtement haute visibilité de classe III</li> </ul>	L'entreprise principale	Toutes les Entreprises Intervenantes Riverains	INRS ED 762

Livraisons et Mise en œuvre d'éléments				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Ecrasement</li> <li>Blessure corporelle</li> <li>Chute de hauteur</li> <li>Rupture d'éléments de manutention</li> <li>Renversement</li> <li>Réseaux aériens</li> <li>Conditions météo</li> <li>Stockage</li> </ul>	<p>L'entreprise établira dans son P.P.S.P.S. les consignes de sécurité mises en œuvre, pour le déchargement, le déchargement et la pose notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Protection contre les risques de pincements et coupures</li> <li>Protections contre les chutes de hauteur</li> <li>Obligation de porter un casque de sécurité</li> <li>Obligation de porter un vêtement haute visibilité de classe 3</li> <li>Formation du personnel</li> <li>Obligation de consigner les réseaux et/ou mise en place de gabarit de hauteur</li> <li>Nomination d'un chef de manœuvre</li> <li>Consignes d'utilisation et de vérification des agrès et appareils</li> <li>Balises des zones d'intervention</li> <li>Contreventement</li> <li>Aire de stockage définie avec points d'ancrage</li> <li>Utiliser et mettre en œuvre des équipements adaptés (plate-forme individuelle roulante, quai de chargement, nacelle élévatrice, ...).</li> </ul>	Toutes les Entreprises Intervenantes	Toutes les Entreprises Intervenantes	<p>Article du C.T. R4532-44-3°-c R4535-8 R4535-9 R 4534-7 R 4534-108 à 110</p> <p>CRAMIF R 362 R 476 R390</p>

Livraisons et Mise en œuvre de coffrages et banches				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Ecrasement</li> <li>Blessure corporelle</li> <li>Chute de hauteur</li> <li>Rupture d'éléments de manutention</li> <li>Renversement</li> <li>Météo</li> <li>Conditions météo</li> <li>Stockage</li> <li>Interférence</li> <li>Heurt</li> </ul>	<p>L'entreprise établira dans son P.P.S.P.S. les consignes de sécurité à adopter, lors du déchargement et de la mise en œuvre des banches, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Protection contre les risques de pincements et coupures</li> <li>Protections contre les chutes de hauteur</li> <li>Obligation de porter un casque de sécurité</li> <li>Formation du personnel</li> <li>Mise en place éventuelle d'une zone de non survol</li> <li>Nomination d'un chef de manœuvre</li> <li>Consignes d'utilisation et de vérification des agrès et appareils</li> <li>Balises des zones d'intervention</li> <li>Contreventement lors du stockage</li> <li>Aire de stockage définie avec points d'ancrage</li> <li>Les accès seront aménagés et sécurisés (tour escalier, échafaudage de pied, PEMP, ...)</li> <li>Utiliser et mettre en œuvre des équipements adaptés (plate-forme individuelle roulante, quai de chargement, nacelle élévatrice, ...).</li> </ul>	Entreprise spécialisée	Toutes les Entreprises Intervenantes	<p>Articles R4532-44-3°-c</p> <p>R4535-8 R4535-9</p> <p>R4534-7</p> <p>R4534-95 à R4534-110</p> <p>CRAMIF R 476 R 399</p>

Travaux de superstructure				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Chute de hauteur</li> <li>Blessure corporelle</li> <li>Déversement</li> <li>Chute d'objet</li> <li>Chute de hauteur</li> <li>Ecrasement</li> <li>Heurt</li> <li>Collision</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Protections collectives de type consoles, filets, garde corps mises en place en bordure de vide, sur cage d'ascenseur, sur baies, et maintenues après la fin de ses interventions.</li> <li>Mise en place de filet ou consoles à l'avant</li> <li>Mise en place des escaliers définitifs à l'avancement des travaux, ou tours d'escalier pour accès aux différents niveaux du chantier</li> <li>Trémiées protégées par treillis soudé laissé filant et par platelage bois (ou garde-corps provisoire)</li> <li>Contreventement des éléments à l'avancement des travaux de maçonnerie et de charpente</li> <li>Voiles non auto stables, pignons, etc.</li> <li>Fermettes avec contreventements provisoires, etc.</li> <li>Etalement des dalles en phase séchage</li> <li>Conception des structures avec protections collectives définitives intégrées</li> </ul>	Entreprise spécialisée	Toutes les entreprises	Dito



Travaux électriques				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Electrification</li> <li>Chute de hauteur</li> <li>Blessure corporelle</li> <li>Brûlures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>Séparation</b> : neutralisation et coupure par des personnes ou organismes compétents ou habilités, y compris les alimentations de secours</li> <li><b>Condamnation</b> : par un dispositif matériel, avec mise en place d'une signalisation informant clairement, de cette condamnation</li> <li><b>Vérification</b> : de l'absence de tension entre tous les conducteurs, y compris le neutre, et entre les conducteurs et la terre</li> <li><b>Identification</b> : servant à s'assurer que les travaux seront bien réalisés sur l'installation consignée</li> </ul> <p>L'exécution des raccordements électriques sera confiée à du personnel doté des habilitations prévues par la norme</p>	Entreprise spécialisée	Toutes les entreprises	Dito

Livraisons et Mise en œuvre des prédalles				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Déversement</li> <li>Chute d'objet</li> <li>Chute de hauteur</li> <li>Ecrasement</li> <li>Heurt</li> <li>Collision</li> </ul>	<p>L'entreprise établira dans son P.P.S.P.S. les consignes de sécurité mises en œuvre lors du déchargement et de la pose des éléments, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nomination d'un chef de manœuvre</li> <li>Consignes d'utilisation et de vérification des agrès et appareils</li> <li>anneaux d'accrochage spécifiques pour montants de garde-corps à tripodes et de même diamètre que les anneaux de levage seront prévus.</li> <li>Les garde-corps seront installés au sol avant manutention.</li> <li>Conception des structures avec protections collectives définitives intégrées</li> <li>Utiliser et mettre en œuvre des équipements adaptés (plate-forme individuelle roulante, quai de chargement, nacelle élévatrice, ...).</li> </ul>	L'entreprise principale	Toutes les Entreprises Intervenant	Articles R4534-95 à R4534-110 et R4541-1 à R4541-4

Livraisons et Mise en œuvre des aciers				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Blessure corporelle</li> <li>Manutentions mécaniques et manuelles</li> <li>Heurt</li> <li>Interférence</li> <li>Chutes de hauteur</li> <li>TMS</li> </ul>	<p>L'entreprise établira dans son P.P.S.P.S. les consignes de sécurité mises en œuvre lors du déchargement et de la pose des éléments, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nomination d'un chef de manœuvre</li> <li>Consignes d'utilisation et de vérification des agrès et appareils</li> <li>Balises des zones d'intervention</li> <li>Mise en place de protections (bouchons, rampes, crossage,)</li> <li>Limiter les manutentions manuelles</li> <li>Prévention des TMS</li> <li>Port des EPI spécifiques en cas de soudures</li> <li>Prévoir un platelage bois pour la mise en œuvre des aciers hauts ou mise en œuvre sur semelles (suivant modes opératoires définis dans le PPSPS)</li> <li>Utiliser et mettre en œuvre des équipements adaptés (plate-forme individuelle roulante, quai de chargement, nacelle élévatrice, ...).</li> </ul>	L'entreprise principale	Toutes les Entreprises Intervenant	Articles R4534-95 à R4534-110 et R4541-1 à R4541-4  R441

Livraisons et Mise en œuvre de béton				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Blessure corporelle</li> <li>Heurt</li> <li>Collision</li> <li>Pollution</li> <li>Météo</li> <li>Chute de hauteur</li> </ul>	<p>L'entreprise établira dans son P.P.S.P.S. les consignes de sécurité pour la mise en œuvre de béton, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nomination d'un chef de manœuvre</li> <li>Les zones à l'aplomb des manutentions seront balisées et interdites d'accès</li> <li>Les chauffeurs, dès qu'ils descendent intègrent les consignes « piéton » (port des EPI)</li> <li>Respect du plan de circulation du chantier</li> <li>Obligation des engins à être équipés de signal de recul (klaxon, phare,)</li> <li>Vidange de la « toupie » dans aire de lavage</li> <li>Conformément au CT, l'entreprise titulaire de la livraison de béton devra effectuer une VIC</li> </ul>	L'entreprise principale	Toutes les Entreprises Intervenant	CRAMIF R453 R476



Livraison et mise en œuvre de produits bitumineux				
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intoxication</li> <li>• Brûlures</li> <li>• Heurts</li> <li>• Collision</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Obligation de porter un vêtement de signalisation, à haute visibilité, de classe 3</li> <li>• Obligation de respecter une vitesse de 15k/h sur la zone des travaux</li> <li>• Obligation d'être équipé de gyrophare en marche sur la zone des travaux</li> <li>• Obligation des engins à être équipés de signal de recul (klaxon, phare.)</li> <li>• Personnel équipé de protections individuelles</li> <li>• Obligation de la présence d'un « homme trafic »</li> </ul>	L'entreprise principale	Toutes les Entreprises Intervenant	CRAMIF R 762

Livraison et Pose d'éléments lourds (Bordures, éléments de regard, poutres, prédalles, ...)				
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chute d'objet</li> <li>• Douleurs</li> <li>• Ecrasement</li> <li>• Manutentions mécanisées</li> <li>• Rupture d'élément</li> <li>• TMS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les manutentions manuelles seront limitées. Les opérations de manutention devront être organisées avec des effectifs suffisants ayant reçu une formation spécifique aux gestes et postures et équipé de protections individuelles réglementaires.</li> <li>• Prévention des TMS (Troubles MusculoSquelettiques) par l'emploi d'outils adaptés à l'homme.</li> <li>• Obligation de porter un casque de sécurité</li> <li>• Port de gilet haute visibilité classe3</li> <li>• Obligation d'un chef de manœuvre</li> <li>• Engins et appareils en cours de validité (contrôle &lt; 6 mois)</li> <li>• Utiliser et mettre en œuvre des équipements adaptés (plate-forme individuelle roulante, quai de chargement, nacelle élévatrice, ...).</li> </ul>	L'entreprise principale	Toutes les Entreprises Intervenant	Articles R4534-10 R4534-134 à R4534-135 R 4534-108 à -110  CRAMIF R 362 R 476

Travaux en toiture terrasse				
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Collision</li> <li>• Chutes de hauteur</li> <li>• Chutes d'objet</li> </ul>	<p><b>Des dispositifs de sécurité sont intégrés à l'ouvrage en phase définitive</b></p> <p><b>Ces dispositifs seront à poser au plus tôt</b></p> <p><b>En outre :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Obligation du port des EPI adaptés</li> <li>• Mise en place des protections collectives en rive (échafaudage fermé, garde-corps, filet anti chute, ...)</li> <li>• Mise en place des protections collectives sur trémières, ouvertures, vides, ...</li> <li>• Obligation de respecter les consignes des « travaux en hauteur »</li> <li>• Les accès aux toitures seront aménagés et sécurisés (tour escalier, échafaudage de pied fermé, PEMP, ...)</li> <li>• Privilégier la mise en place des protections définitives</li> <li>• Maintenir/ créer un accès permanent pour les interventions ultérieures</li> </ul>	L'entreprise principale	Toutes les entreprises	R4534-85 à R4534-94 R4534-95 à R4534-102  NF E 85-016 Avril 2008

Mise en place des installations de chantier (bungalows, modules, ...)				
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Collision</li> <li>• Chutes de hauteur</li> <li>• Chutes d'objet</li> <li>• Blessures</li> <li>• Heurts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Obligation du port des EPI adaptés</li> <li>• Obligation de respecter les consignes des « travaux en hauteur »</li> <li>• Mise en place des protections collectives en toiture</li> <li>• Visite d'inspection commune (<b>VIC</b>) à réaliser avec le prestataire et/ou l'entreprise en charge de ce lot</li> <li>• Utiliser et mettre en œuvre des équipements adaptés (plate-forme individuelle roulante, quai de chargement, nacelle élévatrice, ring, ...) pour le déchargement et la mise en place de ces éléments</li> <li>• Mettre en place un escalier de secours si H&gt; ou = à 2 niveaux</li> <li>• Utiliser et mettre en œuvre des équipements adaptés (plate-forme individuelle roulante, quai de chargement, nacelle élévatrice, ...).</li> </ul>	L'entreprise chargée du Lot Et/ou Le prestataire	Toutes les entreprises	Voir  <b>Engins de levage et Livraisons</b>

Travaux de Plomberie, d'Electricité, Cloisons, Peinture, ...				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Chutes de hauteur</li> <li>Chute de plain-pied</li> <li>Chutes d'objet</li> <li>Blessures</li> <li>Heurts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Obligation du port des EPI adaptés</li> <li>Obligation de sécuriser les réservations ouvertes</li> <li>Mise en place de « cassettes » lors du coulage</li> <li>Utiliser et mettre en œuvre des équipements adaptés (plate-forme individuelle roulante, échafaudage roulant, ...) pour la mise en œuvre</li> <li>Formation du personnel au montage et à l'utilisation des échafaudages roulants</li> <li><b>INTERDICTION ABSOLUE DE MISE EN PLACE D'ESCABEAUX ET MARCHE PIED</b></li> </ul>	L'entreprise chargée du Lot		

Travaux spécifiques				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Intoxication</li> <li>Blessures</li> <li>Heurts</li> <li>Chutes</li> <li>Electrisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Personnel équipé de protections individuelles</li> <li>Des précautions devront être prises pour tous les travaux spécifiques non définis.</li> <li>Les E.P.I. adaptés seront mis à disposition du personnel</li> <li>Préférence sera donnée à l'utilisation de moyens mécaniques</li> <li>Lors de travaux isolés ou dangereux les travailleurs devront être au moins deux pour les effectuer. L'entreprise doit organiser le travail et en assurer une surveillance de manière à prévenir tout accident</li> <li>Modes opératoires adaptés</li> </ul>	L'entreprise principale	Toutes les entreprises	

Ascenseur, Monte-charge, Lift, Echafaudage volant				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Collision</li> <li>Chutes de hauteur</li> <li>Chutes d'objet</li> <li>Risques électriques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Obligation du port des EPI adaptés</li> <li>Les accès seront aménagés et sécurisés</li> <li>Les ouvertures des paliers seront condamnées sur toute la hauteur</li> <li>Hauteur de garde haute <math>\geq</math> à 1,80m</li> <li>Mise en place d'une sécurité fond de fosse</li> <li>PV de conformité avant utilisation</li> <li>Convention de prêt à établir</li> <li>Prévention des TMS</li> <li><b>Mise en place de lift OBLIGATOIRE si PLUS DE 4 ETAGES</b></li> </ul>	Entreprise Spécialisée	Toutes les entreprises	CRAMTS R 303 R 433 R 445 R 291 R 303 R 408  ED130 ED 140 ED 6074  NF EN 81-70 Septembre 2003  NF E 85-016 Avril 2008

Mise en place d'échafaudage de pied, roulant, PIRL, ...				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Collision</li> <li>Chutes de hauteur</li> <li>Chutes d'objet</li> <li>Météo</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Obligation du port des EPI adaptés</li> <li>Obligation de respecter les consignes des « travaux en hauteur »</li> <li>Les accès seront aménagés et sécurisés</li> <li>Privilégier la mise en place des protections définitives</li> <li>Pas de pose lors de vent <math>&gt;30\text{km/h}</math></li> <li>PV de conformité avant utilisation</li> <li>Convention de prêt à établir</li> <li>Prévention des TMS</li> </ul>	Entreprise Spécialisée	Toutes les entreprises	R 408 R 457 R 445 R 303  CRAMIF NT 24  ED 75 ED130 ED 140

Ports du harnais de sécurité Travaux sur cordes				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Chute de hauteur</li> <li>Chute d'objet</li> </ul>	<p><b>Harnais :</b> Dans l'hypothèse ou aucun autre moyen de protection, n'est possible, le personnel de l'entreprise travaillant sur les parties du chantier exposées aux chutes de hauteur sera doté d'un harnais d'antichute et d'un système de liaison (système antichute ou système avec longe et absorbeur d'énergie).</p> <p><b>Le point d'ancrage sera contrôlé par un organisme habilité avant utilisation</b></p> <p><b>Travail sur corde :</b> Dans cette hypothèse, l'entreprise aura l'obligation de l'indiquer dans son PPSPS. Le personnel de l'entreprise, devant exécuter des travaux sur corde devra posséder toutes les habilitations requises : CQP1, CQP2, ou CQP3</p>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Articles R4323-89

Travaux en Sous-sol, en Galerie Technique				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Intoxication par inhalation</li> <li>Chutes</li> <li>Risques chimiques</li> <li>Météo</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les travaux employant des produits tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>Peinture au sol</li> </ul> Devront être réalisés sous ventilation mécanisée</li> <li>Application du Code de Santé Publique</li> <li>Eclairage permanent durant les travaux</li> <li>Application du Code du Travail</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	L.116-3 L.121-6-1  R.121-2  L. 4121-1

Mise en commun de moyens				
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Installations Communes de Chantier</li> <li>Protections Collectives contre les Chutes de Hauteur Utilisation de la Grue à Tour par les Corps d'Etat Recette à Matériaux</li> <li>Passerelles en Encorbellement pour les Corps d'Etat Travaillant en Toiture</li> <li>Mise en Service de l'Ascenseur Définitif pour les besoins du chantier</li> <li>Echafaudage en Façade</li> <li>Plateformes de Travail en Hauteur</li> <li>Tour d'Accès Provisoire</li> <li>Installations électriques provisoires</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	CRAM RHÔNE ALPES

Travaux de sablage				
<u>Risques</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Brûlure</li> <li>Projection</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des appareils respiratoires empêchant l'inhalation des vapeurs ou poussières nocives seront mis à la disposition des travailleurs qui réalisent des travaux de métallisation ou de sablage. Ces appareils seront maintenus en bon état de fonctionnement et désinfectés avant d'être attribués à un nouveau titulaire.</li> </ul>	Entreprise concernée	Toutes les entreprises	Article du CT R4534-132

Travaux de soudage				
<u>Risques :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Brûlure</li> <li>Chute d'objet</li> <li>Coup d'arc.</li> <li>Électrisation du personnel et de l'entourage.</li> <li>Projection de métal en fusion sur le personnel.</li> <li>Projection de métal en fusion provoquant un incendie</li> </ul>	<p>Lorsque des travaux de soudage à l'arc sont accomplis sur un chantier, des écrans masquent les arcs aux personnes autres que les soudeurs ou leurs aides, afin de supprimer les risques d'éblouissement et les dangers du rayonnement ultra-violet. A défaut d'écrans protecteurs, les zones dangereuses sont délimitées et convenablement signalées.</p> <p>Port des gants et tablier en croûte épaisse. Rendre inaccessible les parties sous tension de la pince porte électrode lorsqu'elle cesse d'être utilisée. Couper l'alimentation du circuit de soudage dès que l'opération est terminée. Utiliser une pince de masse spécialement étudiée. Vérifier l'état des lignes, de la masse et de la pince. Disposer à proximité des moyens de lutte contre l'incendie, extincteur spécifique aux feux de métaux ( graphite, carbonate de sodium, etc..)</p>	Titulaire du lot génie civil	Toutes les entreprises	Article du CT R4534-133

<b>Risques liés aux Crues</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Stockage du matériel et des installations en dehors des zones de crues</li> <li>• Information sur les crues (Service de la navigation, (VNF))</li> </ul>	Titulaire du lot génie civil	Toutes les entreprises	
-------------------------------	---	---------------------------------	------------------------	--

**Protection de la Faune**

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pollution</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'utilisation des produits dangereux est strictement interdite</li> </ul> <p><b>PRODUITS CHIMIQUES</b> <b>L'ÉTIQUETAGE ÉVOLUE</b></p>  <p>ancienne collection    nouvelle collection</p>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
---	--	------------------------	------------------------	--

**Risques liés aux travaux superposés :**

<b>Risques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chute d'objet</li> <li>• Chute de hauteur</li> <li>• Collision</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le phasage des travaux sera réalisé de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches</li> <li>▪ Les surfaces situées à l'aplomb des zones de travail en élévation seront interdites d'accès</li> <li>▪ Dans le cas de superposition de plusieurs tâches d'un même lot : le titulaire du lot mettra en place des protections nécessaires (filets, platelage,...)</li> </ul>	Titulaire du lot	Toutes les entreprises	
---	---	------------------	------------------------	--

**Mise en place de Plan Canicule**

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour connaître le niveau d'alerte, appeler canicule info service : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 0800 06 66 66</li> <li>✓ <a href="http://www.invs.sante.fr">www.invs.sante.fr</a> ;</li> <li>✓ <a href="http://www.meteofrance.com">www.meteofrance.com</a></li> </ul> </li> <li>• Compte tenu du planning, un plan canicule sera susceptible d'être mis en place</li> <li>• Application du Code de Santé Publique</li> <li>• Application du Code du Travail</li> <li>• Le plan est organisé autour de quatre grands axes déclinés en mesures sous forme de fiches (Annexe) <ul style="list-style-type: none"> <li>↳ Axe 1 : Prévenir les effets d'une canicule</li> <li>↳ Axe 2 : Protéger les populations par la mise en place de mesures de gestion adaptées aux niveaux de vigilance météorologique</li> <li>↳ Axe 3 : Informer et communiquer</li> <li>↳ Axe 4 : Capitaliser les expériences</li> </ul> </li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	L.116-3 L.121-6-1  R.121-2  L. 4121-1  R 4121-1 R 4532-14,  R. 4534-142-1  R 3131-4 à R 3131-9
--	---	------------------------	------------------------	--


Maladies professionnelles				
<b>Vibrations</b> • Lombalgie	Afin de prévenir les risques liés aux vibrations (conducteurs d'engins, utilisation de marteaux piqueurs, perforateurs, perceuses, meuleuses, etc.), l'entreprise devra : <ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer une formation et une surveillance médicale spéciale du personnel exposé.</li> <li>Réaliser un programme de réduction de l'exposition aux vibrations :</li> <li>Modification des modes opératoires,</li> <li>Aménagement du temps de travail,</li> <li>Utilisation de brise-béton antivibratoire,</li> <li>Equiper les engins de chantier de sièges à suspension.</li> </ul> <b>En cas d'impossibilité, notée dans les PPSPS, ceux-ci devront détailler les choix des matériels et des procédures réduisant ces nuisances à la source</b>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
<b>Poussières</b> • Maladies respiratoires	<ul style="list-style-type: none"> <li>Port des EPI adaptés</li> <li>Les coupes lors de l'utilisation de scie de chantier, de tronçonneuse, devront être arrosées afin d'éviter la propagation de poussières</li> <li>Arrosage éventuel des déblais évacués</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	
<b>Bruit</b> • Lésion • Maladie professionnelle • Nuisance des riverains • Perte d'audition	Les valeurs limite d'exposition déclenchant une action de prévention est fixée à 80 dB(A) Être exposé 8 heures à 80 dB(A) est exactement aussi dangereux que d'être exposé 1 heure à 89 dB(A) <ul style="list-style-type: none"> <li>Eviter les nuisances sonores par rapport aux riverains</li> <li>Port des EPI adaptés</li> <li>Aménagement du poste de travail</li> <li>Modes opératoires adaptés</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Articles R4431-2 à R4435-5
<b>Maladies CMR</b>	Les entreprises devront respecter : <ul style="list-style-type: none"> <li>Le Code du Travail</li> <li>Le Code de l'environnement</li> <li>Le Code de Santé Publique</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Décret du 01/02/13  OPPBTP F4F0297 et H2F1399  INRS ED 909 99-483 et 99-484 du 9/6/99
<b>Prévention des TMS</b> • Lésion • Maladie professionnelle • Perte de motricité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les manutentions manuelles seront limitées. Les opérations de manutention devront être organisées avec des effectifs suffisants ayant reçu une formation spécifique aux gestes et postures et équipé de protections individuelles réglementaires</li> <li>Prévention des TMS (Troubles MusculoSquelettiques) par l'emploi d'outils adaptés à l'homme.</li> </ul>	Toutes les Entreprises Intervenant		Articles R4534-103  R 4534-108 à - 110
<b>Prévention de la pénibilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les entreprises ont l'obligation d'identifier, d'évaluer, de tracer et de compenser la pénibilité au travail</li> </ul>	Toutes les Entreprises	Toutes les Entreprises	Article L4121-1  INRS ED 6135

<b>Risque épidémique et bactériologique COVID-19 - Plan d'action et mesures de précaution</b>	
<b>PRÉCONISATION</b> Exposition des compagnons au Covid-19	Mettre en œuvre les gestes barrières : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Se laver les mains avec du savon régulièrement dans les bases vie et installations prévues à cet effet.</li> <li>• Prévoir des lingettes ou produits hydroalcooliques dans les véhicules utilitaires.</li> <li>• Éviter les contacts physiques (distance minimum 1 mètre) et privilégier les réunions à distance (Skype, WhatsApp...).</li> <li>• Dans la mesure du possible, fournir des masques au personnel ainsi que des gants à usage unique jetables.</li> <li>• Nettoyer régulièrement les surfaces et les lieux collectifs (tables, poignées...) ainsi que les équipements individuels (téléphone, lunettes, bouchons d'oreilles...).</li> <li>• Tousser ou éternuer dans son coude et utiliser un mouchoir à usage unique et le jeter dans une poubelle.</li> <li>• Prévenir les autres acteurs du chantier (MOA, MOE, CSPS...)</li> </ul>
Mon personnel a été exposé lors d'une intervention chez un client diagnostiqué positif au Covid-19 ou par un de ses collègues ou fournisseur.	Plan d'action : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Appeler le numéro vert (0800 130 000) qui donnera le protocole à suivre en cas d'exposition.</li> </ul> Mesures de précaution : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter les gestes barrières et les mesures d'hygiène.</li> <li>- Rester à distance du personnel étranger au chantier et des clients.</li> </ul>
Il manque des collaborateurs sur le chantier pour différentes causes : (absence pour cause de maladie, confinement à la maison, défaut de moyen de transport...)	Plan d'action : <p>Si la présence du personnel est indispensable pour mettre en œuvre le mode opératoire, il faut soit modifier le mode opératoire, soit modifier les tâches en fonction des personnes présentes, soit retarder les opérations, soit modifier le planning.</p> Mesures de précaution : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en œuvre un plan de continuité d'activité pour avoir les personnes disponibles sur le chantier.</li> <li>- Surveiller le surcroît d'activité pour les collaborateurs présents, ce qui peut créer des situations à risques</li> <li>- Déterminer des seuils de présence du personnel à partir desquels l'entreprise décide de transférer l'activité sur les chantiers les plus importants.</li> <li>- Désigner des remplaçants et prévoir la formalisation des transferts de pouvoirs et compétences (sur la fonction programmation planification, organisation suivi...) en cas de vacance de fonction.</li> </ul>
Il manque des collaborateurs compétents (possédant des habilitations spécifiques ou le CACES®)	Plan d'action : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Remplacer par un autre collaborateur possédant les habilitations nécessaires.</li> <li>- Modifier le mode opératoire ou l'ordonnancement des tâches, ou modifier le planning du/des chantiers (transférer des collaborateurs d'un chantier à l'autre).</li> </ul> Mesures de précaution : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifier toutes les opérations nécessitant des habilitations sur un chantier.</li> <li>- Identifier les collaborateurs avec les habilitations ou les compétences.</li> <li>- S'assurer de leur disponibilité.</li> </ul>
Il manque des matériaux de construction	Plan d'action : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Revoir l'ordonnancement des tâches pour permettre l'avancement du chantier dans l'attente de la livraison.</li> </ul> Mesures de précaution : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir un plan de continuité d'activité pour assurer la poursuite des approvisionnements du chantier.</li> </ul>
Il manque des matériels (de levage, électroportatif...)	Plan d'action : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Modifier le planning ou l'ordonnancement des tâches.</li> </ul> Mesures de précaution : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en œuvre un plan de continuité d'activité afin d'avoir les équipements disponibles sur le chantier.</li> </ul>
Il manque les EPI obligatoires sur le chantier, comme des masques ou des gants, obligatoires pour certaines opérations exposant à des poussières dangereuses ou à des produits chimiques.	Plan d'action : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Modifier le mode opératoire ou, à défaut, annuler l'opération et la replanifier à réception des équipements obligatoires.</li> </ul> Mesures de précaution : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Anticiper l'approvisionnement des EPI obligatoires dans le cadre du plan de continuité d'activité.</li> <li>- Respecter les règles du fabricant concernant la réutilisation d'EPI par d'autres collaborateurs.</li> <li>- Suivre les consignes du fabricant concernant la désinfection, entre chaque utilisation, des masques réutilisables (par ex. les masques à cartouche).</li> </ul>

### 3.3 RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

Aspects environnementaux	Impacts environnementaux			Moyens de prévention et de contrôle
Tâche concernée	Milieu concerné (Air, Eau, Sol, Riverains, Faune, Flore, Paysage, réseaux, etc...)	Source de nuisance / pollution	Effet sur le milieu	
Battages	Riverains	Vibrofonceurs, Mouton diesel	Bruit	Conformité décret et arrêté en vigueur, plages horaires définies au marché. Des contrôles de niveaux sonores pourront être effectués à la demande du client.
Vibrofonçage	Sol	Vibrofonceurs	Vibrations	L'amortissement se fait correctement dans les sols sédimentaires. Des mesures de vibrations pourront être réalisées à la demande du client (organisme de contrôle agréé)
Défrichage	Riverains	Tronçonneuses	Bruit	Conformité décret et arrêté en vigueur, plages horaires définies au marché
Défrichage	Eau, sol, paysage	Déchets verts	Pollution	Tri de ces déchets puis évacuation et valorisation en compostage
Terrassements	Riverains	Pelles hydrauliques, B.R.H, Camions 6x4	Bruit	Conformité décret et arrêté en vigueur, plages horaires définies au marché. Des contrôles de niveaux sonores pourront être effectués à la demande du client. Adoption de B.R.V
Zone de travaux ou atelier de fabrication	Sol	Projection déchets	Pollution	Aire protégée par géotextile , ou film plastique
Zone de travaux ou atelier nécessitant l'utilisation de matériel spécifique	Riverains	Scies circulaires, marteaux piqueurs Disqueuse, soudure	Bruit	Conformité décret et arrêté en vigueur, plages horaires définies au marché
Remblais	Riverains	Compacteurs, camions 6x4	Bruit	Conformité décret et arrêté en vigueur, plages horaires définies au marché
Béton projeté	Riverains	Compresseur	Bruit	Conformité décret et arrêté en vigueur, plages horaires définies au marché
Béton projeté	Air	Poussières de ciment	Pollution	Protection du personnel par masques lunettes, combinaison et cagoule
Béton projeté	Eau, sol	Projections	Pollution	Protection de la zone : bâches sur clôtures de chantier et sur le sol, mise en place d'écrans de protection
Préfabrication béton	Sol	Produits décoffrant (infiltration huiles dans le sol)	Pollution	Huilage sur zone protégée par bâches PVC sur aire de préfabrication protégée par géotextile et lit de grave et/ou utilisation d'huile de décoffrage végétale
Nettoyage des toupies et bennes béton	Sol, eau	Rejet eaux souillées (laitances)	Pollution	Lavage sur aire étanche équipée de bac d'un dispositif de rétention. Ex : fosse équipée d'un Polyane, permet après décantation de récupérer l'eau claire. Le dépôt après séchage est éliminé comme déchet inerte.
Production électricité	Riverains	Groupe électrogène	Bruit	Emplacement fixe : Branchements sur secteur Emplacement itinérant : Groupes insonorisés
Brise Roche	Sol	Brise roche	Vibrations	Vibrations amorties très rapidement et devenant rapidement imperceptibles. (les vitesses particulières deviennent insignifiantes au-delà de 10m pour les plus gros brise-roche)
Production d'air comprimé	Riverains	Compresseurs	Bruit	Emplacement fixe: Adoption compresseurs électriques Emplacement Itinérant : Compresseur insonorisé
Matériel de levage	Riverains	Grues à tour, Grues mobiles	Bruit	Conformité décret et arrêté en vigueur
Engins de chantier	Sol	Moteurs thermiques (infiltration huiles dans le sol)	Pollution	Entretien et vérification carters moteurs, vérification des entretiens pour le matériel de location
Engins de chantier	Air	Moteurs thermiques (Emissions de gaz)	Pollution	Entretien et vérification moteurs, vérification des entretiens pour le matériel de location



Aspects environnementaux	Impacts environnementaux			Moyens de prévention et de contrôle
Tâche concernée	Milieu concerné (Air, Eau, Sol, Riverains, Faune, Flore, Paysage, réseaux, etc...)	Source de nuisance / pollution	Effet sur le milieu	
Engins Hydrauliques terrestres/flottants	Eau, sol	Huiles hydrauliques (Rupture ou fuite de flexible)	Pollution	Utilisation d'huile hydraulique biodégradable* et Kit d'intervention d'urgence à disposition*, inspection périodique des flexibles ; sur l'eau, barrages flottants à disposition
Stockage Hydrocarbures	Eau, sol	Cuves de stockage	Pollution	bac rétention, cuve double paroi, dalle béton si cuve 'terrestre'
Stockage liquides / produits dangereux	Eau, sol	Peintures, solvants, diluants, huiles moteur...	Pollution	Stockage en bacs de rétention refermables aérés.
Vidange engins	Eau, sol	Huiles usagées	Pollution	Stockage en cuve étanche sur rétention, évacuation par organisme agréé**.
Circulation véhicules Air	Air	Circulation sur pistes : poussières	Pollution	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Vitesse limitée à 15 km/h</li> <li>• Arrosage des pistes</li> </ul>
Activités diverses	Paysage...	Déchets inertes	Pollution visuelle	Terres non polluées, gravats : réutilisés en remblai sur chantier lorsque cela est possible ou évacués en centre de stockage pour déchets inertes agréés
Activités diverses	Eau, sol, air, paysage...	Déchets non dangereux	Pollution	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ferraille, bois : triés et stockés sur site puis évacués par organisme agréé pour recyclage</li> <li>• Le brûlage des déchets est interdit</li> <li>• Emballages : triés puis évacués vers centre de transfert agréé</li> </ul>
Activités diverses	Eau, sol, paysage...	Déchets dangereux	Pollution	Filtres à huile, chiffons souillés, produits absorbants souillés, fût et bidons ayant contenu des produits dangereux : évacuation dans un centres agréés,
Tous travaux	Milieu naturel	Activité chantier	Perturbation du milieu	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Clôtures vérifiées périodiquement</li> <li>• Accès indiqués et respectés</li> </ul>
Tous travaux	Milieu naturel	Activité chantier	Incendie	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Feux interdits</b></li> <li>• Extincteurs présents sur site</li> </ul>
Tous travaux	Milieu naturel	Activité chantier	Défrichages intempestifs	Tout déboisement sera effectué avec accord du maître d'œuvre (zones à définir)
Installations chantier	Eau, sol, paysage...	Déchets non dangereux	Pollution	Ordures ménagères cantonnements : bacs fournis et évacués par la commune
Installations chantier terrestre	Eau, sol	Eaux usées	Pollution	Raccordement au réseau existant
Faune protégée Castors, etc	Eau, air, sol	Activité chantier	Pollution	 <b>ATTENTION</b> : Les produits avec ce type de pictogramme « dangereux pour l'environnement » seront interdits



## PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER ET PLAN DE CIRCULATION PIETONNIER DU CHANTIER

Ces plans seront établis par **l'entreprise principale**, sur la base du projet d'installation de chantier, pendant la période de préparation des travaux, en accord avec tous les corps d'état et présentés au maître d'œuvre, au coordonnateur SPS, au pilote et aux services compétents, pour approbation.

Ces plans préciseront :

- Les accès et la signalisation extérieure au chantier.
- Les voies de chantier avec les sens de circulation.
- Les aires de livraison
- L'implantation des clôtures, portails et portillons.
- Les zones et délimitation de la base vie.
- Les zones et aires de stockage.
- L'implantation de l'aire de nettoyage
- L'implantation des moyens de levage fixes (monte-matériaux, grues à tour...) - Les aires des conteneurs et des parkings.
- Les surfaces de voiries à protéger par dallage béton et autres dispositions particulières.
- Les installations électriques du chantier.
- L'implantation des bureaux de chantier (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, organisme de coordination et de sécurité, salles de réunions, salle d'échantillons...).
- L'implantation des vide-gravois. (à minima 2)
- Les réseaux de distribution d'eau (intérieurs et extérieurs).
- Les réseaux d'assainissement.
- L'implantation de la grue à tour et des grues mobiles
- L'implantation du contrôle d'accès
- L'emprise de la voie pompiers
- Les circulations à l'intérieur des bâtiments
- L'emplacement des points lumineux pour l'éclairage du chantier
- L'emplacement des postes provisoires de lutte contre l'incendie.
- Les dates de réalisation des installations et leurs différents phasages.
- L'ensemble des dispositions nécessaires au respect des obligations BREEAM listés dans la charte de chantier vert

Ces plans sont évolutifs en fonction de l'avancement des travaux et feront l'objet de mises à jour et de diffusion.

### 3.3.1.3 Zones de stockage et d'entreposage

Les matériaux prévus pour l'opération seront approvisionnés en flux tendu,

L'entreposage de produits ou de matériels dangereux est interdit sur site.

Le reste du matériel devra faire l'objet d'une information préalable transmise au Maître d'œuvre et au CSPS.

Ces éléments seront reconnaissables, identifiés et stockés séparément dans la zone de travaux.

Les consignes à respecter et les dispositions particulières du fabricant, ainsi que les fiches de données sécurité des produits et les moyens de protection collective adaptés que l'entreprise se propose de mettre en œuvre, seront précisés dans son PPSPS, communiqué au Coordonnateur SPS avant livraison de ces éléments sur le chantier.

Des recettes à matériaux seront à mettre en place à chaque étage. Leur mise en place sera conforme aux exigences de « Mise en place des PTE »

### **3.3.1.4      Rangement du matériel :**

Durant les périodes d'inactivité (soir, week-end, Férié, etc, ...), tous les accès au chantier seront fermés et l'entrepreneur veillera à mettre à l'abri tous les outils et matériels.

Les installations de chantier seront opérationnelles avant tout démarrage des travaux et elles le demeureront pour toute la durée du chantier.

Les zones de magasins et ateliers, seront délimitées en accord avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS.

Les besoins seront détaillés dans les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

Le plan d'installation de chantier, fait par l'entreprise titulaire, sera établi durant cette période. Il comprendra notamment :

- les zones à protéger et à isoler durant les travaux,
- le détail des installations sanitaires, réfectoire, vestiaires, compris branchements,
- l'implantation des moyens d'accès, les protections périmétriques, le positionnement de la ou des palissade(s),
- les accès réservés au personnel de chantier,
- les points de branchements des fluides,
- les cheminements des fluides,
- les zones de stockages, avec, si nécessaire, une zone spécifique de stockage de produits dangereux,
- l'implantation des engins de levage et les protections périmétriques,
- les zones réservées à tout moment à l'accès des véhicules de secours (pompiers, SAMU).
- l'implantation de la grue ou des grues ainsi que les limites de survol des charges zone autorisées ou non autorisées,
- la zone d'implantation de la ou des bennes d'évacuation des déchets, gravois du chantier,
- la zone de nettoyage des roues des engins et/ou véhicules avec bac de décantation.

Les points de branchements des fluides seront indiqués par le Maître d'Œuvre.

Les réseaux de fluides d'alimentation du chantier, ainsi que leur cheminement et leur pénétration dans les zones de travaux, seront décrits de façon précise dans le PPSPS de l'entreprise.

Toutes les prescriptions édictées dans le CCAP et CCTP seront scrupuleusement respectées

## 3.3.1.5 MISE EN PLACE DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

	Description	Emplacement	Lot en charge de la mise en œuvre	Entretien
Zones de Déchargement	A faire figurer sur plan d'installation de chantier	Suivant PIC	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Zones de Stationnement	A faire figurer sur plan d'installation de chantier	Suivant PIC	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Voirie de chantier	A faire figurer sur plan d'installation de chantier	Suivant PIC	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Signalisation d'approche et de position	A faire figurer sur plan d'installation de chantier	Suivant PIC	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Stockage	A faire figurer sur plan d'installation de chantier	Suivant PIC	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Bennes à gravais pour tri sélectif	A faire figurer sur plan d'installation de chantier	Suivant PIC Dès l'installation de chantier	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Propreté des voies publiques	Nettoyage journalier si nécessaire Mise en place d'aire de lavage Mise en place de débourbeur Utilisation de bayeuse si nécessaire	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale	Toutes les entreprises concernées
Bennes à gravais Spécifique	A définir	Dès que besoin	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Goulotte	A définir en façade	Dès que besoin	L'Entreprise Principale	Toutes les entreprises concernées
Monte matériaux		Dès que possible	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Eaux de ruissellement	Les Eaux de ruissellement et de pluie seront drainées et évacuées dans les réseaux prévus à cet effet	-----	L'Entreprise Principale	Toutes les entreprises concernées
Astreinte Gardiennage	Les entreprises devront, dans leur PPSPS, désigner un représentant qui pourra être joint en dehors des heures d'ouverture du chantier (téléphone portable), aussi bien la nuit que les jours fériés ou chômés, pour parer d'une façon rapide et efficace à tout incident survenant du fait du chantier pendant l'exécution des travaux.	-----	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Lave bottes	A faire figurer sur plan d'installation de chantier	Suivant PIC	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Lutte contre l'incendie	A faire figurer sur plan d'installation de chantier	Suivant PIC Dès l'installation de chantier	L'Entreprise Principale	Toutes les entreprises concernées
Les zones de mise en dépôt provisoire	A faire figurer sur plan d'installation de chantier	Suivant PIC	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale

## 3.3.1.6 MISE EN PLACE DES PROTECTIONS COLLECTIVES

	Description	Lot chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de la maintenance
--	-------------	--------------------------------	------------------------------

Rive de plancher ou dalle	Garde-corps rigide normalisé hauteur 1 m et de couleur spécifique	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Allège	Garde-corps rigide normalisé hauteur 1 m et de couleur spécifique	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Terrasse et/ou toiture	Garde-corps rigide normalisé hauteur 1 m et de couleur spécifique Ou mise en place des garde-corps définitifs Protection de rive à mettre en place	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Balcons	IDEM	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Baies toutes hauteurs	IDEM	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Trémies	Obturation fixée Et/ou Garde-corps rigide normalisé hauteur 1 m et de couleur spécifique	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Recettes à matériaux	Mise en place de recettes à matériaux à chaque niveau	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Sapine	Mise en place, entretien de sapine	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale

- ✍ **Les protections collectives seront à poser par L'Entreprise Principale en amont des tâches à réaliser**
- ✍ **En aucun cas les protections collectives ne seront enlevées, quelle que soit la tâche à réaliser**
- ✍ **Les protections collectives seront de couleur spécifique (à déterminer dans le PPSPS)**
- ✍ **Les moyens d'accès au poste de travail (escalier, échelle, sapine,) ne devront pas interrompre les protections collectives en place**
- ✍ **Les entreprises sont responsables de la sécurité de leurs salariés**
- ✍ **Les monte matériaux sont à la charge de chaque entreprise utilisatrice et feront l'objet de la demande spécifique au CSPS, il ne sera toléré aucune dérogation**
- ✍ **Il est rappelé que le travail à l'escabeau ne sera pas toléré sauf sur demande express au CSPS**
- ✍ **Il est rappelé que les échelles ne peuvent servir que d'accès au poste de travail et qu'elles devront être fixées et dépasser de 1,00m au-dessus de l'accès**

### 3.3.2 Nuisances sonores et vibratoires :

Articles : R4431-1 à R4434-10 Et Articles R4441-1 à R4441-7

- + Les travaux devront respecter la réglementation en vigueur sur les nuisances sonores et en particulier les bruits émergents. Les travaux bruyants sur le chantier, d'un niveau sonore supérieur à 70 dB à 1,00 m du sol ne pourront s'effectuer qu'à partir de 8h00 et pas au-delà de 19h00 (rappel objectif cible 3, charte HQE).
- + La mesure du dépassement du seuil admissible fixé entraînera l'application systématique de la sanction financière prévue à cet effet.

L'entreprise devra réaliser un suivi des niveaux de bruit et des vibrations par le biais d'un dispositif spécifique, selon un protocole de suivi le mieux adapté au contexte et en lien avec le planning établi.

### 3.3.1 Utilisations par des engins ou véhicules et entretien des voiries

Article R4534-10 à R4534-14

Chantier comportant un important mouvement de camions ou de tous autres véhicules de transport, des pistes spécialement réservées à la circulation de ces véhicules et convenablement balisées sont aménagées.

Le véhicule, l'appareil ou l'engin de chantier mobile qui se trouve, sans son conducteur, à l'arrêt sur un terrain en pente est maintenu immobilisé par tout moyen approprié.

Lavage des véhicules de chantier

Lavage des véhicules de chantier

- + L'entreprise mettra en place une zone de nettoyage des camions (décrotteur / débourbeur) à l'intérieur de l'emprise de chantier au droit de la sortie de chantier.
- + Ce dispositif sera constitué d'un poste de lavage haute pression type « karcher » pour garantir que les véhicules de chantier n'entraînent pas dans leurs rouages des résidus du chantier.
- + Les eaux d'écoulement du poste de lavage seront drainées avant d'être rejetées à l'égout.

En période sèche, les circulations de chantier et ses abords seront régulièrement arrosés.

La tenue de propreté des abords étant une priorité absolue, le titulaire devra mettre en place autant que nécessaire et à leur frais, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage une auto laveuse sur les voies publiques et sous 12h, passé ce délai des mesures coercitives seront appliquées et de manière définitive au titulaire du lot curage puis du lot Principal.

Les emprises de chantier devront impérativement être maintenues propres et une personne dédiée à ce nettoyage devra être désignée.

### 3.3.2 Eclairage de chantier

Dispositions générales :

Valeurs minimales d'éclairement des locaux affectés au travail (Article R.232-7-2 et Articles R4534-7 à R4534-9) du Code du Travail) :

- ✓ Voies de circulation intérieure : 40 lux
  - ✓ Locaux de travail / vestiaires et Sanitaires : 120 lux
  - ✓ Locaux aveugles affectés à un travail permanent : 200 lux
  - ✓ Voies de circulation extérieure : 10 lux
  - ✓ Espaces extérieurs où sont effectués des travaux à caractère permanent : 40 lux.
- Ces valeurs étant prises au niveau du sol.

L'éclairage de chantier devra être adapté suivant les valeurs d'éclairement ci-dessus.

Éclairage équipé de dispositif de protection, éclairage de balisage.

Appareillage avec IP fonction des lieux d'installation.

L'éclairage nécessaire aux postes de travail spécifiques sera à la charge des entreprises concernées.

Dans ce cas elles utiliseront des appareils d'éclairage conforme aux normes. Les projecteurs halogène seront sur pied ou mât munis d'une protection contre les rayonnements ultraviolets et contre les chocs mécaniques.

L'éclairage extérieur dans l'emprise du chantier et ses abords, dont les voies de circulation, les points d'accès et de sortie du chantier, la périmétrie extérieure de la clôture de chantier, ainsi que les autres prescriptions telles que définies par le PGC.

Nota : pour des raisons de sécurité, l'éclairage extérieur dans le chantier permettra d'éviter les zones d'ombre.

**Phares halogènes : Norme NF avec vitre + grille de protection.**

#### **Norme NF P 03-001**

**L'électricité de chantier sera distribuée à partir de coffrets de chantier réglementaire ; à répartir à raison d'un coffret comprenant 4 PC 16 A et 1 PC 32 A, couvrant un rayon de 25 m maximum.**

**Ces coffrets devront être maintenus fermés à clef. Un bloc de secours signalera leur emplacement en cas d'interruption de l'éclairage. Les protections des PC seront de sensibilité 30 mA.**

**Les coffrets posséderont « un coup de poing » d'arrêt d'urgence. Il est formellement interdit de modifier les protections installées.**

**Eclairage de sécurité : Une nouvelle installation sera réalisée, elle sera constituée de blocs autonomes type habitation (8 lumens, autonomie de 5 heures) conforme à la norme NF C 71-805.**

**Les blocs seront installés dans les circulations, les escaliers et les caves, ils seront positionnés afin de clairement signaler les cheminements vers les issues et les changements de directions.**

**-Réception électrique et PV de vérification à transmettre**

Les dispositions des articles R. 4222-18 à R. 4222-20 sont applicables aux installations électriques temporaires. Pour ces installations, l'employeur applique un processus de vérification spécifique afin de s'assurer qu'elles sont réalisées en conformité avec les règles de santé et de sécurité qui leur sont applicables et qu'elles demeurent conformes à ces règles nonobstant les modifications dont elles font l'objet.

Un arrêté des ministres chargés du travail et de l'agriculture détermine, selon la catégorie et le classement des installations, les cas où il est fait appel, pour effectuer cette vérification, à un organisme accrédité ou à une personne qualifiée au sens de l'article R. 4226-17

### **3.4 Projet de plans d'installations de chantier**

#### **Situation des installations :**

L'ensemble des installations de chantier seront installées, pendant la période de préparation, maintenues et entretenues jusqu'à la réception des travaux, **par Entreprise principale** suivant plan d'installation transmis et faisant apparaître les zones de cantonnement, (bureau, réunion de chantier, sanitaires, vestiaires), aires de stockage, de manœuvres des véhicules, les cheminements piétons, l'installation et moyen de levage, les réseaux d'alimentation ( eau , électricité), les clôtures et leur emprise, avec la position du portail, ainsi que l'emplacement des dispositifs de signalisation du chantier sur la voie publique, suivant indications formulées par le MOE et le CSPS.

#### **3.4.1.1 Fermeture du chantier :**

##### **Entreprise principale**

L'ensemble du chantier (zones de travaux, installations de chantier, zone de stockage) devra être en permanence clos et inaccessible aux personnes étrangères au chantier.

Les clôtures de chantier, avec portail d'accès, elles seront constituées de :

- Palissade pleine de 2,00m de haut, fixées entre elles, compris portail d'accès avec fermeture, et tout dispositif de contreventement nécessaire.
- Sur ces clôtures, seront apposés la signalisation réglementaire :  
« **Chantier interdit au public** » et « **Port du casque de chantier obligatoire** »

#### **3.4.1.2 Cantonnements :**

- Installés pendant la période de préparation du chantier
- Les cantonnements seront de capacité suffisante pour accueillir **130 PERSONNES**

• **Les travaux ne pourront commencer qu'après la mise en place des installations de chantier qui feront l'objet d'articles spécifiques dans le PPSPS de l'entreprise chargée de leur mise en place**

- Maintenus en place pendant tout le chantier jusqu'à la réception des travaux, et entretenus.
- Ils seront raccordés aux réseaux d'alimentation eau, électricité et raccordés aux réseaux EP et EU
- Un PV de conformité des installations électriques sera à fournir au plus tôt
- Pour des chantiers de courte durée, et pour une quantité limitée de personnel, il sera admis le principe de « roulotte autonome de chantier » d'une capacité maximale de 4 personnes/unité.

Il est impératif que le respect des mesures et des réglementations locales et générales soient strictement respectés.

A cet effet, il doit être mis en place toutes signalisations réglementaires pour indiquer, signaler et protéger la zone du chantier de la voie publique.

En tout état de cause, la priorité est toujours de privilégier la sécurité des riverains et de maintenir des conditions optimales de circulations.

Les travaux s'effectuent pendant les heures prévues aux Règlement Sanitaire Départemental, et conformément aux arrêtés préfectoraux pris pour la protection contre le bruit.

Les engins et machines seront donc conformes aux réglementations en vigueur en matière de limitation du niveau sonore.

Toutes les opérations risquant de provoquer des nuisances et, donc de perturber, doivent faire l'objet d'une concertation entre l'entreprise concernée, le Maître d'Œuvre et le coordonnateur SPS.

### **3.4.1.3 Voies et aires de chantier**

**L'entreprise principale** aura à sa charge les demandes d'autorisations d'installations sur les voiries publiques et la mise en œuvre de ces installations (signalisations provisoires de chantier, barrières, passerelles, etc.)

La composition des voies de chantier doit permettre la circulation de tout type d'engins (13 T à l'essieu). Ces voies seront constituées de matériaux résistants aux variations de températures et pouvant évacuer les eaux de pluies résiduelles. (Voir chapitre 2.1.8 – Protection des ouvrages tiers de la N.O.C)

L'entretien des voies et aires de chantier est à la charge de **l'entreprise principale**

Pour limiter les nuisances de poussières et de salissures des voies publiques, les voies à l'intérieur de l'emprise du chantier seront régulièrement arrosées en période sèche et nettoyées en toute période.

#### **Voiries extérieures au chantier**

Les signalisations de sécurité et d'orientation aux abords du chantier seront mises en place par **l'entreprise principale**

En cas de dégradation des voies, les entreprises concernées devront la remise en état. En cas d'impossibilité d'identification du ou des responsables, les travaux de reprises seront imputés au titre des dépenses communes du compte prorata, sur simple arbitrage du maître d'Œuvre et du pilote.

Ces entreprises devront assurer, si nécessaire et à la moindre injonction des services chargés de la gestion des voiries, le nettoyage des voies empruntées par les véhicules desservant le chantier. Elles feront leur affaire du personnel et des engins nécessaires (balayeuses, arroseuses...). En période de gel et de verglas, le sablage et l'épandage de sel sur ces voies incombent également à ces entreprises.

### **3.4.1.4 Stationnement sur chantier**

Le stationnement dans l'enceinte du chantier est interdit sauf dispositions particulières concertées avec le maître d'Ouvrage et le maître d'Œuvre. Tout véhicule en infraction pourra être enlevé aux frais du contrevenant, celui-ci restant seul responsable des conséquences de cette infraction.



### 3.4.1.5 Dévoisement des circulations piétonnes et routières

L'entreprise chargée de la mise en place de la clôture a à sa charge les dispositions de dévoiement des piétons au de part et d'autre de l'emprise chantier. Le maintien de la circulation publique ou privée pendant les travaux avec une priorité aux usagers des voiries.

L'entreprise chargée de la mise en place de la clôture a à sa charge les dispositions de dévoiement des piétons au de part et d'autre de l'emprise chantier. Le maintien de la circulation publique ou privée pendant les travaux avec une priorité aux usagers des voiries.

Il est impératif que le respect des mesures et des réglementations locales et générales soient strictement respectés.

A cet effet, il doit être mis en place toutes signalisations réglementaires pour indiquer, signaler et protéger la zone du chantier de la voie publique.

En tout état de cause, la priorité est toujours de privilégier la sécurité des riverains et de maintenir des conditions optimales de circulations.

Les travaux s'effectuent pendant les heures prévues aux Règlement Sanitaire Départemental, et conformément aux arrêtés préfectoraux pris pour la protection contre le bruit.

Les engins et machines seront donc conformes aux réglementations en vigueur en matière de limitation du niveau sonore.

Toutes les opérations risquant de provoquer des nuisances et, donc de perturber, doivent faire l'objet d'une concertation entre l'entreprise concernée, le Maître d'Œuvre et le coordonnateur SPS.

### 3.4.1.6 Dispositions prises pour limiter l'accès aux seules personnes autorisées, Astreinte, Gardiennage et Surveillance

Une liste nominative des salariés sera remise au Maître d'Œuvre, et consignée sur un cahier d'émargement au poste de garde.

Contrôle d'accès par badge : Ce badge comportera les renseignements suivants : nom et prénom ; nom de la société ; photographie de l'ouvrier.

Port de vêtements de travail au nom de l'Entreprise.

Identifications des engins, véhicules et matériels

Le personnel des entreprises, y compris sous-traitants et travailleurs indépendants, doivent prendre connaissance, dès leur arrivée, de l'organisation générale du chantier.

L'Entreprise devra désigner une personne responsable chargée de la diffusion de l'information.

Le nom de ce responsable sera mentionné sur la fiche entreprise adressée au Maître d'ouvrage, Coordonnateur SPS, et au Maître d'Œuvre.

Chaque entreprise intervenante indiquera dans son PPSPS les dispositions qu'elle compte mettre en place (ou utiliser) pour assurer l'accueil et l'information des intervenants.

Chaque entreprise intervenante, y compris sous-traitants et travailleurs indépendants, désignera une personne responsable du contrôle d'accès.

Au cas où le personnel viendrait à changer, les entreprises devront faxer cette nouvelle liste ou la donner au chef de chantier ou conducteur de travaux avant de venir sur le chantier, 48h00 au préalable minimum.

Toute nouvelle personne ne faisant pas partie de ce registre se verra interdire l'accès.

Les salariés devront être inscrits sur le registre unique du personnel de chaque entreprise, conservé à l'entreprise. Le registre devra être présenté au Coordonnateur de sécurité et aux organismes de prévention dès que ceux-ci en feront la demande.

Les salariés de chaque entreprise devront avoir sur eux leur carte d'identité ou passeport. Chaque entreprise devra fournir à chacun de ses employés la carte d'activité professionnelle.

**Les agents trafic et de gardiennage** veilleront tout particulièrement au bon fonctionnement de la circulation publique au droit de ce point d'accès ou de sortie.

Conformément au PGC et au projet d'installation de chantier, les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions maximales de propreté et de sécurité.

Lors d'intervention en dehors des horaires normaux de chantier (nuit ou week-end), une présence de l'encadrement de l'entreprise titulaire du marché sera nécessairement prévue pour l'encadrement de ses sous-traitants et/ou fournisseurs.



Ce représentant prendra toutes les dispositions nécessaires, en accord avec le représentant du CSPS et ensuite avec un représentant du Maître d'Ouvrage, pour procéder immédiatement à la remise en situation normale des ouvrages tant sur le plan de la sécurité que sur la pérennité des ouvrages.

Le recours à des travaux de nuit est défini et régi par les articles L.3122-29 et suivants du Code du travail, le travail de nuit est un mode d'organisation du travail auquel le recours doit être « exceptionnel », justifié par la nécessité d'assurer la continuité de l'activité économique et prendre en compte les impératifs de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs (C.T., art. L. 3122 32). Sa mise en œuvre nécessite le support d'une convention collective de branche ou d'un accord collectif d'entreprise (C. trav. art. L. 3122 33).

• Le recours au travail de nuit est exceptionnel. Il prend en compte les impératifs de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs et est justifié par la nécessité d'assurer la continuité de l'activité économique ou des services d'utilité sociale. C. trav. art.L. 3122-32

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'imposer la mise en place d'Agents de Sécurité supplémentaire pour répondre à tout constat de dysfonctionnement relatif à la Sécurité des Ouvriers. Dans ce cas, l'Entreprise Titulaire du Gardiennage au moment des travaux proposera l'Intervenant pressenti à l'agrément du Maître d'Ouvrage et du Coordonnateur S.P.S.

**L'entreprise principale** aura à sa charge, en phase TCE, la mise en place d'un bureau de gardiennage et d'un bureau trafic qui sera installé sur la base vie de chantier

### **3.4.1.7 Schéma d'organisation et de suivi des déchets :**





Les entreprises doivent fournir un document qui sera soumis au visa du Maître d'Œuvre pendant la période de préparation dans lequel elles s'engagent sur :

- Les centres de stockages ou centres de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer.
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets.
- Les moyens de contrôles, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux
- Les matériaux, déchets et gravats impropres à une réutilisation sur le site doivent être évacués au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Pour ceux destinés à être réutilisés, ils devront être stockés impérativement dans l'enceinte du chantier. Les zones de stockages seront indiquées sur le plan d'installation de chantier en fonction de leur nature.

### **3.4.1.8 Manutentions mécanisées :**

Afin de limiter les manutentions manuelles, il faudra privilégier les moyens mécanisés pour tous les approvisionnements de matériels et/ou de matériaux :

-  Les manutentions se feront à la(es) grue(s) de chantier, ou engin(s) de levage (engins et appareils conformes)
-  La mise en place de lifts sera obligatoire dès que le bâtiment aura plus de 4 étages
-  Des recettes seront à poser au fur et à mesure, selon les besoins, conformes aux « mise en place des PTE »
-  Les ascenseurs seront à poser et opérationnels avant le départ de la grue

### **3.4.1.9 Prestations SCALP et METAH**

**Définition des sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, appareils de levage, accès provisoire et installations générales**

Le maître d'ouvrage applique et fait appliquer les principes généraux de prévention. Il doit aussi superviser la coordination SPS sur ses chantiers afin :

- de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises
- de prévoir l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives

Sous l'impulsion du maître d'ouvrage, la mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur ainsi que celle des moyens de transport, levage, manutention des matériaux et de livraison à pied d'oeuvre doivent donc être prise en compte par la maîtrise d'oeuvre et le coordonnateur SPS dès le début de la conception de l'opération.

Afin de préserver la santé et la sécurité des différents intervenants pendant les travaux, le MOA fait intégrer par le MOE et le CSPS des prestations spécifiques dans l'opération dite :

· **SCALP** : « Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'oeuvre » pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles

· **METAH** : « Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur » pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur

L'objectif visé consiste à mettre à disposition des corps d'état concernés pendant toute la durée du chantier, des moyens communs de prévention de ces risques tels que :

- les dispositifs de protections collectives pour les travaux en hauteur
- les plateformes de travail pour les travaux en hauteur et leurs accès
- les moyens de transport des personnes pour accéder aux ouvrages et à pied d'oeuvre
- les moyens de transport, levage, manutention des matériels, matériaux et équipements techniques pour approvisionner dans les ouvrages et distribuer à pied d'oeuvre
- les aménagements de circulation et les infrastructures pour les stockages et le stationnement
- les moyens d'évacuation des déchets produits durant le chantier

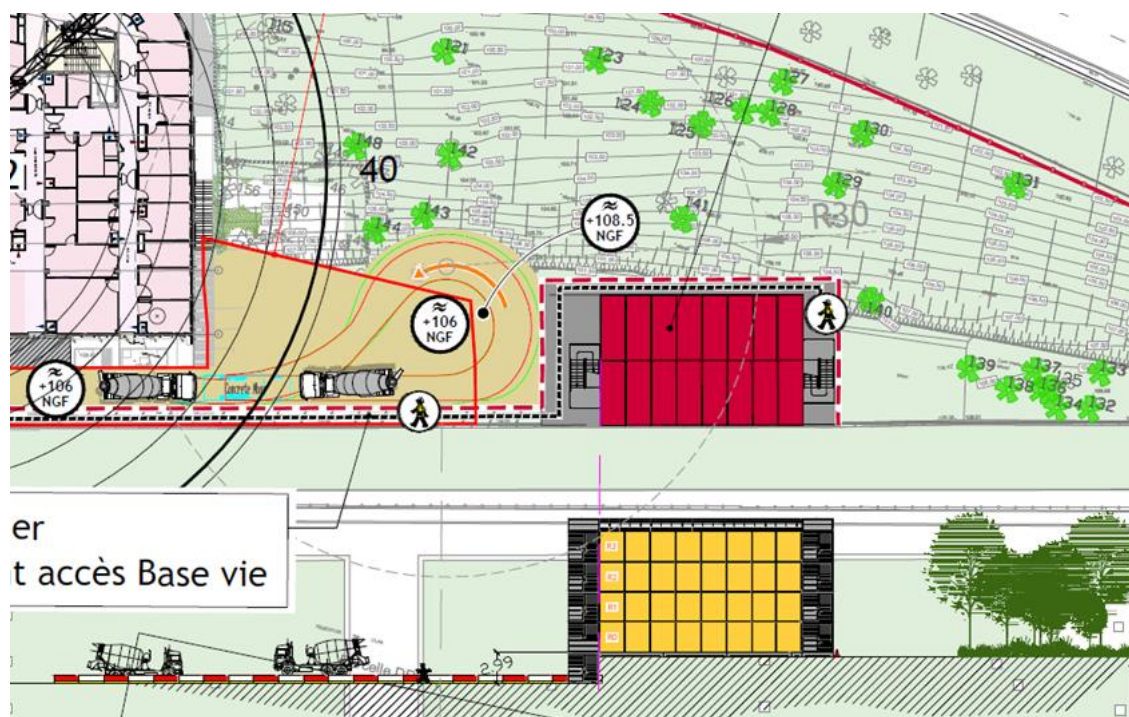
### 3.4.2 Éléments imposés ne pouvant être modifiés

Éléments à faire figurer et à respecter obligatoirement par l'entreprise réalisant le Plan d'Installation de Chantier définitif **pour 130 PERSONNES** et à modifier selon le nombre d'intervenants sur site

Articles : R4228-1, R4533-1 à R4533-5, R. 4228-2 à R. 4228-7, R. 4228-10 à R. 4228-18, et R4534-137 à R4534-145)

TACHES	DEFINITION	EFFECTUE PAR	DEPENSE A LA CHARGE DU
Zone circulation des véhicules, zone de parking, et zone de stockage	Suivant plan d'installation Entretien	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Branchement eau potable, et comptage	Consommation eau	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Branchement électrique chantier	Suivant besoin du chantier	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Téléphone, et moyens de communication	Selon prescriptions ci-après	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Clôtures périphériques des installations Clôtures de chantier	Hauteur 2 mètres, selon prescriptions Maintenance et entretien	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Fermeture et ouverture journalière du chantier : portail et accès du personnel	Selon prescriptions ci- avant	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Salle de réunion pour NOC 5.2. voir 5.5. (personnes maximum), destinée aux réunions hebdomadaires	Avec table et chaises, possibilité d'affichage des plans, avec casiers pour les documents chantier, téléphone et fax, éclairage, chauffage et climatisation Équipé en mobilier, avec téléphone de secours, éclairage, chauffage et climatisation	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
<b>CABINET D'AISANCE, &amp; URINOIRS :</b> W.C., lavabos et douches pour travaux salissants CT /R4228-11 & R4228-12	Un cabinet et un urinoir pour 20 salariés, équipés en matériels et produits nécessaires Cabinet avec poste d'eau aux installations principales chauffés et aérés.	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale

<b>SANITAIRES</b> Avec eau Potable, eau de Toilette et eau Chaude : CT- R4228-22. Douches : CT- R4228-8	Un robinet d'eau potable, fraîche et chaude Pour 10 personnes prenant leurs repas Les douches sont obligatoires pour tous Chantiers où s'effectuent des travaux insalubres et salissants (1 pour 8 travail.)	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Vestiaires : CT- R 4228-6.	<b>Avec armoires individuelles chauffantes</b> pour chaque ouvrier, chauffé et ventilé (surface suivant stipulations du code du travail) pour 130 personnes	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Entretien des locaux de la base vie et salle de réunion	Une fois par jour minimum avec approvisionnement régulier en consommables	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Bennes à déchets : mise en place et gestion des évacuations	A chaque fois que nécessaire	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Nettoyage du chantier	Evacuation quotidienne des gravats de chaque entreprise	Chaque Entreprise	Chaque Entreprise
Distribution électrique	Armoires de distribution avec protections différentielles 30MA suivant normes C 15 100	L'Entreprise Principale	L'Entreprise Principale
Vérification des installations électriques	Par organisme compétent suivant stipulations du code du travail - installation générale et cantonnements	Bureau de contrôle	L'Entreprise Principale



Chaque entreprise nettoiera ses postes de travail en opérations quotidiennes de débarrasages des outillages inutiles, des restes de matériaux inutilisés/des emballages/palettes/films/cartons/papiers/des gravois et nettoyage des accès et Cheminements.

Tout au long du projet, chaque entreprise présente sur le chantier est responsable du devenir de ses déchets

#### Installations secondaires :

- 1 coffret électrique à chaque niveau des bâtiments, **mise en place et maintenance par le lot « entreprise principale »**; ces coffrets feront l'objet d'un PV de conformité délivré par un organisme agréé
- **L'entreprise principale sera chargée** de la mise en place et de la maintenance de l'éclairage des postes de travail (CRAMIF N19)
- Les systèmes de chauffage ponctuels nécessaires aux lots de Second Œuvre seront à la charge de **l'entreprise du lot « entreprise principale »** les dépenses de consommation seront portées au Compte Prorata

### 3.4.2.1 Charte « Chantier Vert »

Tous les moyens seront mis en œuvre pour limiter les consommations en énergies sur le chantier conformément à la charte :

### 3.4.3 Eléments proposés pouvant être modifiés


Eléments à faire figurer et proposés par le maître d'œuvre arrêtés en concertation avec le coordonnateur SPS, à prendre en compte ou à modifier par l'entreprise suivant :


- Ses besoins propres, liés à ses matériels et méthodes.
- Ses besoins spécifiques de l'ensemble des entreprises.




Dispositions à réaliser	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
<b>Sanitaires et vestiaires spécifiques indépendant</b>			
Pour personnel féminin, si nécessaire	L'Entreprise Principale	Toutes les entreprises	Article R4228-10

## 4 Mesures de coordination (R4532-44-3°)

P

Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
<b><u>Risques liés aux accès au chantier</u></b>  . Heurt . Collision . Ecrasement	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'entrepreneur sera responsable du respect des itinéraires et des accès par son personnel, ses fournisseurs et sous-traitants</li> <li>Ses véhicules seront garés sur les parkings aménagés à cet effet.</li> <li>L'accès au chantier par les véhicules particuliers du personnel d'exécution est strictement interdit.</li> <li>Les entreprises s'engagent à fournir à leurs salariés, une tenue de chantier permettant de savoir de quelle entreprise ils dépendent (logo et/ou nom de l'entreprise sur la tenue).</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Loi Du 10/04/2014  Décret du 31/03/2015  Décret du 22/03/2016
	<b>Dispositions relatives aux voiries</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pose, Maintenance et Entretien de la signalisation des différentes zones de chantier</li> <li>Les accès au chantier seront signalés comme tels. Des panneaux de jalonnement signaleront les différents accès. Le plan des accès sera établi par l'entrepreneur mandataire, dès l'ouverture du chantier, il servira en cas d'accident nécessitant l'intervention des services de secours, à réduire le temps d'intervention de ceux-ci en évitant une recherche des entrées sur chantier</li> <li>Les circulations piétonnes seront indépendantes des zones de circulation d'engins, par la création de cheminements signalés et sécurisés par des barrières de ville, compris entretien permanent</li> </ul>	L'Entreprise Principale	Toutes les Entreprises	
	<b>Signalisation sur les voies</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Conforme Au règlement de Voirie</li> <li>Conforme Au guide technique de signalisation Temporaire sur voirie urbaine</li> <li>Conforme Aux arrêtés de voirie demandés aux organismes compétents</li> </ul>	L'Entreprise Principale	Toutes les entreprises	(JO du 30 janvier 1993)
<b><u>Circulation des engins</u></b>  . Heurt . Collision . Ecrasement	<b>D'une manière générale, qu'il s'agisse d'engins ou de véhicules de chantier, les véhicules mobiles de chantier doivent être particulièrement visibles et reconnaissables.</b>  <b>Mesures minimums à respecter</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Accès interdit à toute personne étrangère au chantier</li> <li>Respecter la signalisation et le balisage en place.</li> </ul>  Les conducteurs seront soumis aux règles de circulation des piétons dès lors qu'ils descendent de leur engin ou véhicule et emprunter les accès et cheminements réservés aux piétons <ul style="list-style-type: none"> <li>Obligation d'être équipé de gyrophare allumé et signal de recul</li> </ul>	Toutes les entreprises concernées	Toutes les entreprises	

<b><u>Circulations PL</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Heurt</li> <li>• Collision</li> <li>• Ecrasement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les stationnements en dehors des zones prévues à cet effet seront rigoureusement interdits (livraisons planifiées)</li> <li>• Les entrées et sorties des zones de travaux seront accompagnées de guide et/ou protégées par une signalisation adéquate</li> <li>• Les camions de chantier seront obligatoirement dotés d'un signal sonore de recul, d'un témoin de « benne levée » installé en cabine, la circulation benne levée étant strictement interdite.</li> <li>• La vitesse sur chantier ne devra pas excéder 15KM/H   Les camions non équipés de ces dispositifs seront interdits d'accès</li> <li>• Livraisons importantes planifiées 15 jours à l'avance</li> <li>• Les conducteurs devront posséder un certificat d'aptitude correspondant à la catégorie de l'engin.</li> <li>• Les engins et/ou véhicules devront respecter une distance de sécurité de 50m entre eux</li> <li>• Tout engin ou véhicule immobilisé devra être signalé dans les plus brefs délais</li> <li>• Les conducteurs seront soumis aux règles de circulation des piétons dès lors qu'ils descendent de leur engin ou véhicule</li> </ul>	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Code de la route
<b><u>Circulation extérieure au site</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Co-activités</li> <li>• Environnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des dispositions seront prises selon les arrêtés de voirie demandés <b>par l'entreprise principale</b>. quant à l'interdiction de stationnement et la mise en place de signalisation correspondante, afin d'approvisionner le chantier sans risque</li> <li>• Mettre en place la signalisation d'approche et de position conformes</li> </ul>	L'Entreprise Principale	Toutes les entreprises	Code de la route
<b><u>Travaux simultanés</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Heurt</li> <li>• Collision</li> <li>• Ecrasement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Obligation de porter un casque de chantier</li> <li>• Obligation de respecter le phasage des travaux</li> </ul>	Toutes les Entreprises	Toutes les Entreprises	
<b><u>Circulations piétonnes</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Heurt</li> <li>• Collision</li> <li>• Ecrasement</li> </ul>	<b>Signalisation sur les voies :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conforme Au règlement de Voirie</li> <li>• Conforme Au guide technique de signalisation Temporaire sur voirie urbaine,</li> <li>• Conforme Aux arrêtés de voirie demandés aux organismes compétents</li> <li>• Cheminement sécurisé à mettre en place par barrières de chantier</li> <li>• Dévoisement du cheminement piéton, avec mise en place de passage protégé provisoire</li> </ul> <b>Dispositions relatives aux voiries</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pose, Maintenance et Entretien de la signalisation des différentes zones de chantier</li> </ul>	L'Entreprise Principale	Toutes les entreprises	Arrêté de circulation
<b><u>Circulations verticales</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Heurt</li> <li>• Chute de hauteur</li> <li>• Ecrasement</li> <li>• Chute d'objet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le phasage des travaux sera réalisé de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches</li> <li>• Les surfaces situées à l'aplomb des zones de travail en élévation (échafaudage, levage, manutentions, ...), seront interdites d'accès au moyen de dispositifs de protections collectives (garde-corps ou similaires)</li> </ul>	Toutes les Entreprises	Toutes les entreprises	
<b><u>Accès provisoires de chantier</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Heurt, Ecrasement</li> <li>• Chutes de hauteur et d'objet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'utilisation d'échelles comme moyen d'accès est réservée pour les accès.</li> <li>• Tout accès provisoire devra être conforme aux normes et règles de sécurité et en aucun cas être précaire dans sa conception et ses matériaux</li> <li>• Pour des accès réguliers mettre en place des tours escaliers ou échelles à crinoline</li> </ul>	Toutes les Entreprises	Toutes les entreprises	

<p><b><u>Secours</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Heurt</li> <li>• Collision</li> <li>• Accès des secours</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en place un « point de rencontre » en concertation avec les services d'urgence (pompiers), à charge <b>de L'Entreprise Principale</b></li> <li>• Secouriste repérable (casque, baudrier spécifique)</li> </ul> <p> <b>1 secouriste pour 10 personnes</b></p> <p> <b>Avec un minimum de 1 secouriste par équipe (y compris pour les sous traitants)</b></p> <p> <b>ARRÊT DE CHANTIER SI ABSENCE DE SST</b></p>	<p>Toutes les Entreprises</p>	<p>Toutes les entreprises</p>	
--	--	-----------------------------------	-----------------------------------	--



**Dispositions concernant les conditions de stockage, de manutention des matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne les interférences des appareils de levage sur le chantier ou à proximité ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles (R4532-44-3°-b)**

Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
<b>Modalités d'intervention</b> • Co-activités • Interférences	<b>Toute utilisation de grue mobile ou non, ou d'engin de levage, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable, lors des réunions de chantier, au près du MOE et du CSPS</b>	Entreprise Intervenante	Toutes les entreprises	
<b>Manutentions aux grues mobiles, utilisation de PEMP et/ou Nacelles et engin de levage</b>  • Heurt • Ecrasement • Déversement • Co-activités • Installations des engins • Interférences • Collision • Chutes d'objet	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation, qualification et habilitation des personnes appelées à les conduire</li> <li>Dossier de conformité et vérifications réglementaires périodiques tenu à disposition sur chantier (grue, nacelle, camion grue, ..)</li> <li>Désignation d'un chef de manœuvre pour chaque levage</li> <li>Désignation d'aides de manœuvres pour les endroits non visibles, et pouvant communiquer (radios, gestes)</li> <li>Guidage et manutentions en s'assurant de l'absence de personnes sous les charges</li> </ul> <b>Grue, Grue mobile, GMR, ...</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>PV contrôle périodique &gt;6 mois + habilitation de conduite d'engin</li> <li>PV de vérification du raccordement électrique</li> <li>PV de conformité de montage</li> <li>Balisage de la zone d'évolution</li> <li>Vérification des appareils</li> <li>Balisage de la zone d'évolution en pied de grue</li> <li>PV de mise à disposition pour la mise en commun de moyens</li> </ul> <b>Camion grue mobile</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Plate-forme de mise en station compatible avec les charges à soulever.</li> <li>PV contrôle périodique &gt;6 mois + habilitation de conduite d'engin</li> <li>Autorisation de conduite correspondant à la catégorie d'engin utilisé</li> <li>Balisage de la zone d'évolution</li> </ul> <b>Nacelle élévatrice</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Chemin de roulement compatible avec les travaux à réaliser.</li> <li>PV de contrôle périodique &gt;6 mois + habilitation de conduite d'engin</li> <li>Respect de la R386 concernant le maniement en sécurité</li> <li>Autorisation de conduite correspondant à la catégorie d'engin</li> <li>Balisage de la zone d'évolution</li> </ul> <b>Chariot élévateur ou pelle hydraulique</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>PV de contrôle périodique &gt;6 mois + habilitation de conduite d'engin.</li> <li>Balisage de la zone d'évolution de l'engin.</li> <li>Autorisation de conduite correspondant à la catégorie d'engin</li> </ul>	Toutes les Entreprises	Toutes les entreprises	Articles R4323-23 R4323-24 R4323-25  R4534-15 à R4534-20  Recommandations CRAM :  R 389 R 390 R 386 R 372M <b>R 495</b>







<b>Manutention manuelle</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Douleurs dorsales</li> <li>• Ecrasement</li> <li>• Heurt</li> <li>• Blessure</li> <li>• Maladie professionnelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les manutentions manuelles seront limitées. Les opérations de manutention devront être organisées avec des effectifs suffisants ayant reçu une formation spécifique aux gestes et postures et équipé de protections individuelles réglementaires.</li> <li>• Prévention des TMS (Troubles MusculoSquelettiques) par l'emploi d'outils portatifs adaptés à l'homme.</li> </ul>	Toutes les Entreprises	Toutes les entreprises	Articles R4541-1 à R4541-4
<b>Zones de stockage</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Heurt</li> <li>• Ecrasement</li> <li>• Déversement</li> <li>• Co-activités</li> <li>• Chutes d'objet</li> <li>• Encombrement des accès, des circulations</li> </ul>	<p><b>La zone de stockage est indiquée sur le plan de chantier. La coordination des stockages sera assurée par L'Entreprise Principale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> <li>• Tout stockage non défini sera enlevé, sans délai, aux frais de l'entrepreneur concerné</li> <li>• Des recettes à matériaux pourront être mises en place (écluses) aux étages</li> <li>• Les zones de stockage, par niveau, seront limitées en quantité (portance des dalles à respecter)</li> <li>• Les matériaux excédentaires seront évacués à l'avancement</li> <li>• Le nettoyage des zones de chantier sera à la charge de chaque entreprise intervenante</li> <li>• Le stockage de matériels et matériaux ne doit pas encombrer les zones de circulations, les postes de travail</li> <li>• Tout dépassement des limites consenties est interdit. Le sol de la zone sera protégé si nécessaire et celle-ci sera ceinturée par une clôture selon les obligations du clos et indépendant.</li> <li>• Les entreprises établiront un plan de distribution intérieure (conteneurs, rack, déchargement, préfabrication etc....).</li> <li>• L'entreposage de produits ou de matériels dangereux devra faire l'objet d'une information préalable transmise au Maître d'Œuvre. Ces éléments seront reconnaissables, identifiés et stockés séparément dans un endroit prévu à cet effet et équipé de dispositifs de sécurité et de protections recommandés par le fabricant.</li> </ul>	Entreprise Principale	Toutes les entreprises	

Dispositions concernant les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres (R4532-44-3°-d)  
Dispositions concernant les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés (R4532-44-3°-e)

Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
<b>Risques liés au stockage et à l'élimination des produits</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Intoxication</li> <li>• Pollution accidentelle</li> <li>• Explosion</li> </ul>	<p><b>Conditions de stockage, d'élimination et/ou d'évacuation des déchets</b>            Le tri des déchets sera fait selon la réglementation à l'aide de bennes spécifiques identifiées avec pictogrammes, selon la nature des déchets, par l'entreprise du lot G.O.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Si nécessité, les produits dangereux devront être stockés et/ou évacués ; soit dans des zones très limitées et précises, soit en décharge contrôlée ; prévues à cet effet.</li> <li>⇒ Dans le cas où ces déchets sont stockés sur site, ils le seront dans des containers non combustibles, fermés, parfaitement ventilés, comportant un extincteur approprié de lutte contre l'incendie.</li> <li>⇒ L'entreprise principale assurera la propreté de l'aire d'entreposage des déchets</li> </ul> <p><b>L'installation comprendra :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une aire de manœuvre des camions pour l'enlèvement et la dépose des bennes</li> <li>• Une aire pour au moins 3 bennes (7 à 20m3)</li> <li>• Une aire de stockage</li> </ul> <p><b>L'entreprise titulaire devra :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Se chargera de la collecte, du transport et de l'optimisation technique, économique et réglementaire vers les filières de tri, d'élimination ou de valorisation</li> </ul> <p><b>Prescriptions pour les autres entreprises :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les entreprises déposeront leurs déchets pré triés dans les bennes mises à disposition</li> <li>• Chaque entreprise pourra, dans la limite de la surface disponible, installer dans la zone de stockage ses propres containers de chantier pour le stockage de son matériel (les besoins seront précisés dans les PPSPS)</li> </ul> <p><b>Autres prescriptions :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaque entreprise assurera quotidiennement le nettoyage de ses zones de travaux et évacuera régulièrement ses gravats, vers les bennes prévues</li> <li>• Toute entreprise utilisatrice de substance et de matière dangereuse fera évacuer en décharge agréée, les emballages, produits souillés et autres éléments pollués suivant les indications du fabricant, portées sur la fiche de données de sécurité.</li> <li>• Les fiches de données sécurité seront jointes en annexe au PPSPS des entreprises concernées</li> <li>• Les postes de travail employant des substances dangereuses, nocives ou sujettes à empoussièrement seront ventilées naturellement ou mécaniquement</li> </ul> <p><b>Tout brûlage sur le chantier de quelconque matériau est rigoureusement interdit</b></p>	<p>L'Entreprise Principale</p> <p>Toutes les Entreprises</p>	<p>Toutes les entreprises</p>	<p>Circulaire du 15/02/00 sur la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment</p> <p>Décret du 13/07/94 relatif aux déchets des emballages industriels</p>

## Dispositions concernant l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et des installations électriques (R4532-44-3°-f)


Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
<p><b><u>Mise en place et maintien des protections collectives</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Blessure physique</li> <li>• Ecrasement</li> <li>• Heurt</li> <li>• Chute de hauteur</li> <li>• Chute de plain pied</li> <li>• Co-activité</li> </ul>	<p>La mise en place de l'ensemble des protections collectives nécessaires à la réalisation des travaux jusqu'à la réception de l'ouvrage définitif, <b>est à la charge de l'entreprise principale qui en assurera leurs maintenances pendant toute la durée des travaux.</b></p> <p>Les protections collectives sont toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entreprise</p> <p>Elles ne peuvent être déposées que dans les cas suivants :</p> <p> Après la disparition du risque,</p> <p> Après la mise en place de la protection définitive prévue au projet,</p> <p> Après la mise en place d'un autre dispositif provisoire d'une efficacité équivalente</p> <p><b>Garde-corps</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les rives de l'ensemble des plates-formes de travail sujettes au risque de chute de hauteur devront comporter des garde-corps réglementaires, de 1.10m avec plinthe de pieds, quelle que soit la hauteur de la dénivelée</li> <li>• Pose à l'avancement des garde-corps en périphérie des zones de travail</li> <li>• Les protections collectives seront de couleur spécifique (rouge) et ne devront en aucun cas être déposées sans validation du CSPS</li> <li>• Il sera préféré la mise en place des garde-corps définitifs (si prévus en phase conception)</li> </ul> <p><b>Echafaudages de pieds :</b></p> <p>Rappel des principaux points concernant le montage d'échafaudage de pieds</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sous l'autorité d'un chef monteur</li> <li>• Personnel habilité au travail au harnais (CQP de monteur)</li> <li>• Avec plan de montage, et note de calcul</li> <li>• PV de réception entre le monteur et l'utilisateur en fin de montage</li> <li>• Stabilité des équipements en phase provisoire</li> <li>• PV de mise à disposition pour la mise en commun de moyens</li> </ul> <p>Ainsi une protection collective devra être systématiquement recherchée, pour chaque mode opératoire, et formalisée lors de l'établissement de chaque PPSPS</p> <p>En cas d'impossibilité technique dûment justifiée, l'utilisation d'une protection individuelle pourra être validée par le CSPS. L'entreprise devra donc préalablement décrire et motiver sa demande lors de la rédaction de la procédure d'intervention correspondante, dans son PPSPS. Dans le cas contraire, elle ne sera pas autorisée à intervenir</p>	<p>L'Entreprise Principale</p> <p>L'Entreprise Principale</p> <p>Entreprise spécialisée</p> <p>Toutes les entreprises</p>	<p>Toutes les Entreprises</p>	<p>CNAMTS R408</p> <p>Articles R4323-69 à R4323-80</p> <p>Article R4323-58</p>

<b>Utilisation de protections individuelles contre les chutes de hauteur, si protections collectives impossibles</b>  .	<b>HARNAIS +LONGE ET/OU « STOP CHUTE »</b>  Dans l'hypothèse où aucun autre moyen de protection n'est possible, le personnel de l'entreprise travaillant sur les parties du chantier exposées aux chutes de hauteur sera doté d'un harnais d'antichute et d'un système de liaison (système antichute ou système avec longe et absorbeur d'énergie et point d'ancrage réglementaire adapté).	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	CNAMTS R166 et R167bis  Article R4323-62								
<b>Risques liés à l'installation électrique générale</b>  Risques : • Electrisation • Incendie • Brûlures	<b>L'alimentation générale comprendra :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les lignes électriques à partir du ou des points d'alimentation</li><li>• L'armoire générale de chantier</li><li>• Armoires principales conforme aux normes et comportant des alimentations séparées pour l'éclairage et les armoires secondaires de chantier</li></ul> <b>L'alimentation électrique du chantier comprendra :</b> Des coffrets secondaires de distribution basse tension, mises en place à partir de chaque armoire principale, et maintien, selon l'avancement des travaux, et besoins à définir, sachant que chacun devra couvrir au maximum un rayon de 25 m, sur pieds ou fixés verticalement Armoires de distribution avec protections différentielles 30mA, suivant norme C15100 Les coffrets seront équipés d'un dispositif de protection différentielle à haute sensibilité assignée au moins égale à 32 ampères, de 4 prises de courant 2 x 10/16 A+T, et d'une prise de courant 3x20 A+T	L'Entreprise Principale	Chaque entreprise	Articles R4324-21 R4324-22  Décret N° 88-1056 du 14 Novembre 1988 et ses textes  Fiche G1F0189 OPPBTP								
<b>Procédure d'habilitation du personnel devant intervenir sur le réseau électrique BT ou HT</b>  Risques : • Electrisation • Brûlures	<b>Vérification des installations électriques</b> L'ensemble des installations électrique du chantier (HT et BT) devra être vérifié, en respect des dispositions réglementaires avant mise en service, puis tous les 12 mois Le rapport de vérification sera transmis dans les meilleurs délais au coordonnateur.	Réalisée par organisme compétent pour l'entreprise	Chaque entreprise									
<b>Eclairage de chantier/ Chauffage des postes de travail</b>  Risques : • Chute de plains pieds • Collision et heurt • Chute de hauteur	Les entreprises intervenantes sont tenues d'appliquer la procédure d'habilitation des électriciens conformément aux dispositions des publications UTEC18510 & C18.530. Il est rappelé que tout titre d'habilitation doit être justifié par une formation appropriée et un contrôle des connaissances acquises L'exécution des raccordements électriques, ainsi que la neutralisation et coupure de tout ou partie du réseau, sera confiée à du personnel doté des habilitations prévues par la norme,	L'Entreprise Principale	Chaque entreprise									
	Rappel à titre indicatif, des conditions minimales à satisfaire : <table><tr><th>Lieux de travail et Nature de l'activité</th><th>Valeur minimale d'éclairage</th></tr><tr><td>• Postes de travail permanents en zone confinée</td><td>200 Lux</td></tr><tr><td>• Circulation</td><td>50 Lux</td></tr><tr><td>• Postes de travail avec usage machine dangereuse</td><td>120 Lux</td></tr></table>	Lieux de travail et Nature de l'activité	Valeur minimale d'éclairage	• Postes de travail permanents en zone confinée	200 Lux	• Circulation	50 Lux	• Postes de travail avec usage machine dangereuse	120 Lux	L'Entreprise Principale	Chaque entreprise	Articles R4223-1 à R4223-5  DECRET N° 83-721 du 2 AOUT 1983  Fiche G1F02 OPPBTP
Lieux de travail et Nature de l'activité	Valeur minimale d'éclairage											
• Postes de travail permanents en zone confinée	200 Lux											
• Circulation	50 Lux											
• Postes de travail avec usage machine dangereuse	120 Lux											

#### 4.1 Mesures relatives à l'activité et l'environnement du site (R4532-44-4°)

Risques potentiels	Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
<b><u>Risques liés à la circulation riveraine au droit du chantier</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Blessure physique</li> <li>• Ecrasement</li> <li>• Heurt</li> <li>• Chute</li> <li>• Co-activité</li> </ul>	<p>Les entrepreneurs prendront les mesures nécessaires afin de ne pas générer de nuisances (bruits, poussières, salissures) et maintenir l'accès permanent aux propriétés riveraines. Une information des riverains est conseillée avant le début des travaux.</p> <p>L'entreprise responsable de l'installation de chantier devra prendre toutes les mesures nécessaires et autorisations auprès des services compétents, quant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'emprise sur le domaine public, des clôtures, et autres installations éventuelles (panneaux d'interdiction de stationner, GBA, ETC)</li> <li>• Prendre toutes dispositions, afin de remettre en état les lieux, chaussée et trottoirs, après l'achèvement complet des travaux</li> </ul> <p><b>Les dispositions suivantes devront être prises pour :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'interdiction de stationnement sur les phases de travaux</li> <li>• Le dévoiement de la circulation des piétons sur les trottoirs périphériques avec mise en place de panneaux spécifiques, notamment au droit des sorties de camions</li> <li>• Mise en place éventuelle de passages protégés</li> </ul>	Toutes les Entreprises	Toutes les entreprises	
<b><u>Risques liés aux conditions météo :</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Heurt</li> <li>• Collision</li> <li>• Déversement</li> <li>• Envol</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêt du poste de travail, si risques dû au mauvais temps</li> <li>• Conformément aux stipulations du code du travail</li> <li>• Informations météorologiques (cf. METEO FRANCE)</li> <li>• Drapeau d'indication de direction du vent sur les grues</li> <li>• Fixation des éléments pouvant faire prise au vent ou se décrocher inopinément (bardage, clôture, tôles, etc.)</li> </ul> <p>Afin d'anticiper ces problèmes prendre contact avec METEO FRANCE : 08 92 68 02 69</p>	Toutes les Entreprises	Toutes les entreprises	Article R4523-68
<b><u>Risques d'incendie</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Blessure</li> <li>• Destruction de matériel, de matériaux</li> </ul>	<p>Il sera obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques (Feux de classe A et B, feux de gaz, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans les locaux affectés au personnel.</li> <li>• Dans les bureaux de chantier.</li> <li>• Dans les locaux de stockage.</li> <li>• Dans les engins et camions</li> <li>• Sur les postes de travaux particuliers.</li> <li>• Le stockage des produits inflammables doit respecter les règles du code du travail</li> <li>• Les bouteilles de gaz seront mises en place sur un chariot</li> </ul>	Toutes les Entreprises	Toutes les entreprises	Articles R4227-28 R4227-29 R4227-33

<p><b>Risques liés aux Réseaux Aériens ou Sous terrains :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Explosions</li><li>• Electrification</li><li>• Effondrement</li><li>• Rupture de canalisation sous pression</li><li>• Blessure corporelle</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Des précautions particulières seront prises, quant à la présence de réseaux proches</li><li>• Des réseaux aériens et souterrains de différents concessionnaires traversent ou longent la zone intéressée par les travaux</li><li>• Les entreprises devant intervenir, adresseront avant le début des travaux, les DICT (10 jours avant le début des travaux, valable 2 mois) aux administrations et organismes concernés (eau, EDF-GDF, Télécom.), afin de connaître l'existence d'ouvrages et réseaux souterrains et aériens.</li><li>• L'entrepreneur se rapprochera de ces concessionnaires afin de se faire confirmer la présence de ces réseaux.</li><li>• Les réseaux souterrains seront marqués au sol. Avant de s'assurer de leur présence à cet endroit, des sondages seront réalisés avant tous travaux</li></ul> <p>Respect des distances réglementaires</p> <table><tr><th>TYPES D'OUVRAGE</th><th>ZONES DE PROXIMITE</th></tr><tr><td>Transports d'hydrocarbures, de gaz, ou de produits chimiques</td><td>15 m</td></tr><tr><td>Distribution de gaz</td><td>2 + 1 m par mètre d'excavation</td></tr><tr><td>Installation électrique souterraine</td><td>1.50 m</td></tr><tr><td>Installation électrique aérienne</td><td>3 m &lt; 50000 volts, 5 m &gt; 50000 volts</td></tr><tr><td>Installation téléphonique souterraine</td><td>2 m</td></tr><tr><td>Installation téléphonique aérienne</td><td>3 m</td></tr><tr><td>Ouvrage de prélèvement d'eau potable</td><td>50 m</td></tr><tr><td>Ouvrage de distribution d'eau potable</td><td>5 m ouvrage sous pression</td></tr><tr><td>Ouvrage souterrain d'eau sous pression et d'assainissement</td><td>2 m + 1 m par mètre d'excavation</td></tr></table>	TYPES D'OUVRAGE	ZONES DE PROXIMITE	Transports d'hydrocarbures, de gaz, ou de produits chimiques	15 m	Distribution de gaz	2 + 1 m par mètre d'excavation	Installation électrique souterraine	1.50 m	Installation électrique aérienne	3 m < 50000 volts, 5 m > 50000 volts	Installation téléphonique souterraine	2 m	Installation téléphonique aérienne	3 m	Ouvrage de prélèvement d'eau potable	50 m	Ouvrage de distribution d'eau potable	5 m ouvrage sous pression	Ouvrage souterrain d'eau sous pression et d'assainissement	2 m + 1 m par mètre d'excavation	Toutes les Entreprises	Toutes les entreprises	
TYPES D'OUVRAGE	ZONES DE PROXIMITE																							
Transports d'hydrocarbures, de gaz, ou de produits chimiques	15 m																							
Distribution de gaz	2 + 1 m par mètre d'excavation																							
Installation électrique souterraine	1.50 m																							
Installation électrique aérienne	3 m < 50000 volts, 5 m > 50000 volts																							
Installation téléphonique souterraine	2 m																							
Installation téléphonique aérienne	3 m																							
Ouvrage de prélèvement d'eau potable	50 m																							
Ouvrage de distribution d'eau potable	5 m ouvrage sous pression																							
Ouvrage souterrain d'eau sous pression et d'assainissement	2 m + 1 m par mètre d'excavation																							
<p><b>Risques liés aux concessionnaires</b></p>	<p><b>Intervention de concessionnaires</b></p> <p>Dans le cadre de ces travaux, d'autres intervenants ou concessionnaires peuvent être amenés à intervenir sur ce chantier. Ils le feront, avec leurs propres Entreprises, afin de déplacer, protéger ou déposer et reposer certaines de leurs installations.</p> <p>Concernant leurs propres prestations sur cette opération, ils les réaliseront en tenant compte des nouvelles dispositions de Sécurité et de Protection de la Santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, portant transposition de la directive européenne</p> <p>Une réunion de coordination devra être organisée, avec l'ensemble des intervenants, afin de définir les mesures à prendre pour pallier aux risques de co-exploitation d'entreprises sur une même zone de travaux. Les entreprises impliquées seront tenues d'y participer. A l'issue de cette réunion, un PV sera établi, formalisant les mesures qui auront été définies</p>	Entreprises MOE Maîtres d'ouvrages CSPS		Article L.4531-33 Loi n° 14.18 du 31.12.1993 directive du Conseil des Communautés Européennes n° 92.57 du 24.06.92 et																				

<b>Risques de co activités liés aux interventions simultanées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les entreprises devront prévoir et faire connaître au niveau de leur PPSPS, et mettre en œuvre sur le chantier, toute disposition, moyens de protection, mode opératoire, de façon à ne créer aucun risque et gêne vis à vis des autres entreprises présentes.</li> <li>Selon la configuration du chantier au moment de l'exécution de tels travaux, et si aucune autre solution ne peut satisfaire des co activités sans risque, d'autres mesures pourront être prises en concertation avec le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre telle que le décalage des travaux</li> </ul> <p> Dans le cas de tels travaux, les zones concernées seront confinées, et signalées par affichages et consignées dans le RJ</p>	Entreprises MOE Maîtres d'ouvrages CSPS	Toutes les entreprises	
<b>Risques de co activités liés aux travaux superposés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le phasage des travaux sera réalisé de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches</li> <li>Les surfaces situées à l'aplomb des zones de travail en élévation (échafaudages divers, ...), seront interdites d'accès au moyen de dispositifs (Garde-corps)</li> </ul>	Entreprises MOE Maîtres d'ouvrages CSPS	Toutes les entreprises	

## **4.2 Les travaux liés à l'amiante (R. 4412-94 à R. 4412-148)**

L'objet du PGCSPS est de prendre en compte les éléments relatifs à la sécurité et la santé des travailleurs en vue de la réalisation des travaux et plus précisément ceux liés à la liste des travaux à risques particuliers (l'amiante).

Pour atteindre cet objectif, le CSPS intègre au fur et à mesure les éléments définis par les entreprises, décrits dans leur PPSPS.

### **Introduction :**

Tout bâtiment dont le permis de construire est antérieur au 1<sup>er</sup> juillet 1997 sont soumis à diagnostic Amiante.

L'amiante est classée dans la liste des produits Cancérigènes Mutagènes et Reprotoxique.

Le maître d'ouvrage transmettra tous les éléments permettant aux entreprises de prendre en compte le risque Amiante pour la réalisation de ses travaux.

Les PPSPS servent à prévenir tous les risques inhérents à la réalisation des travaux en les analysant précisément en fonction des 10 familles de risques et des 13 travaux à risques particuliers.

Toutes les interventions définies ci-dessous devront être décrites au travers des PPSPS de chaque entreprise (y compris sous-traitant) de manière précise.

Les risques importés, les risques exportés et les risques propres seront décrits et les moyens de prévention définis.

Le PDRE (SS3) et/ ou le Mode Opératoire (SS4) consiste à analyser les risques spécifiques à l'amiante et est annexé au PPSPS.

Afin de limiter au maximum les coactivités simultanées, les interventions des entreprises des lots généraux seront successives aux opérations liées à l'amiante.

Aucun démarrage d'opération ne sera possible avant l'échéance du délai d'instruction légal suivant la nature de l'opération :

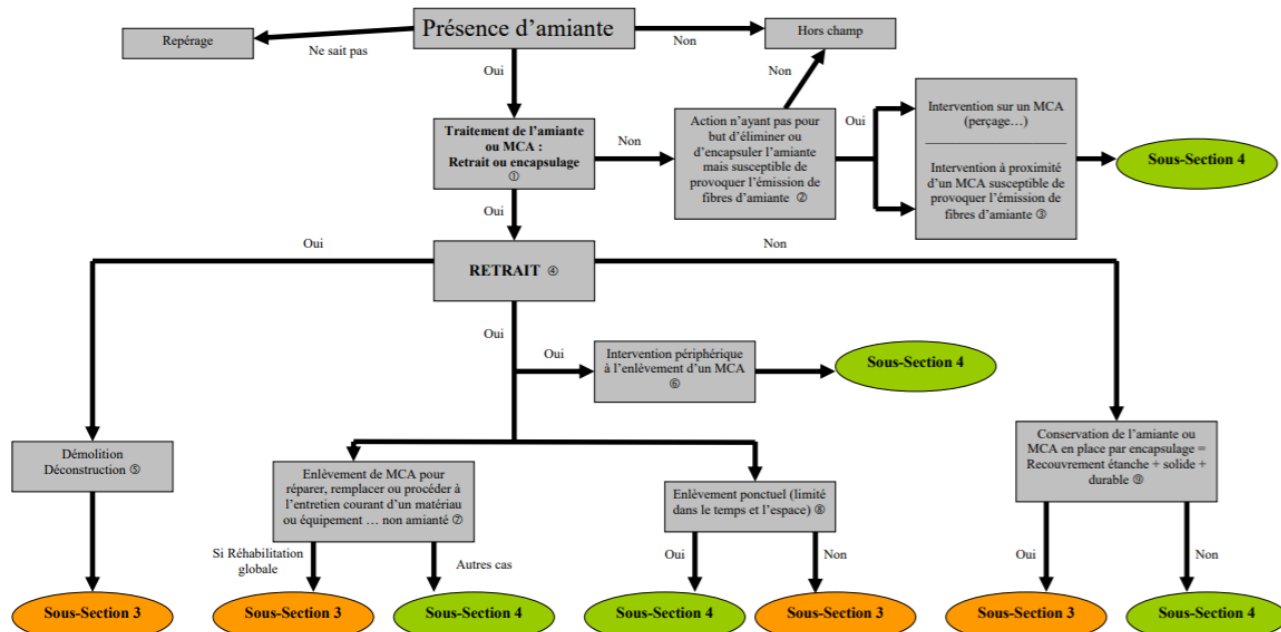
- PDRE SS3 : 1 mois à compter de la date d'envoi hors travaux urgents + preuve de l'envoi des documents (LR + AR)
- Mode Opératoire SS4 : 1 semaine à compter de la date de remise au donneur d'ordre (même pour les opérations de moins de 5 jours)

Les entreprises définiront les moyens de protections collectives utilisés pour éviter la propagation des fibres d'amiante dans l'environnement.



# Définition des travaux en Sous-Section 3 ou Sous-Section 4 suivant le logigramme de la DGT : Document source : logigramme\_amiante\_SS3\_SS4\_immeubles\_DGT\_040315 (extrait)

## Distinction sous-section 3/sous-section 4 pour les opérations exposant à l'amiante sur des immeubles par nature ou par destination\*



\* Hors équipements de travail, installations industrielles et ouvrages d'art métalliques (canalisations métalliques, ponts roulants, voies ferrées...) qui peuvent avoir la qualité d'immeubles par destination, mais qui nécessitent pour leur mode d'entretien une stratégie de maintenance périodique et qui relèvent de ce fait de la fiche relative aux opérations de maintenance sur les équipements industriels.  
La notion, issue du code civil, d'immeubles par nature vise les ouvrages indissociables du sol et du sous-sol (immeubles bâtis, enrobés routiers...) tandis que celle d'immeubles par destination (article 524 du code civil) vise les éléments rendus solidaires ou incorporés à des immeubles par nature tels que des canalisations en amiante-ciment par exemple. Les opérations d'entretien ou de maintenance sur ces immeubles relèvent de ce logigramme.

Direction générale du travail (DGT) – Bureau des risques chimiques, physiques et biologiques (CT2) – 4 mars 2015

## Repérage :

Liste des diagnostics pour application des articles R. 1334-29-4 à R. 1334-29-6 du code de la santé publique et R. 111-45 du Code de la construction et de l'habitation :

Amiante			
Document reçu	Date	Références / Organisme	Conclusion succincte
Diagnostic amiante		RATU	A FOURNIR MOA
Diuo précédents			A FOURNIR MOA
Autres documents			A FOURNIR MOA

Toute entreprise devra informer le donneur d'ordre en cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir des fibres d'amiante sur le chantier.

En cas de doute sur une méthodologie ou sur les conditions de réalisation de celle-ci, tout salarié a l'obligation d'exercer son droit de retrait.

#### **4.2.1 Dispositions communes aux travaux Sous-Section 3 et Sous-Section 4 (R4412-94 à 124)**

**Valeurs limites d'exposition :**

Lors des travaux en présence d'amiante et/ou à réception de ceux-ci, l'entreprise fera appel à un organisme chargé du contrôle de l'empoussièrement pour le respect de la VLEP fixée à 10f/l/8h par l'Art. R. 4412-100 du code du travail ainsi que pour le respect de la VLE fixée à 5f/l par l'article R. 1334-29-3 le Code de la santé publique pour la protection environnementale.

Il appartient à l'entreprise de suspendre les opérations et alerter le donneur d'ordre, l'inspecteur du travail et l'agent des services de prévention des organismes de sécurité sociale en cas de dépassement de la VLEP et/ou du 3<sup>ème</sup> niveau d'empoussièrement (Art. R. 4412-114 et Art. R. 4412-115 du cdt).

En cas de dépassement de la limite de la VLE de 5f/l fixé par le code de la santé publique, il appartient à l'entreprise d'informer sans délai le donneur d'ordre ainsi que le préfet compétent à raison du lieu du chantier, du dépassement, de ses causes et des mesures prises pour y remédier.

Les dispositions prises pour le respect de ces valeurs seront à décrire dans les PDRE (SS3) et Modes Opératoires (SS4).

Les fiches d'exposition des travailleurs devront être consultables sur place.

**Contrôle de l'empoussièrement :**

Etablissement d'une stratégie d'échantillonnage, prélèvements réalisés par un organisme indépendant.

Les prélèvements individuels sont réalisés en situation significative d'exposition des travailleurs à l'inhalation des poussières d'amiante, en intégrant les différentes phases opérationnelles.

L'empoussièrement est mesuré selon la méthode de microscopie électronique à transmission analytique (META).

**Formations des intervenants :**

Les intervenants extérieurs devront être formé au minimum opérateur SS4 et les attestations de compétence devront jour.

Les travailleurs devront être titulaire de la formation correspondant au poste qu'ils occupent. Les attestations de compétences devront être à jour et consultable dans les PDRE (SS3) et Modes Opératoires (SS4).

L'entreprise à la charge du contrôle des attestations de compétence des travailleurs et intervenants extérieurs.

**Protections individuelle, collectives et environnementale :**

L'entreprise à la charge de l'installation des protections collectives spécifiques au risque Amiante. (Barriérage, confinements, information, contrôle de l'empoussièrement, etc...)

Toutes les mesures visant à protéger l'environnement et les travailleurs devront être mis en œuvre suivant les principes de précautions.

**EPI :**

Les équipements et EPI utilisé par l'entreprise devront être adapté à la nature des travaux envisagés. Les documents de contrôle des équipements et EPI utilisé sur chantier devront être consultables sur place.

L'entreprise devra faire respecter l'utilisation de l'APR impliquant notamment un système de vacations.

La durée maximale d'une vacation n'excède pas deux heures trente.

La durée maximale quotidienne des vacations n'excède pas six heures.

Les dispositions prises pour le respect du port des EPI seront à décrire dans les PDRE (SS3) et Modes Opératoires (SS4).

**Affichages :**

Tous les affichages obligatoires réglementaires, notamment ceux mentionnant le danger Amiante ainsi que ceux mentionnant le niveau de chantier attendu sont à la charge de l'entreprise.

**Barriérages :**

Toutes les zones dédiées à l'opération devront être signalée et inaccessible à des personnes autres que celles qui, en raison de leur travail ou de leur fonction, sont amenées à y pénétrer.

**Cas particulier :**

Dans le cas d'une opération de recouvrement effectuée en **Sous-Section 4** dans les parties communes d'un immeuble impliquant la présence d'usagers, l'entreprise en charge de l'opération, sous la responsabilité du maître d'ouvrage, n'étant pas en mesure d'interdire l'accès aux logements des usagers, devra fournir la preuve d'une non pollution du site durant toute la durée des travaux.

Les résultats des contrôles de l'empoussièrement devront être inférieurs au seuil fixé par le code de la santé publique de 5f/l.

La gestion des circulations avec les éventuels usagers est à intégrer dans les PPSPS. Ainsi la coactivité est à proscrire au maximum. La priorité étant donnée aux usagers du lieu.

**Confinements :**

Soit statique soit dynamique.

Si dynamique (non obligatoire en cas de chantier de Niv1) : l'installation électrique doit être secourue, renouvellement de l'air en fonction du niveau de chantier, contrôle du niveau de dépression (Compris entre -10Pa et -30Pa), Bilan aéraulique prévisionnel dans les PDRE (SS3) et Modes Opératoires (SS4).

**Cas particulier :**

En cas de chantier en extérieur peu émissifs, l'étendue de la zone de travaux sera déterminée en fonction de l'empoussièrement attendu.

En cas de chantier en extérieur très émissifs, la création d'une structure permettant le confinement des fibres sera nécessaire.

**Processus mis en œuvre :**

Chaque processus mis en œuvre par l'entreprise devra contenir l'évaluation des risques imposé par la réglementation.

Les niveaux d'empoussièrement attendu devront apparaitre clairement et devront être classé par niveau de chantier.

Les références admises pour la prévision du niveau d'empoussièrement attendu pour chaque processus : campagne CARTO, SCOL@MIANTE, Chantier test.

Les processus et fiches de taches devront être en adéquation avec les travaux réalisés et figurer dans les PDRE (SS3) et Modes Opératoires (SS4).

**Contrôle de l'empoussièrement et de la pollution environnementale :**

Contrôle de l'aire au moyen de pompes dites « META ».

- Environnementales
- En zone
- Sur opérateur

Les filtres à air devront être de type THE.

Les eaux de rejets devront être filtrées et contrôlées avant élimination.

**Matériel :**

L'entreprise ne devra utiliser que du matériel spécifique Amiante. (Filtres THE type HEPA à minima H13, matériel décontaminable, matériel non décontaminable spécifiquement dédié, etc...)

Les contrôles imposés sur ces appareils devront être consultables sur place (extracteur, UCF, Aspirateur THE, etc...).

**Décontamination :**

Les dispositifs et méthodes de décontamination humains et matériels devront être installés suivant la réglementation et décrites dans les PDRE (SS3) et Modes Opératoires (SS4).

Les Unités Mobiles de Décontamination (UMD) devront être vérifiées et les documents de contrôles disponibles sur place.

**Dispositions applicables en fin de travaux :**

Dans l'ordre pour les mesures de fin de travaux SS3 :

1. L'employeur doit faire la 1<sup>ère</sup> restitution
2. Moa : examen visuel avant déconfinement
3. Déconfinement
4. Moa : 2<sup>ème</sup> restitution (si réutilisation des locaux, non avenu en cas de démolition)

**Pour les travaux en SS4 en intérieur, il sera demandé au minima une 1<sup>ère</sup> restitution afin de garantir l'absence de pollution aux autres intervenants et/ou usagers. (1 prélèvement par zone homogène)**

**Gestion des déchets :**

**Avant tout démarrage d'une opération, l'entreprise devra établir les CAP (certificats d'acceptation préalable) des déchets et les BSDA.**

Une zone de stockage des déchets sera au préalable défini en concertation avec le donneur d'ordre (pic).

Elle sera fermée, à accès réglementé et devra répondre à la réglementation ADR en vigueur.

Les déchets devront être évacués après décontamination au fur et à mesure de l'avancement de l'opération.

Les déchets devront être double ensachés.

Les sacs spécifiques Amiante devront être fermés de manière étanche suivant la technique du col de cygne.

Les déchets devront être triés, mis en big bag spécifiques Amiante.

Les affichages réglementaires devront être clairement visibles.

Les big bag devront être évacués dès lors qu'il y en a en quantité suffisante pour constituer une unité de transport.

Un protocole de chargement / déchargement devra être établi en cas d'intervention d'un transporteur extérieur.

Le transport et l'élimination des déchets se fera par les filières admises par la réglementation ADR (ISDSD, ISDND, Inertage).

Nota : L'entreprise est propriétaire de ses propres déchets liés à la réalisation des travaux (EPI, Filtres, Etc...)

## ***Organisation des travaux :***

Cette intervention de retrait des matériaux amiantés est réalisée en **SS3 et/ou SS4**

**Insertion du planning prévisionnel d'intervention à fournir par le Maitre d'œuvre**

- **Parties administrative (délais d'instruction)**
- **Point 0 (SS3 et SS4 zone par zone)**
- **Travaux (SS3 et SS4 zone par zone)**
- **Restitution (zone par zone)**

Les entreprises définiront les moyens de protections collectives utilisés pour éviter la propagation des fibres d'amiante dans l'environnement.

Le niveau d'empoussièrement maximum attendu est de :

- **Niveau 1 de 0 à 99 fibres**
- **Niveau 2 de 100 à 5999 fibres**
- **Niveau 3 de 6000 à 25 000 fibres**

**Le niveau de chantier peut évoluer durant l'opération suivant les processus mis en œuvre.**

### **4.2.2 Travaux Sous-Section 3 (R4412-125 à 143) :**

Les points d'arrêts concernant l'organisation des travaux seront respectés et le Moe Amiante et le CSPS en seront informé.

- **Point d'arrêts :**

#### **Intervention en SS3**

- **Fourniture des PPSPS et PDRE** conforme à l'article R4412-133 du CDT
- **Validité de la certification de l'entreprise (date, durée et numéro de certification y compris les informations relatives aux opérateurs, et encadrants techniques et de chantiers)**
- **Visite d'Inspection Commune avant la fourniture du PPSPS**
- **L'harmonisation des PPSPS et PGC avant le démarrage des travaux**
- **Le point zéro de l'entreprise SS3, avant début de ses travaux de confinement**
- **La fin du confinement et la mise en dépression de la zone de travail (en fonction du niveau d'empoussièrement et autres critères)**
- **La fin de l'intervention de désamiantage, vérifications diverses (contrôle visuel mesure de première restitution, enlèvement du confinement, mesure de seconde restitution)**
- **Fourniture du RFT**

**Les moyens de protections individuels seront également décrits afin de respecter la VLEP pour les opérateurs.**

- Les principes de la décontamination des travailleurs devront faire partie du PDRE définis par l'entreprise.

#### **La traçabilité des déchets à réaliser dans le cadre des interventions :**

- Tous les documents utiles à la traçabilité des déchets (CAP, BSDA) seront intégrés aux PDRE (SS3), puis intégrés au RFI/RFT et transmis à chaque production au Moa – Moe Amiante et CSPS.

Afin de pouvoir réaliser ces travaux en toute sécurité, l'entreprise décrira ses procédures d'interventions au travers de son PRDE et PPSPS.

L'entreprise de désamiantage, fera son affaire de la transmission de tous les documents obligatoires auprès des organismes de sécurité (Inspection du Travail, OPPBTP, CRAMIF), notamment pour l'envoi de son PDRE prévu 30 jours avant son intervention. Pour justifier de cet envoi, l'entreprise de désamiantage, fournira en même temps que son PDRE, la copie du justificatif de remise de ce document à l'Inspection du Travail.

Le PDRE sera accompagné des CAP (Certificat d'Acceptation Préalable des déchets amiantés) auprès de la filière choisie par le donneur d'ordre.

Le PDRE est annexé au PPSPS, ce n'est pas le même document.

- Le PDRE traite des éléments relatifs à l'amiante
- Le PPSPS traite de tous les autres aspects liés aux travaux concernant les risques propres, exportés et importés, tout en intégrant la simultanéité et/ou la successivité des différentes phases de travail.

Les points d'arrêts liés au point zéro et à la première restitution sont à intégrer dans l'organisation des travaux.

Le CSPS / Moe Amiante seront destinataires de ces documents.

Le PDRE sera transmis au CSPS dès sa rédaction

Le PPSPS sera fournis au CSPS avant démarrage des travaux après la Visite d'Inspection Commune réalisée avec le CSPS sur le chantier.

**Les moyens de protections individuels seront également décrits afin de respecter la VLEP pour les opérateurs.**

- Les principes de la décontamination des travailleurs devront faire partie du mode opératoire défini par les entreprises.

**La traçabilité des déchets à réaliser dans le cadre des interventions :**

- Tous les documents utiles à la traçabilité des déchets (CAP, BSDA) seront intégrés au PDRE (SS3), puis intégrés au RFI/RFT et transmis à chaque production au Moa – Moe Amiante et CSPS.

**Attentions particulières concernant le PDRE :**

Le récépissé de réception par la DIRECCTE du PDRE, sera transmis au Maître d'œuvre « Amiante » / CSPS par l'entreprise SS3.

Cet envoi est effectué au minimum 30 jours avant le début des travaux par l'entreprise de désamiantage.

**La nature des MCA est : voir diagnostics**



### **4.2.3 Travaux Sous-Section 4 (R4412\_144 à 148) :**

Les points d'arrêts concernant l'organisation des travaux seront respectés et le Moe Amiante et le CSPS en seront informé.

- **Point d'arrêts :**

#### **Intervention en SS4**

- **Fourniture des PPSPS et Mode Opérateur** conforme à l'article R4412-145
- **Validité des attestations de compétence des opérateurs, et encadrants techniques et de chantiers ou mixte**
- **Visite d'Inspection Commune avant la fourniture du PPSPS**
- **Le point zéro de l'entreprise SS4, avant début de confinement si besoin et/ou le démarrage des travaux si ceux-ci prévoient une sollicitation du matériau**
- **La fin du confinement et la mise en dépression de la zone de travail (en fonction du niveau d'empoussièrement et autres critères)**
- **La fin de l'intervention SS4, vérifications diverses (contrôle visuel mesure de première restitution, enlèvement du confinement, mesure de seconde restitution si sollicitation du matériaux)**
- **Fourniture du RFI**

**Les moyens de protections individuels seront également décrits afin de respecter la VLEP pour les opérateurs.**

- Les principes de la décontamination des travailleurs devront faire partie du Mode Opérateur définis par l'entreprise.

#### **La traçabilité des déchets à réaliser dans le cadre des interventions :**

- Tous les documents utiles à la traçabilité des déchets (CAP, BSDA) seront intégrés aux Mode opératoire (SS4), puis intégrés au RFI/RFT et transmis à chaque production au Moa – Moe Amiante et CSPS.

Afin de pouvoir réaliser ces travaux en toute sécurité, l'entreprise décrira ses procédures d'interventions au travers de son Mode Opérateur et PPSPS.

L'entreprise fera son affaire de la transmission de tous les documents obligatoires auprès des organismes de sécurité (Inspection du Travail, OPPBTP, CRAMIF), notamment pour l'envoi de son Mode Opérateur prévu 7 jours avant son intervention. Pour justifier de cet envoi, l'entreprise de désamiantage, fournira en même temps que son Mode Opérateur, la copie du justificatif de remise de ce document à l'Inspection du Travail.

Voir les articles R4412-147 du CDT pour les opérations de moins de 5 jours et l'articles R4412-148 du CDT pour celles de plus de 5 jours.

Le Mode Opérateur sera accompagné des CAP (Certificat d'Acceptation Préalable des déchets amiantés) auprès de la filière choisie par le donneur d'ordre.

Le Mode Opérateur est annexé au PPSPS, ce n'est pas le même document.

- Le Mode Opérateur traite des éléments relatifs à l'amiante
- Le PPSPS traite de tous les autres aspects liés aux travaux concernant les risques propres, exportés et importés, tout en intégrant la simultanéité et/ou la successivité des différentes phases de travail.

Les points d'arrêts liés aux point zéro et à la première restitution sont à intégrer dans l'organisation des travaux.

Le CSPS / Amoe Amiante seront destinataires de ces documents.

Le Mode Opératoire sera transmis au CSPS dès sa rédaction.

Le PPSPS sera fournis au CSPS avant démarrage des travaux après la Visite d'Inspection Commune réalisée avec le CSPS sur le chantier.

**Les moyens de protections individuels seront également décrits afin de respecter la VLEP pour les opérateurs.**

- Les principes de la décontamination des travailleurs devront faire partie du mode opératoire défini par les entreprises.

**La traçabilité des déchets à réaliser dans le cadre des interventions :**

- Tous les documents utiles à la traçabilité des déchets (CAP, BSDA) seront intégrés au Mode Opératoire (SS4), puis intégrés au RFI/RFT et transmis à chaque production au Moa – Moe Amiante et CSPS.

**Attentions particulières concernant le Mode opératoire :**

Le récépissé de réception par la DIRECCTE du Mode Opératoire, sera transmis au Maître d'œuvre « Amiante » / CSPS par l'entreprise SS4.

Cet envoi est effectué au minimum 7 jours avant le début des travaux par l'entreprise de désamiantage.

#### **4.2.4 Dans tous les cas :**

Pour le stockage des matériaux amiantés, l'entreprise installera un espace clos et fermant à clef totalement inaccessible aux usagers et à toutes personnes étrangères au chantier. Les panneaux de signalisation réglementaire y seront apposés.

Les installations sanitaires seront composées d'un sanitaire chimique autonome. Les vestiaires seront installés équipés et protégés, avec armoires et bancs en quantité suffisante (suivant le pic de présence d'opérateurs sur le chantier) au niveau du sous-sol sur l'emplacement mis à disposition par le Maître d'ouvrage.

Les lieux concernés par les travaux seront inoccupés et totalement vides.

L'électricité est disponible sur les bases du compteur électrique du chantier, une installation électrique de secours à démarrage automatique (groupe électrogène avec autocommutateur) seront installés à l'extérieure en cas de confinement dynamique. Tous les équipements et branchement électriques sont reliés à la terre, et un contrôle des installations par un organisme agréé est effectué avant démarrage des travaux.

Concernant les consignations des réseaux, les entreprises réalisant ces consignations fourniront une attestation de consignment, ces documents seront disponibles sur le chantier.

Il est important d'afficher les panneaux réglementaires de chantier (sur demande du Maître d'ouvrage) à l'intérieur du logement dans l'entrée de celui-ci (pas d'affichage à l'extérieur hormis les panneaux « Chantier interdit au public – port des EPI obligatoire »).

Les panneaux d'affichages seront conformes à la réglementation tant pour les travaux généraux que pour les travaux réalisés dans le cadre de la SS3 et SS4 Amiante (voir affichage prévue dans le Mode opératoire et le cas échéant dans le PDRE).

Le stockage des déchets amiantés est strictement interdit d'accès à toute personne étrangère aux travaux liés à « l'amiante ». L'entreprise principale ou son sous-traitant disposera un film occultant (type polyane) en périphérie intérieur de cet enclos. Le sol sera protégé par un film polyane épais afin de pouvoir protéger le sol des éventuelles fuites des sacs et big bag défaillants, eux-mêmes positionnés sur des palettes en vue de leurs chargements dans les véhicules de transports des déchets ADR.

Un affichage réglementaire précisant « DANGER zone de chantier, strictement interdite au public » y sera installé sur toutes les face de l'enclos. Cette méthode de protection est de la responsabilité des entrepreneurs (entreprise principale et ses sous-traitants).

La gestion des déchets Amiantés est définie dans le PDRE (SS3) et le Mode Opératoire (SS4), les CAP et BSDA seront rendu disponibles et diffusés au CSPS, Maitre d'Œuvre et Amoe Amiante immédiatement à leur production.

La gestion des autres déchets sera précisée dans les PPSPS des entreprises. Il est interdit de stocker tout type de déchets sans les protéger des usagers. Leur évacuation se fera chaque jour.

Concernant les stockages des matériaux, celui-ci se fera au fur et à mesure des besoins des entreprise en quantité adapté aux besoins. Le stockage se fera soit sur la zone réservée pour éviter le maximum de manutentions manuelles, les entreprises préciseront leur méthode au travers de leur PPSPS. Seront intégré aux zones de stockage, l'organisation spécifique concernant les produits dangereux (colles, solvants, et autres carburant). Le matériel de lutte contre les pollutions et incendies seront adaptés et à proximité immédiate des zones à risques, il en est de même pour les postes de travail (informations à préciser dans le PPSPS, en intégrant les FIS et/ou FDS – conformément aux principes SERICH).

Toute découverte de matériaux dangereux ou en cas de situation « dangereuse », la situation de travail sera immédiatement arrêtée et les Maître d'ouvrage, Maitre d'œuvre et CSPS immédiatement informés.

En cas de dépassement de taux d'empoussièrement suivant le Code de la Santé Publique (concentration en fibres d'amiante par litre d'air supérieur ou égale à 5) les travaux sont stoppés, le préfet, l'Inspection du Travail, le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le CSPS sont immédiatement informé. Toutes les mesures de protection et de diminution d'émission de fibres sont immédiatement mises en œuvre.

Les mesures environnementales sont également réalisées afin de déterminer si la situation à évoluée en bien ou en mal vis-à-vis de l'environnement.

En cas de problème les coûts relatifs à la situation seront couverts, uniquement par l'entreprise réalisant les travaux au moment du constat de pollution de l'air.

## 5 Mesures de salubrité (R4532-44-5°)

### 5.1 Dispositions prises pour application du R4533-1

L'opération étant d'une durée supérieure à 4 mois elle soumise à l'obligation de réalisation de VRD préalables. Les dispositions sont les suivantes :

Dispositions à réaliser	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Réf. Doc.
-------------------------	---------------------------------------	-----------

Réalisation des branchements		
Raccordement à un réseau distribution d'eau potable, y compris consommations	L'Entreprise Principale	R4533-3
Raccordement à un réseau de distribution électrique y compris consommations Vérification des installations électriques par bureau de contrôle APAVE	L'Entreprise Principale	R4533-4
Raccordement à un réseau d'évacuation des EU-EV Bassin de décantation, déshuileur, Etc.	L'Entreprise Principale	R4533-5
Raccordement à un réseau de communication : Téléphone fixe, fax, Etc.	L'Entreprise Principale	
Raccordement à un réseau distribution d'eau potable, y compris consommations	L'Entreprise Principale	R4533-3

### 5.2 Dispositions prises en matière de bon ordre et de salubrité

Dispositions à réaliser	Entreprise mettant en œuvre la mesure	Entreprise bénéficiant de la mesure	Réf. Doc.
-------------------------	---------------------------------------	-------------------------------------	-----------

Mise en place de cheminements piétons indépendant des zones de circulation d'engins, nivelées, signalées et protégées par des barrières » chantier propre » ou similaire	L'Entreprise Principale	L'ensemble des entreprises	
Entretien des locaux des bases vie, des bureaux de chantier, et salle de réunion, réalisé une fois par jour minimum avec approvisionnement régulier des articles de toilette par entreprise extérieure	L'Entreprise Principale	L'ensemble des entreprises	R4228-13
Nettoyage journalier du chantier, et évacuation des gravats et déchets dans des bennes mises à disposition par le titulaire	L'Entreprise Principale	Toutes les entreprises	
Bennes à déchets : en nombre suffisant, mise en place et gestion des évacuations	L'Entreprise Principale	Toutes les entreprises	

## 6 Mesures spécifiques de secours (R4532-44-6°)

### 6.1 Eléments mis à la disposition des salariés

**L'Entreprise Principale** devra l'établissement d'un plan général de secours pendant toute la durée du chantier comprenant :

- La position des moyens de secours incendie (extincteurs et bouches d'incendie),
- La position des principales issues,
- L'indication des accès des services de secours.

Sont également dues :

- La mise en place et entretien des extincteurs dans toutes les parties communes,
- La mise en place et entretien des extincteurs nécessaires à chaque intervenant pour ses propres installations de chantier, tels que vestiaires, bureaux, magasins, etc

Equipement de secours mis à la disposition des salariés	Entreprise mettant en place ces équipements	Personnel bénéficiant de cette mesure	Réf. Doc.
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Trousse de secours complète avec rince œil, aux installations de chantier, vérifiée tous les mois</li> </ul>	L'Entreprise Principale	Toutes les entreprises	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs dans les installations de chantier et sur les postes de travail à risques</li> <li>• Feux de métaux ; Extincteur à poudre spécial (graphite)</li> </ul>	L'Entreprise Principale	Toutes les entreprises	


### 6.2 Consignes d'alerte

Dispositions à réaliser	Entreprises concernées	Réf. Doc.
<b>En cas d'accident</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Appliquer les consignes définies dans sur la fiche d'alerte jointe ci-après, et affichée dans la baraque de chantier</li> <li>• Chaque entreprise tiendra à jour la liste nominative des secouristes présents sur le chantier et celle du matériel médical présent sur le site</li> <li>• Les instructions relatives à la conduite à tenir en cas d'accident seront affichées aux installations (Voir modèle joint ci-après)</li> </ul>	Toutes les entreprises	

### 6.3 Dispositions propres à chaque entreprise

Dispositions à réaliser	Entreprises concernées	Réf. Doc.
Chaque entrepreneur (titulaire ou sous traitant) devra assurer la présence de <b>Sauveteurs Secouristes du Travail</b> (S.S.T.) propres à son entreprise en s'inspirant des conditions fixées par l'article R 4224-15 du Code du Travail  1 sauveteur minimum par équipe, puis 1 de plus tous les 10 salariés <u>Les Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) devront :</u> être identifiables aisément par une marque de reconnaissance (badge spécifique, couleur du casque, marque sur la tenue de travail, etc..).	Toutes les entreprises	

### 6.4 Services d'urgence

Service	Adresse	
Gendarmerie		17
SAMU		15
Pompiers		18 112 (portable)

## 6.5 Fiche de secours

### ADRESSE DU CHANTIER

Dans la ville de	75 PARIS HOPITAL DEBRE
Adresse	48, brd Sérurier - 75019 PARIS
Précisions	CONSTRUCTION INSTITUT DU CERVEAU

### CONSIGNES EN CAS D'ACCIDENT



**FAIRE APPELER UN SECOURISTE DU CHANTIER**  
(Identifiés par un sigle sur le casque)



18



15



17

**Le 112**



**INDIQUER :**

- ☞ L'ADRESSE PRECISE DU CHANTIER
- ☞ NATURE DE L'ACCIDENT
- ☞ GRAVITE
- ☞ NOMBRE DE VICTIMES
- ☞ CIRCONSTANCES
- ☞ ETAT SOMMAIRE DU BLESSE



**NE PAS RACCROCHER AVANT ACCORD DES POMPIERS**



**PREVENIR LE RESPONSABLE DU CHANTIER**



**ATTENDRE LES SECOURS A L'ENTREE DU CHANTIER**

## 7 Modalités pratiques de coopération (R4532-44-7°)

### 7.1 Dispositions générales applicables à tous les intervenants

Voir document « Modalités Pratiques de Coopération entre intervenants » joints aux différents marchés des prestataires et entreprises.

### 7.2 Rappel des principales dispositions formelles

#### 7.2.1 Mesures préalables aux travaux

##### 7.2.1.1 Inspections communes

Toutes les entreprises titulaires et sous-traitantes agréées par le maître d'ouvrage doivent réaliser une inspection commune avec le Coordonnateur SPS, AVANT réalisation du PPSPS

La réalisation d'une inspection commune est une des conditions d'autorisation d'accès au chantier en sécurité.

L'inspection commune pourra être renouvelée si les conditions de travaux évoluent.

##### 7.2.1.2 PPSPS

Toutes les entreprises titulaires **et** sous-traitantes agréées par le maître d'ouvrage doivent réaliser un PPSPS préalablement à l'intervention sur site.

La réalisation d'un PPSPS et son harmonisation par le coordonnateur SPS sont des conditions d'autorisation d'accès au chantier en sécurité. Le PPSPS est à transmettre au coordonnateur SPS et au Maître d'Ouvrage en deux exemplaires, après sa validation.

#### 7.2.2 Mesures pendant les travaux

##### 7.2.2.1 PPSPS

Les PPSPS doivent être tenus à jour pendant toute la durée du chantier. Le titulaire d'un marché de travaux transmettra son PPSPS accepté par le coordonnateur SPS à ses éventuels sous-traitants au cas où il aurait recours à cette sous-traitance.

L'entrepreneur titulaire DOIT laisser un **délai de 30 jours minimum** à son sous-traitant pour réaliser ce PPSPS si celui-ci est un sous-traitant de gros-œuvre ou devant réaliser des travaux à risques particuliers tels que définis par l'arrêté du 25 février 2003. L'entrepreneur laissera un **délai de 8 jours minimum** dans les autres cas.

Ce délai est compris entre la date de la signature du contrat de sous-traitance et le démarrage effectif des travaux sur le chantier.

##### 7.2.2.2 Registre Journal

Les entreprises, quels que soient leurs statuts (titulaires ou sous-traitant) **doivent obligatoirement viser** le registre journal, dès lors que l'observation ou remarques les concernent.

La tenue du classeur « SPS » sera mise à disposition et tenu par **L'Entreprise Principale**, où seront classés tous les documents relatifs à la sécurité de chantier :

- Registres Journaux,
- PV des conformités demandés (grue, électriques, échafaudage, ...)
- PPSPS des entreprises
- Attestations de mise en commun de moyens
- PGCSPS



## 7.2.3 Mesures après les travaux

### 7.7.3.1 DIUO

Prescriptions concernant le D.I.U.O.

- Le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage (DIUO), a pour objectif essentiel de faciliter tout l'entretien nécessaire pour maintenir l'ouvrage dans l'état où il se trouve lors de la livraison.
- Les intervenants auront à produire et à transmettre, tous les documents nécessaires à la constitution du DIUO qui leur seront demandés par le Coordonnateur SPS de réalisation, au fur et à mesure de leur établissement, en fonction de l'avancement des travaux.
- Des fiches d'interventions ultérieures seront, selon la demande du Coordonnateur SPS de réalisation, renseignées par les entreprises concernées avant la fin des travaux, quant à la maintenance de leurs installations et la périodicité de celles-ci. Les entreprises titulaires, devront faire le nécessaire auprès de leurs sous-traitants, afin de rassembler les documents demandés.
- Les entreprises seront tenues d'assister à des réunions dites « réunions DIUO ».

## 7.2.4 CISSCT

Conformément aux dispositions de l'article L.235-11 du Code du travail et en application du décret N° 95 – 543, du 4 Mai 1995, le Maître d'Ouvrage de l'opération citée en objet déclare la constitution d'un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.)

**3° Il joint un projet de règlement du CISSCT** pour ceux qui n'ont pas déjà reçu le PGCSPS et ses annexes.

(Les entreprises titulaires doivent en transmettre une copie à leurs sous-traitants).

## 8 ANNEXES

### 8.1 **REDACTION DE PPSPS**

#### RENSEIGNER TOUTES LES RUBRIQUES

(voir « GUIDE POUR L'ANALYSE DES RISQUES ET LES MESURES DE PREVENTION » de la CRAMIF)



R. 4532-70 : L'entrepreneur chargé du gros oeuvre ou du lot principal ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers figurant sur la liste de travaux prévue à l'article L. 4532-8, adressent à l'inspection du travail, au service de prévention des organismes de sécurité sociale et à l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité. Ils joignent les avis du médecin du travail et des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel, s'ils ont été donnés dans les conditions prévues à l'article R.4532-69

R. 4532-56 : L'entrepreneur tenu de remettre un plan particulier de sécurité et de santé au coordonnateur ou au maître d'ouvrage, en application du premier alinéa de l'article L. 4532-9, dispose de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître de l'ouvrage pour établir ce plan.



L. 4744-5 : Le fait pour l'entrepreneur de ne pas remettre au maître d'ouvrage ou au coordonnateur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs prévu à l'article L. 4532-9 est puni d'une amende de 9 000 €.

Les deux premier principes sont :

(a) EVITER LES RISQUES

(b) EVALUER LES RISQUES QUI NE PEUVENT PAS ETRE EVITES

(2) Sécurité des équipements de travail - Guide pour l'analyse des risques et le choix de prévention - Edition CRAMIF (DTE 127)

Renseignements généraux
Coordonnées entreprises
Responsable du chantier
Responsable sur chantier
Nature des travaux à réaliser
Date d'intervention
Durée prévisible des travaux
Planning de chantier
Effectif prévisible
Liste du personnel
Contrôle d'accès, Personnel identifiable, Badge, Liste du Personnel, ...
Statut de l'entreprise (principale, titulaire, sous-traitant)
Recours sous-traitant
Diffusion PPSPS
Secours et hygiène :
Consignes de premiers secours
Travailleurs secouristes sur chantier obligatoire : Entreprises et Sous-traitants
Matériel médical sur chantier
Mesures d'évacuation des victimes
Mise en place des installations de chantier
Eau, électricité
Locaux à disposition du personnel : vestiaires, sanitaires, réfectoires, douches
Modes opératoires :
Risques propres : mesures prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques générés par l'entreprise sur ses salariés
Risques exportés : mesures prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques générés par l'entreprise sur les autres entreprises, les Riverains, ou des contraintes de chantier
Risques importés : mesures prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques découlant de l'intervention des autres ou des contraintes du chantier
Prise en compte de l'environnement du chantier
Mode opératoire des tâches à détailler
Modes opératoires des approvisionnements et stockage des matériaux et matériels (déchargement, lieu de stockage, mise en œuvre, approvisionnement, ...)
Utilisation de produits ou matériels dangereux
Prise en compte des moyens à mettre en commun : Echafaudage, Installations, ...
Vérification d'équipements spécifiques (VGP, PV de Contrôle, ...)
Risques liés à la présence de substances présentant des risques pour la santé
Mise en place et Maintien des protections collectives
Demandes spécifiques : DICT, permis de feu
Evacuation des gravats et nettoyage chantier
Manutentions mécanisées
Manutention manuelle
Liste du personnel détaché sur site

**Analyse et prévention des risques propres à l'entreprise**

Analysez les risques encourus par vos salariés lors de l'exécution des travaux :  
remplissez une fiche par tâche :

**FICHE DE TACHE N°**

<b>TACHE:</b> <i>Libellé</i>		Date												
		Lieu												
		Pilote:												
<b>MAIN D'ŒUVRE</b> <i>Indiquez le nombre de personnes nécessaires à la tâche</i>														
<b>MATÉRIAUX</b> <i>Indiquez les principaux matériaux mis en œuvre</i>														
<b>MATÉRIEL</b> <i>Précisez le matériel nécessaire à la réalisation de la tâche</i>														
<b>MILIEU</b> <i>Indiquez l'endroit où se réaliseront les travaux</i>														
<table border="1"> <thead> <tr> <th>MÉTHODE Phases (Croquis)</th> <th>Référence</th> <th>Risques</th> <th>Prévention</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="2"> <i>Décrivez à l'aide de phrases ou à l'aide de croquis Les différentes étapes de réalisation de la tâche...</i> </td> <td> <i>Enumérez les Risques issus des Différentes étapes. Attention : un Risque se décrit Ses conséquences..</i> </td> <td> <i>Décrivez les Mesures prises Pour maîtriser Les risques</i> </td> </tr> <tr> <td colspan="2"></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>			MÉTHODE Phases (Croquis)	Référence	Risques	Prévention	<i>Décrivez à l'aide de phrases ou à l'aide de croquis Les différentes étapes de réalisation de la tâche...</i>		<i>Enumérez les Risques issus des Différentes étapes. Attention : un Risque se décrit Ses conséquences..</i>	<i>Décrivez les Mesures prises Pour maîtriser Les risques</i>				
MÉTHODE Phases (Croquis)	Référence	Risques	Prévention											
<i>Décrivez à l'aide de phrases ou à l'aide de croquis Les différentes étapes de réalisation de la tâche...</i>		<i>Enumérez les Risques issus des Différentes étapes. Attention : un Risque se décrit Ses conséquences..</i>	<i>Décrivez les Mesures prises Pour maîtriser Les risques</i>											
<b>MOYENS MIS A LA DISPOSITION DES AUTRES INTERVENANTS:</b> <i>Indiquez ici les moyens que vous laissez à la disposition des autres intervenants ( échafaudage par exemple...)</i>		<b>MOYENS MIS A LA DISPOSITION PAR LES AUTRES INTERVENANTS:</b> <i>Indiquez ici les moyens mis à disposition pour Vous par les autres ( grue, chariot élévateur par exemple... )</i>												
<b>CONTRÔLE</b> <i>Indiquez ici les mesures que vous comptez prendre pour vérifier la réalité de la mise en œuvre des Moyens de prévention...</i>														

**3.8. - Analyse et prévention des risques importés et exportés**

*Ce tableau est à renseigner lorsque vos travaux se déroulent avec ceux de plusieurs autres entreprises dans un même lieu*

ENTREPRISE:	Date
CHANTIER:	Lieu:
<b>TACHE:</b>	Pilote:

ANALYSE DES RISQUES:	
Activités interférentes Risques	Prévention
<i>Indiquez ici les risques que vous pouvez faire Courir aux autres intervenants du chantier...</i>	<i>Indiquez ici les mesures de prévention que Vous comptez prendre pour maîtriser ces Risques...Ainsi que celles qui devraient être Prise par le coordonnateur SPS...</i>
<i>Indiquez ici les risques que les aux autres intervenants du chantier peuvent vous faire Courir ...</i>	

<b>CONTROLE:</b>  <i>Indiquez ici les mesures que vous comptez prendre pour vérifier la réalité de la mise en œuvre des Moyens de prévention...</i>
---

### **3.7. - Analyse et prévention des risques inhérents au chantier et à son environnement :**

Indiquez ici les risques liés à l'environnement du chantier. Ils doivent être décrits dans le PGC du Coordonnateur SPS :

Environnement	Risques	Prévention
<i>Décrivez ici l'origine du risque : présence d'une ligne électrique aérienne par exemple...</i>	<i>Décrivez ici le risque : Electrocutation par exemple...</i>	<i>Décrivez ici les mesures de préventions prises : gainage de la ligne avant intervention par exemple...Indiquez qui doit réaliser la prestation...</i>

---

## **4 - Mesures de sécurité et de secours**

---

### **4.1 Consignes générales de sécurité :**

Cette partie est à remplir en fonction du PGC des renseignements fournis par le Coordonnateur SPS. Vous serez amené à écrire par exemple :

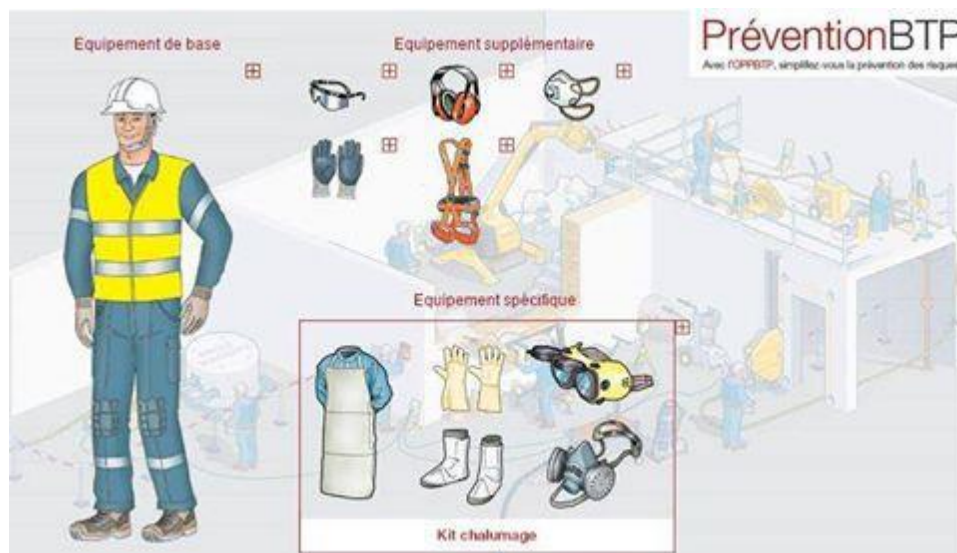
- Accès du chantier strictement interdit à toute personne étrangère au chantier
- Port du casque et des chaussures de sécurité, obligatoire
- Respect des dispositifs de sécurité en place
- Suivre les règles de circulation des personnes et engins sur les lieux de travail
- Assurer l'ordre et la propreté de son poste de travail
- Interdiction aux personnes non habilitées d'accéder aux armatures électriques ou de conduire des engins ou de manipuler des produits dangereux
- Stocker les produits toxiques ou inflammables dans un lieu spécialement destiné. Etc...

### **4.2 Consignes particulières au chantier :**

Cette partie est à remplir en fonction du PGC des renseignements fournis par le Coordonnateur SPS. Vous serez amené à écrire par exemple :

- L'accès au chantier se fera par la rue.
- Les véhicules stationneront devant la clôture de chantier sur l'aire prévue à cet effet.
- Le personnel se rendra sur chantier par ses propres moyens (véhicule personnel) etc..

## 8.2 LISTE DES QUIPEMENTS INDIVIDUELS DE PROTECTION INDIVIDUELLES



### Nota :

Le responsable de la mise sur le marché de l'EPI doit obligatoirement fournir avec celui-ci une notice d'instructions rédigée en français qui contient des données utiles telles que :

- les instructions de stockage, d'emploi, de nettoyage, ...
- les performances réalisées lors des essais,
- les indications sur la date de péremption,
- la signification du marquage lorsqu'il en existe un.

### LISTE INDICATIVE DE TRAVAUX NECESSITANT LE PORT D'UNE PROTECTION INDIVIDUELLE

<b>Casques</b>	Tous travaux présentant le risque de chute d'objets à partir d'un niveau supérieur.
<b>Harnais</b>	Travaux exceptionnels non répétitifs et de courte durée exposant au risque de chute de hauteur.
<b>Chaussures, bottes</b>	Tous travaux présentant le risque de chute d'objets manutentionnés sur les pieds ou d'écrasement, ou de perforation de la semelle par objets pointus.
<b>Lunettes, masques</b>	Tous travaux présentant le risque de protection dans les yeux (burinage, meulage, manipulation de produits acides ou caustiques...) ou exposant à des sources lumineuses de forte puissance (soudage...).
<b>Masques, cagoules</b>	Tous travaux effectués dans des milieux pollués (poussières, gaz toxiques...).
<b>Tabliers</b>	Tous travaux présentant des risques de projection sur le corps (soudage, manipulation de produits dangereux...).
<b>Gants</b>	Tous travaux présentant des risques pour les mains (manutention, ferrailage, soudage...).
<b>Casques antibruit,</b>	Tous travaux exposant à des niveaux sonores supérieurs à 85 dBA bouchons (marteau-piqueurs, battage palplanches, conduite d'engins, meulage, criblage...).
<b>Genouillères</b>	Tous travaux exposant à une position à genoux prolongée (carreleurs, chauffagistes, étancheurs...).

### 8.3 **TABLEAU DES PROCEDURES D'INTERVENTIONS SPECIFIQUES**

Tableau des différentes interventions, faisant l'objet d'une procédure spécifique, devant être rigoureusement appliquée par l'entreprise intervenante

Procédures formalisées dans le classeur des procédures joint en annexe du présent document

Désignation des procédures
Intervention par point chaud
Intervention sur réseau HT/BT
Travaux avec soudures à l'arc

#### 8.3.1 **PROCEDURE POUR TRAVAUX PAR POINT CHAUD**

Dans le cas, où une entreprise doit effectuer des travaux par point chaud (chalumeau, poste de soudage, arc électrique, découpage, meulage...), dans l'enceinte de l'établissement, elle devra avant le démarrage des travaux, se faire délivrer par l'exploitant, un permis de feu, et respecter dans tous les cas, les règles suivantes :

##### **Avant les travaux**

- ⇒ Avoir un matériel de soudage en parfait état
- ⇒ S'assurer que les chalumeaux sont équipés de clapet anti retour
- ⇒ Ecarter les matériaux combustibles en contact avec les parties surchauffées
- ⇒ Dégager les matériaux combustibles à environ 10 m autour du lieu des travaux
- ⇒ Disposer à portée immédiate les moyens d'alarme et de lutte contre le feu (au moins un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres et un extincteur approprié à l'extinction d'un feu naissant à proximité des travaux)

##### **Pendant les travaux**

- ⇒ Avoir un extincteur sur le poste de travail
- ⇒ Disposer et mettre en place des protections collectives type bâche anti-rayons afin que le poste soit isolé des autres activités sur le chantier
- ⇒ Mouiller les parties en bois pouvant être en contact avec la flamme du chalumeau
- ⇒ Surveiller les projections incandescentes et leur point de chute

##### **Après l'exécution des travaux**

- ⇒ Arrêter les travaux par point chaud, 2h avant la cessation du travail et maintenir une surveillance rigoureuse des lieux
- ⇒ Fermer les bouteilles de gaz et démonter les manomètres des bouteilles,
- ⇒ Inspecter les lieux des travaux, ainsi que les locaux et espaces adjacents ayant pu être concernés par des projections d'étincelles ou par des transferts ou propagations de chaleur.

**PS :** Documentation et formulaires peuvent être obtenus auprès du Centre National de Prévention et de Protection, service éditions BP 2265 - 27950 Saint-Marcel



### 8.3.2 FICHE DE PERMIS DE FEU

DEMANDEUR :  
(Chef d'entreprise ou son représentant)

Signature :

EXECUTANT :  
(Responsable de l'intervention)  
ENTREPRISE EXECUTANTE :

Signature :

Date :

#### TRAVAIL A EXECUTER

Références de l'ordre de travail :  
Date de début des travaux :  
Durée d'exécution des travaux :  
Désignation des travaux :

#### CONDITIONS D'EXECUTION

Date :  
Par qui ? :  
Délimitation de la zone de danger :  
Retrait des produits inflammables :  
Protection des éléments combustibles fixes :  
Mise en place des moyens de lutte appropriés :

#### Risques particuliers

#### Précautions à prendre

#### ALERTE EN CAS D'INCENDIE OU D'ACCIDENT

Emplacement des moyens d'alerte :

Au téléphone appeler le n° : **18 / 112**

Préciser :  
- le lieu  
- la nature du sinistre ou de l'accident

Dans tous les cas :  
- ne raccrochez pas le premier  
- prévoyez des personnes pour diriger les secours



### 8.3.3 PROCEDURE POUR TRAVAUX SUR H.T., B.T.

#### 8.3.3.1 TABLEAU SUR HABILITATIONS ELECTRIQUES

TABLEAU DES HABILITATIONS			
<p>Suivant l'article 48 du décret du 14 novembre 1988, les opérations d'entretien sur les réseaux électriques seront confiées à du personnel doté des habilitations prévues par la norme UTE C 18-510 conformément au tableau ci-après :</p> <p>Elles sont délivrées par l'employeur après une formation.</p> <p><b>RAPPEL DE LA PUBLICATION UTE C1 8-510 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour que les modules de formation soient reliés à des références univoques, issues de la publication « UTE C 18-510 », il est nécessaire de rappeler les notations qui qualifient les niveaux d'habilitation en milieu professionnel.</li> <li>✓ Ceux-ci sont repérés par les combinaisons alphanumériques suivantes :</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>↳ <b>B0V</b> exécutant non électricien</li> <li>↳ <b>B1V</b> exécutant électricien</li> <li>↳ <b>B2V</b> chargé de travaux</li> <li>↳ <b>BR</b> chargé d'interventions</li> <li>↳ <b>BC</b> chargé de consignation</li> </ul> <p><b>RAPPEL DE LA SIGNIFICATION DES NOTATIONS ALPHABÉTIQUES :</b></p> <p><b>B</b> caractérise les ouvrages du domaine BT et TBT.</p> <p><b>R</b> indique que le titulaire peut procéder à des interventions de dépannage ou de raccordement, à des mesurages, essais, vérifications. Ce type d'habilitation n'est délivré que pour des ouvrages du domaine BT ou TBT.</p> <p><b>C</b> indique que le titulaire peut procéder à des consignations.</p> <p><b>V</b> indique que le titulaire peut travailler au voisinage.</p> <p><b>T</b> indique que le titulaire peut travailler sous tension.</p> <p><b>RAPPEL DE LA SIGNIFICATION DES INDICES NUMÉRIQUES :</b></p> <p><b>0</b> personnel réalisant exclusivement des travaux d'ordre non électrique et/ou des manœuvres permises.</p> <p><b>1</b> personnel exécutant des travaux d'ordre électrique et/ou des manœuvres</p> <p><b>2</b> chargé de travaux d'ordre électrique quel que soit le nombre d'exécutants placés sous ses ordres.</p>			
HABILITATION	OPERATIONS		
DU	Travaux	Travaux	Intervention
PERSONNEL	Hors tension	Sous tension	du domaine BT
Non électricien	B0 ou H0		
Exécutant électricien	B1 ou H1	B1T ou H1T	BR
Chargé d'intervention			BR
Chargé de travaux	B2 ou H2	B2T ou H2T	
Chargé de consignation	BC ou HC		BC
Agent de nettoyage sous tension		BN ou HN	

#### 8.4 LISTE NON EXHAUSTIVE DE VERIFICATIONS A REALISER SUR LES EQUIPEMENTS ET ENGINS

MATERIEL	MESURES DE PREVENTION
ENGIN DE CHANTIER	Certificat ou conformité CE Vérification périodique a jour Procès verbaux de vérification et carnet de maintenance a disposition avec l'engin Vérification journalière des engins par les conducteurs
PEMP	Conducteur titulaire de l'autorisation de conduite Certificat ou conformité CE Consigne de mise en œuvre de la PEMP en adéquation avec la notice du constructeur Vérification semestrielle a jour Dernier procès verbal de vérification avec réserves levées a demeure dans l'engin et carnet de maintenance dans l'engin Vérification journalière de l'engin par le conducteur Harnais obligatoire pour PEMP a nacelle déportée
ECHAFAUDAGE	Vérification a chaque montage ou modification et trimestrielle si pas de modification ou démontage Vérification visuelle avant utilisation avec la notice Salarié formé à l'utilisation, montage et démontage
PIR PIRL	Vérification trimestrielle et après montage Vérification visuelle avant utilisation
LEVE GAINÉ	Vérification semestrielle a jour
EXTINCTEUR	Vérification annuelle a jour
HARNAIS /SYSTEME ANTICHUTE	Vérification visuelle de l'ensemble harnais/système antichute avant chaque utilisation Vérification annuelle a jour
ELINGUE	Vérification semestrielle Vérification visuelle avant chaque utilisation
ECHELLE ESCABEAU	Echelle d'accès attachée en tête et maintenue en pied Vérification visuelle avant chaque utilisation Travaux de courte durée non répétitifs avec un risque de chute faible
ELECTRO-PORTATIF	Vérification visuelle avant utilisation
VAT	Vérification visuelle avant utilisation Test de fonctionnement du VAT avant et après utilisation

### **8.5 LISTE NON EXHAUSTIVE DE DOCUMENTS A METTRE EN CONSULTATION SUR SITE**

- Consignes générales de sécurité	- Informations prévention (Statistiques accident du travail,...)
- Fiche accident, flash sécurité	- Consignes en cas d'accident
- Fiche « Informations réglementaires »	- Registre de sécurité
- Registre d'observations	- Fiche d'accueil chantier
- Livret d'accueil	- PPSPS / PDP
- Notice équipements	- Convention de prêt de matériel
- Audit prévention	- Fiche analyse accident
- Liste des EPI	- Fiche de vérification journalière échafaudage.

## 9 AUTORITÉ DU COORDONNATEUR SPS

*Manquement en matière de sécurité et protection de la santé* Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'Œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la Coordination (RJC).

Cette information doit être confirmée par écrit aux intervenants concernés.

*Risque grave et immédiat* En cas de risque grave et immédiat, menaçant la sécurité ou la santé ou mettant en cause la vie de personnes sur le chantier, celle des riverains, des usagers ou du personnel de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés, le coordonnateur doit immédiatement définir les mesures à prendre pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le coordonnateur a autorité pour arrêter les travaux sur la zone présentant des risques ou pour interdire l'usage de matériels ou produits dangereux.

Le maître d'ouvrage et le maître d'Œuvre sont tenus informés immédiatement (courriel par exemple) ainsi que les responsables des entreprises de tout arrêt des travaux en précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt.

La notification de l'arrêt et des mesures préconisées est consignée au RJC. Elle est confirmée aux responsables de la ou des entreprises, au maître d'Œuvre et au maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'information des organismes de contrôle (CARSAT, Inspection du Travail, OPPBTP...) au sujet de l'arrêt est assurée par le maître d'ouvrage.

*Reprise de travaux* Pour obtenir l'autorisation de reprise, l'entreprise doit informer le Maître d'Ouvrage des mesures qu'elle envisage de prendre pour faire cesser la situation ayant conduit à l'arrêt des travaux.

Le coordonnateur dispose d'un délai de 48 heures pour examiner les mesures proposées par l'entreprise et donner son avis sur la reprise de l'opération.

L'autorisation de reprise est donnée par le maître d'ouvrage, après prise en considération des divers avis demandés, dont celui du coordonnateur.

*Accès non autorisé sur le chantier*

Lorsqu'une personne non autorisée est présente sur le chantier, le coordonnateur a autorité pour lui faire quitter l'enceinte du chantier. À défaut, il prévient immédiatement le maître d'ouvrage pour décision et mise en Œuvre des mesures adéquates. Il en est fait mention dans le RJC.

# 10 MESURES COVID 19

## REGLES DE MISE EN PLACE « COVID19 »

### • EXIGENCES PRÉALABLES

Pour chaque opération, quelle que soit sa taille, le maître d'ouvrage formalise, après analyse, le cas échéant par le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS, en accord avec les entreprises intervenantes, une liste des conditions sanitaires afin de s'assurer que les différents acteurs pourront mettre en œuvre et respecter dans la durée les directives sanitaires générales et les consignes complémentaires édictées dans ce guide.

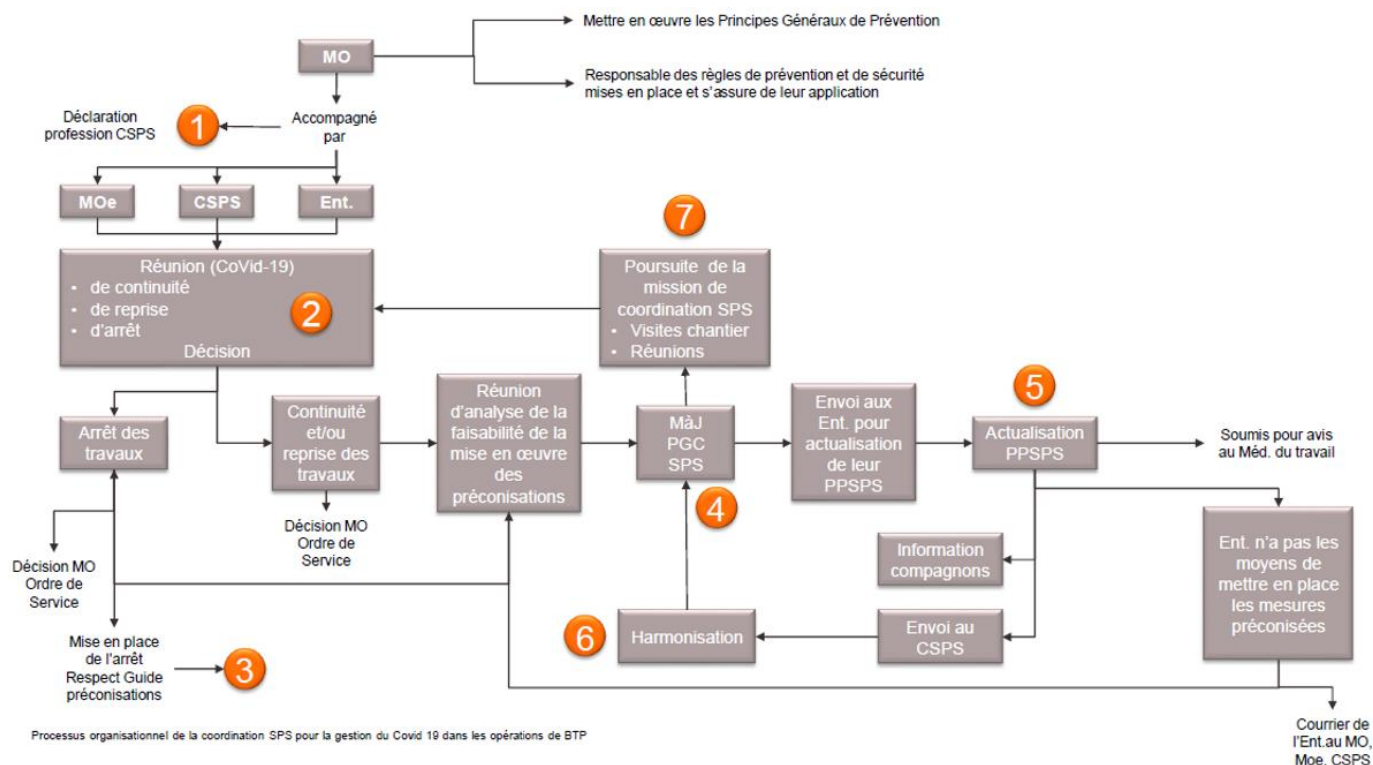
Cette analyse prendra en compte :

- la capacité de toute la chaîne de production de reprendre son activité (maître d'œuvre, coordonnateurs SPS, bureaux de contrôles, sous-traitants, fournisseurs, transporteurs...),
- les conditions d'intervention extérieures ou intérieures,
- le nombre de personnes sur le chantier,
- la coactivité.

L'organisation proposée visera à limiter autant que faire se peut la coactivité et à préciser les conditions de respect des mesures sanitaires dans le cas où la coactivité n'est pas évitable.

Il est impératif que les règles en matière de protection des salariés (code du travail, PGC notamment) soient appliquées et que les dispositions relatives à la limitation de la propagation du virus soient respectées après avoir été étudiées par les entreprises.

Nous encourageons les entreprises à travailler avec leur médecin du travail le sujet des mesures de protection à prendre pour leurs salariés



Au regard de l'analyse de ces points le MO prendra la décision d'une reprise d'activité ou du maintien de l'arrêt avec formalisation d'un OS.

Il appartient à chaque entreprise d'évaluer sa capacité à s'y conformer et de prendre les dispositions nécessaires

## ••IMPACT SUR LA PLANIFICATION DES TÂCHES ET SUR L'ORGANISATION DE CHANTIER

- Avant chaque début de tâche, revoir les modes opératoires pour valider la possibilité de respecter la distance d'au moins un mètre. En cas d'impossibilité, faire appel à des lunettes, à des masques de type FFP2 ou FFP3 (si disponibles). Il est possible d'utiliser des masques de protection supérieure (type masque à cartouche ou masque à ventilation assistée) ou autre écran barrière, type écran de casque.
- Limiter le nombre de personnes pour réduire les risques de rencontre et de contact.
- Imposer le port systématique de gants de travail adaptés à l'activité.
- Limiter la coactivité en réorganisant les opérations.
- Attribuer les outillages de façon individuelle. Limiter le prêt de matériel entre compagnons. Désinfecter le matériel entre son utilisation par deux compagnons, le cas échéant.
- Les masques chirurgicaux, FFP2, FFP3 et les cartouches sont à jeter après chaque intervention dans un sac à déchets. – Les masques non jetables, lunettes, écrans faciaux seront essuyés à la lingette désinfectante à l'intérieur et à l'extérieur.
- Les masques et lunettes seront obligatoirement portés dans les situations de travail où les distanciations sociales ne pourraient être respectées, ceci permettant la protection de chaque porteur.
- Il sera noté en réunion et pour chaque entreprise qui est chargé de la mise en œuvre des décisions.
- Il sera demandé aux entreprises les noms de leurs représentants COVID-19 sur le site
- Le suivi de la mise en place de l'ensemble de ces mesures devra être organisé.
- Des quart d'heure sécurité seront organisés sur le site avec démonstrations pour que le lavage des mains, la mise en place du masque, des lunettes soient réalisés dans de bonnes conditions.
- Mettre en place une logistique centralisée pour alimenter les chantiers (livraison par le dépôt et les fournisseurs directement sur chantier).

## ••AFFICHAGE DES INFORMATIONS GESTES BARRIÈRES ET PRÉCONISATIONS SANITAIRES COVID



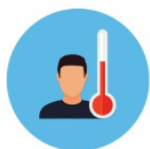
- Assurer un affichage fort et visible des consignes sanitaires.
- Organiser la réception des matériaux et matériels de façon à éviter tout contact physique.
- Présenter l'organisation exceptionnelle des travaux avant chaque prise de poste et chaque demi-journée (causerie).
- Mettre en place des marqueurs pour faire respecter une distance d'au moins un mètre : bande adhésive au sol, Barrière, organisation des postes de travail et circulations intérieures...

## ••ASSURER UNE INFORMATION ET COMMUNICATION DE QUALITÉ AVEC LES PERSONNELS

L'information des salariés est essentielle en cette période de pandémie, en assurant la bonne compréhension des consignes. C'est une condition de leur adhésion aux mesures préconisées, qui demandent l'engagement et la bonne volonté de chacun.

- Les représentants du personnel et leurs instances représentatives, CSE et CSSCT en particulier, s'il en existe, doivent être étroitement associés.
- La survenue d'un cas sur un chantier doit être signalé aux compagnons dans un souci de transparence et d'incitation aux respects des règles.
- Les réunions à l'air libre doivent être privilégiées.
- Organiser des réunions régulières, voire quotidiennes, (de type quart d'heure de sécurité) avec le personnel pour faire connaître les consignes et obtenir l'adhésion (en respectant la distance minimale d'un mètre), ou assurer un contact téléphonique.

## ••ACCÈS CHANTIER (IDENTIFICATION DES PERSONNES PRÉSENTES, ...)



- Délivrer les autorisations de déplacements dérogatoires pour l'entreprise.
- Rappeler au salarié la nécessité d'avoir l'attestation de déplacement dérogatoire personnelle (un document papier par jour).
- Contrôler l'accès des salariés et autres intervenants en entreprise et sur chantier.
- Refuser l'accès et faire rester chez soi toute personne présentant des symptômes de maladie, en particulier toux, température, perte d'odorat et/ ou du goût.
- Contrôler l'accès des salariés et autres intervenants en entreprise et sur chantier.
- Il n'est pas recommandé de mettre en œuvre des mesures de prise de température à l'entrée des locaux et des chantiers par le Haut Conseil de Santé Publique. Certains patients atteints du Covid-19 ne présentent pas de température en début d'infection alors qu'ils sont contagieux.
- Il est recommandé également de questionner les salariés lors de la prise de poste.
- Informer les salariés que les personnels à risque élevé selon le Haut Comité de Santé Publique ne doivent pas travailler et doivent prendre un arrêt maladie.
- Porter une attention particulière aux salariés âgés.

## ••ACCÈS ET UTILISATION DE LA BASE VIE (NETTOYAGE, ...)

Lieu de vie, de contacts et d'échanges, la base vie ou le bungalow de chantier sont des espaces où l'organisation des présences et des déplacements doit faire l'objet d'une attention soutenue.

- Assurer un affichage fort et visible des consignes sanitaires.
- Installer, si possible, des lieux de réunion, de repos et de pause en extérieur.
- Respecter, en toutes circonstances, une distance d'au moins un mètre entre les personnes, notamment :
  - en divisant par deux la capacité nominale d'accueil simultané pour toutes les installations,
  - éventuellement, en organisant les ordres de passage,
  - éventuellement, en décalant les prises de poste,
  - éventuellement, en mettant en place des marqueurs pour faire respecter une distance d'au moins un mètre : bande adhésive au sol, barriérage (par exemple avec utilisation des tables et des chaises), organisation des circulations intérieures...
  - en limitant l'accès aux espaces et salles de réunion.
- Assurer une fréquence quotidienne de nettoyage de toutes les installations communes au moyen de produits désinfectants.
- Les travaux de nettoyage comprennent sols, meubles, postes de travail dont poste de garde. Les surfaces de contacts les plus usuelles (portes, rampes d'escalier, fenêtres et tout autre équipement où l'on peut poser les mains, toilettes, y compris toilettes mobiles) doivent être nettoyées toutes les deux heures.
- Le personnel en charge du nettoyage doit être compétent et dûment équipé.
- Aérer les locaux au moins deux fois par jour.
- Organiser l'usage des réfectoires par roulement afin de limiter le nombre de personnes à un instant donné, de façon à respecter les distances de sécurité. Assurer une désinfection par nettoyage, dont fours micro-ondes, réfrigérateurs..., entre chaque tour de repas. Faire respecter de façon stricte les consignes de lavage des mains à l'eau et au savon avant les repas.
- Privilégier, le cas échéant, la pratique de la gamelle et du thermos individuel apportés par chaque compagnon.
- Installer un point d'eau ou un distributeur de gel ou de solution hydroalcoolique à l'extérieur et imposer le lavage des mains avant toute entrée dans les bases-vie ou bungalows de chantier.
- Mettre à disposition des flacons de gel ou de solution hydroalcoolique (si disponibles) dans les lieux fréquentés et à proximité des surfaces de contact (tables, ...).
- Mettre à disposition des lingettes désinfectantes dans les toilettes pour désinfection avant chaque usage.



– Vérifier plusieurs fois par jour que les distributeurs de savon, d'essuie-mains, de lingettes jetables et/ou de gel ou de solution hydroalcoolique sont approvisionnés.

- **Grands déplacements :**

– Les entreprises ayant du personnel en grand déplacement doivent s'assurer de la disponibilité d'hébergements en chambre individuelle et de la possibilité de restauration.

- **Apprentis :**

– Les apprentis, stagiaires et alternants ne doivent pas être autorisés à se rendre sur chantier et en atelier.

- **ACCÈS AUX POSTES DE TRAVAIL (CHEMINS D'ACCÈS, GESTION DES FLUX, ...)**

– Mettre en place un plan de circulation permettant de respecter la distance d'un mètre entre les personnes, notamment lors des croisements.

– Privilégier les circulations circulaires.

- **TÂCHES ET POSTES DE TRAVAIL (NOMBRE DE COMPAGNONS, GESTION DES MATÉRIELS, ...)**



– Organiser la réception des matériaux et matériels de façon à éviter tout contact physique.

– Présenter l'organisation exceptionnelle des travaux avant chaque prise de poste et chaque demi-journée (causerie).

– Respecter strictement les gestes barrières, et en particulier :

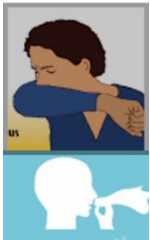


– Respect d'une distance minimale d'un mètre entre les personnes à tout moment, sauf consignes particulières indiquées ci-après.

– Lavage approfondi et fréquent des mains à l'eau et au savon, en début de journée, à minima toutes les deux heures, à chaque changement de tâche et en cas de port non permanent des gants. Séchage avec essuie-main en papier à usage unique (voir détail ci-dessous). Se laver les mains avant de boire, manger et fumer.

– Respecter les consignes émises par les autorités sanitaires.

– Rappeler aux personnels la nécessité d'éviter de se toucher le visage, avec ou sans gants, et sans nettoyage préalable des mains.



- **Autres risques à ne pas occulter :**

– Les conditions actuelles d'intervention présentent des risques de conditions opérationnelles dégradées en raison de l'absence de personnel, de matériels, de sous-traitant ou autres ressources habituelles des opérations. Une attention particulière doit donc être portée sur tous les risques « traditionnels » des chantiers, et en particulier les risques de chute, de heurt, ceux liés à l'électricité, aux produits chimiques, au port de charge et aux postures.

- **PORT D'UN MASQUE DE PROTECTION RESPIRATOIRE ET LAVAGE DES MAINS :**



– Le port du masque et des lunettes est obligatoire dans les cas suivants :

– Travail à moins d'un mètre d'une autre personne : masque chirurgical à minima (voir chapitre « activités de travaux »).

– Intervention chez une personne malade : masque FFP2 ou supérieur.

– Dans le cas d'intervention chez une personne à risque : port du masque obligatoire, de type chirurgical à minima.



– Dans les autres cas, le port du masque n'est pas obligatoire mais il est fortement recommandé quand il n'y a pas de garantie absolue de respect à tout moment de la distance minimale d'un mètre, en fonction des mesures barrières mises en place.

– Les personnels doivent être formés à l'utilisation des masques.

– En période de pic épidémique, le respect de la distance minimale d'un mètre reste souhaitable, même avec le port du masque, pour éviter les risques de contact.

– Le port des gants de travail usuels et de lunettes est également recommandé.



- **Le lavage des mains :**

- Adopter des pratiques préservant au maximum l'intégrité de la peau des mains :
  - Utiliser de l'eau froide ou tempérée ;
  - Se sécher les mains ;
  - Ne pas utiliser plusieurs produits désinfectants en alternance ;
  - Appliquer régulièrement une crème pour les mains.
- **Fournitures générales nécessaires au respect des consignes sanitaires**
- Désinfectant type Javel diluée, alcool à 70°, Anios Oxy'floor ou Phagosurf ND.
- Lingettes désinfectantes type WIP'Anios (poignées, clavier d'ordinateurs, siège de toilettes, véhicules, engins, outillage...).
- Savon.
- Essuie-mains jetables.
- Poubelles à pédale et couvercle pour jeter les consommables d'hygiène après usage.
- Sacs à déchets
- Gants usuels de travail.
- Gants jetables pour manipuler les poubelles et pour le nettoyage/désinfection
- En cas d'absence de point d'eau sur le lieu de travail, bidons d'eau clairement marqués « eau de lavage mains ».
- Gel ou solution hydroalcoolique (en complément, si disponible).
- Masques de protection respiratoire de type masque chirurgical, FFP2 ou FFP3 (en complément et pour activités spécifiques) \*.
- Écrans faciaux de casques, descendant au moins 3 cm sous le menton (en complément).
- Appareils de prise de température corporelle (en complément).

- **UTILISATION DES MOYENS COMMUNS (VÉHICULES, ENGINS, ECHAFAUDAGES, ...)**

- Limiter le nombre de personnes pour réduire les risques de rencontre et de contact.
- Imposer le port systématique de gants de travail adaptés à l'activité.
- Limiter la coactivité en réorganisant les opérations.
- Attribuer les outillages de façon individuelle. Limiter le prêt de matériel entre compagnons. Désinfecter le matériel entre son utilisation par deux compagnons, le cas échéant

- **-Véhicules et engins**

- Veiller à assurer la distance minimale d'un mètre entre les personnes : une personne par rang maximum, et en quinconce si plusieurs rangs.
- Privilégier les modes de transport individuel. Recourir le cas échéant au véhicule personnel (indemnité de transport et assurance à vérifier).
- Dans le cas d'une utilisation partagée de véhicule et pour les engins, prévoir la désinfection des surfaces de contact entre utilisateurs (volant, boutons de commande, poignée de changement de vitesse...)

- **-Transports en commun :**

- Respect de la distance minimale d'un mètre et lavage des mains obligatoirement à l'arrivée sur chantier.

- **ORGANISATION DES SECOURS**

- En cette période de forte activité des services de secours, il pourra être utile de vérifier leur disponibilité en consultant les sites internet des préfectures.

# PRÉVENTIONBTP

COVID-19

Assistance technique en ligne

## FICHE CONSEILS

### Questionnaire de vérification de la santé du salarié

**Pensez-vous avoir ou avoir eu de la fièvre  
ces derniers jours (frissons, sueurs) ?**

☐ Oui ☐ Non

**Avez-vous des courbatures ?**

☐ Oui ☐ Non

**Depuis ces derniers jours, avez-vous une toux  
ou une augmentation de votre toux habituelle ?**

☐ Oui ☐ Non

**Ces derniers jours, avez-vous noté une forte  
diminution ou perte de votre goût ou de votre odorat ?**

☐ Oui ☐ Non

**Ces derniers jours, avez-vous eu mal à la gorge ?**

☐ Oui ☐ Non

**Ces dernières 24 heures, avez-vous eu de la diarrhée ?**  
Avec au moins 3 selles molles.

☐ Oui ☐ Non

**Ces derniers jours, ressentez-vous  
une fatigue inhabituelle ?**

☐ Oui ☐ Non

**Dans les dernières 24 heures, avez-vous noté  
un manque de souffle INHABITUEL  
lorsque vous parlez ou faites un petit effort ?**

☐ Oui ☐ Non

La présence d'un ou surtout de plusieurs de ces symptômes constitue une alerte. Le salarié doit regagner son domicile et contacter par téléphone son médecin traitant ou appeler le numéro de permanence de soins de sa région. Lui rappeler qu'il peut bénéficier d'une téléconsultation. Si les symptômes s'aggravent avec des difficultés respiratoires et des signes d'étouffement, recommander d'appeler le Samu-Centre 15. (Appliquer les consignes de la fiche Covid-19 « Que faire en présence d'une personne malade ? »).

Version à jour au 2/04/2020 – Ces éléments sont mis à jour  
régulièrement sur le site [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)

Un service **OPPBTP**

## CORONAVIRUS, LES SALARIÉS À RISQUE ÉLEVÉ



### Informer les salariés que certaines maladies sont associées à un risque important de développer une forme sévère du Covid-19

Les salariés pris en charge en affection longue durée (pris en charge à 100%) et les femmes enceintes dans le dernier trimestre peuvent se connecter directement sur le site [declare.ameli.fr](https://declare.ameli.fr) (<https://declare.ameli.fr>) pour demander à être mis en arrêt maladie pour une durée initiale de 21 jours sans passer par l'employeur ou leur médecin traitant.

La liste ci-après précise les maladies permettant de recourir à cette procédure. L'assurance maladie procédera aux vérifications nécessaires et un arrêt maladie leur sera délivré. Les salariés souffrant d'une pathologie chronique identifiée mais non prise en charge au titre des affections longue durée sont invitées à prendre contact avec leur médecin traitant. Pour obtenir des informations complémentaires sur ces dispositions, les salariés peuvent contacter leur médecin traitant et/ou du travail qui pourra les conseiller et les aider dans leurs démarches.



### Les personnes dont l'état de santé présente un risque de développer une forme sévère du Covid-19 sont celles souffrant de :

- Maladies respiratoires chroniques (asthme, bronchite chronique)
- Insuffisances respiratoires chroniques
- Mucoviscidose
- Insuffisances cardiaques toutes causes
- Maladies des coronaires
- Antécédents d'accident vasculaire cérébral
- Hypertension artérielle
- Insuffisance rénale chronique dialysée
- Diabète de type 1 insulino-dépendant et diabète de type 2

Sont également concernées :

- Les femmes enceintes
- Les personnes avec une immunodépression : pathologies cancéreuses et hématologiques, transplantations d'organe et de cellules souches hématopoïétiques, maladies inflammatoires et/ou auto-immunes recevant un traitement immunosuppresseur, personnes infectées par le VIH
- Les personnes souffrant de maladie hépatique chronique avec cirrhose
- Obésité avec un indice de masse corporelle (IMC) égal ou supérieur à 40.

Ces personnes doivent impérativement **rester à leur domicile, en arrêt de travail, si aucune solution de télétravail n'est envisageable.**

Attention, « [declare.ameli.fr](https://declare.ameli.fr) » n'est pas un téléservice de déclaration des personnes présentant des symptômes du coronavirus ou infectées par cette maladie.

(source Communiqué de presse Ameli.fr du 17 mars \_ Extension du service aux personnes à risque élevé)

# CORONAVIRUS,

## LES BONS GESTES POUR SE PROTÉGER SUR LE CHANTIER ET DANS L'ATELIER DU BTP



Lavez-vous les mains avec du savon très fréquemment dans les bases vie et installations prévues à cet effet. Prévoyez des lingettes ou produits hydroalcooliques dans les véhicules utilitaires.



Évitez le contact physique et assurez la distance d'un mètre entre les personnes.



Nettoyez régulièrement les surfaces et lieux collectifs (tables, poignées...) ainsi que les équipements individuels (téléphone, lunettes, bouchons d'oreilles...).



Utilisez les équipements de protection : gants, lunettes ou écran facial pour casque, protection respiratoire (lorsque la distance d'un mètre avec une autre personne ne peut pas être respectée).



Toussez ou éternuez dans votre coude. Utilisez un mouchoir à usage unique et jetez-le dans une poubelle.



Évitez de vous toucher le visage.



### VOUS AVEZ UN DOUTE, UNE QUESTION ?

Contactez la plateforme téléphonique d'information au ☎ 0800 130 000 (appel gratuit).

(Conseils à afficher dans les bureaux, dépôts, ateliers, bases vie et bungalows de chantier)

# CORONAVIRUS,

## SE DÉPLACER EN SÉCURITÉ POUR SE PROTÉGER DANS LES VÉHICULES ET LES ENGINS DU BTP



Privilégiez le déplacement individuel dans un véhicule personnel.  
1 personne par rang, positionnées en quinconce.



Assurez la distance d'un mètre entre les personnes.



Désinfectez les surfaces entre chaque utilisateur et utilisation :  
volant, poignée de changement de vitesse, poignée de coffre...



Conservez sur vous l'autorisation de déplacement de l'entreprise et l'autorisation de déplacement personnelle : une par jour.

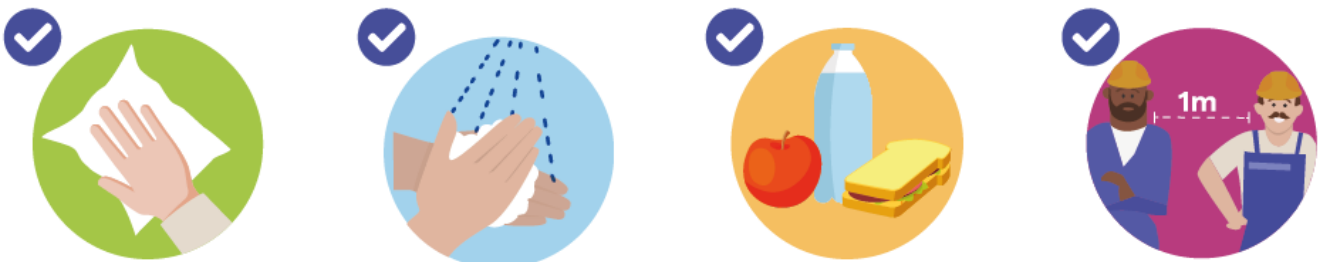
(Conseils à afficher dans le véhicule ou dans l'engin.)



# CORONAVIRUS,

## ADOPTER LES RÉFLEXES POUR SE PROTÉGER DANS LES BASES VIE ET BUNGALOWS DE CHANTIER DU BTP

- La distance d'un mètre est respectée entre les personnes : diviser l'accueil par deux, donner des ordres de passage, décaler les prises de poste, coller des bandes adhésives au sol, mettre des barrières, réorganiser les circulations, limiter l'accès aux espaces et salles de réunion.
- Des lieux de pause sont organisés en extérieur.
- L'accès aux espaces et salles de réunion est limité.
- Des produits désinfectants et gels hydroalcooliques sont à disposition dans les lieux et surfaces fréquentés.
- Les distributeurs de savon, d'essuie-mains, de lingettes jetables et de gel hydroalcoolique sont vérifiés et approvisionnés.
- Les installations communes sont aérées et nettoyées deux fois par jour, au moyen de désinfectant, par du personnel compétent et équipé de gants et de bottes.
- L'usage des réfectoires est organisé par roulement.
- Les réfectoires sont nettoyés entre chaque tour de repas, y compris les fours, micro-ondes, réfrigérateurs...
- Les mains sont lavées à l'eau et au savon avant les repas.
- La gamelle et le thermos individuel apportés par chaque compagnon sont privilégiés.
- Les consignes sanitaires sont affichées et visibles.



(Conseils à afficher dans les bases vie et bungalows de chantier)

# CORONAVIRUS,

## SE PROTÉGER ET AGIR SUR ATELIER OU CHANTIER SI UN SALARIÉ OU INTERVENANT EST MALADE

### En cas de personne présentant des symptômes sur le lieu de travail



- Isoler la personne et contacter le Samu15.
- L'inviter à respirer à travers un linge ou un mouchoir.
- Lui faire porter un masque du type chirurgical.
- Éviter tout contact étroit, ne pas la déséquiper.
- Lister les personnes qui l'ont côtoyé de façon rapprochée (1 mètre) et prolongée (+ 15 min) depuis l'apparition des symptômes et dans les 24 heures qui précèdent.
- Éloigner les autres personnes présentes.

### 1. La personne qui porte assistance se protège



- Porter des lunettes de protection, des gants jetables, et un masque chirurgical ou FFP2.
- Se laver les mains avec eau-savon ou lotion hydroalcoolique.
- Conserver des lingettes désinfectantes pour nettoyer les surfaces en contact.
- Se doter d'un sac à déchets.

### 2. En attendant la désinfection de la zone et avant de se déséquiper, la personne qui porte assistance s'assure de :



- Signaler et matérialiser chaque surface qui a été souillée.
- Déterminer avec le gestionnaire du site les installations à neutraliser (climatisation, ventilation, escaliers...).
- Condamner à titre de précaution les locaux non techniques (salle de pause, toilettes...).

### 3. La personne qui a porté assistance se déséquipe



- Se munir d'un sac.
- Retirer ses lunettes de protection.
- Retirer le masque.
- Retirer les gants en veillant à ne pas toucher la surface extérieure.
- Mettre le tout dans un sac plastique et le fermer.
- Placer ce sac dans un deuxième sac qu'elle ferme à son tour.
- Abandonner le tout sur place jusqu'à la désinfection.
- Se frictionner les mains avec la solution hydroalcoolique.